

Les effets de la loi c-36 sur les travailleuses du sexe de la rue : à la défense de leurs droits dans le  
nord de l'Ontario

Par

Danika Dégagné

Thèse présentée pour répondre  
à une des exigences de la  
maîtrise ès arts (MA) en sociologie

Faculté des études supérieures  
Université Laurentienne  
Sudbury (Ontario) Canada

© Danika Dégagné, 2016



## RÉSUMÉ

La question de la prostitution n'a rien de nouveau. C'est une question controversée souvent au cœur de plusieurs débats. Le débat féministe entre les prohibitionnistes et les abolitionnistes en est un qui situe la prostitution dans un espace de libération sexuelle ou, au contraire, comme une domination des hommes sur les femmes. Le débat juridique sur la prostitution au Canada comme ailleurs est aussi incertain quant à une acceptation commune de son application de principes. Certains aspects de la légalisation de la prostitution apparaissent encore difficiles sur le plan des rapports entre les sexes bien sûr, mais aussi sur la base d'une certaine hiérarchie entre les travailleuses du sexe elles-mêmes. Le débat entourant la loi C-36 au Canada découle d'une mise en cause de la constitutionnalité des restrictions qui existaient relativement aux travailleuses du sexe qui n'avaient pas le droit de communiquer et de vivre des fruits de la prostitution tel que dénoncé par le cas Bedford contre le Canada. Or, la loi C-36 « Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation », en criminalisant le client et ceux qui profitent des fruits de la prostitution, ne met pas fin aux violences et cela en particulier pour les travailleuses du sexe de la rue. La nouvelle loi isole d'avantage celles qui sont isolées par manque d'information, celles qui vivent en région et celles qui travaillent sur la rue. C'est là du moins ce que la présente thèse montre à l'aide de témoignages de femmes, travailleuses du sexe de la rue du nord de l'Ontario (à Sudbury et à North Bay). Notre analyse montre une dimension intersectionnelle de la situation de la travailleuse du sexe de la rue qui veut que dans le nord de l'Ontario. Non seulement elles sont moins informées, plus isolées et plus à risque d'être exposées à la violence de la rue et du milieu prostitutionnel. Nous questionnons comment cette nouvelle loi influence la vie et la réalité de ces femmes considérées parmi les plus marginalisées d'entre toutes et qui craignent, avec la loi C-36, d'être plus criminalisées encore. Une troisième voie entre la pensée abolitionniste et prohibitionniste s'impose donc pour répondre aux besoins de ces travailleuses du sexe de la rue.

## REMERCIEMENTS

La réalisation de cette thèse a été possible grâce à plusieurs personnes à qui je voudrais offrir mes plus sincères remerciements. C'est avec leur soutien ces dernières années que j'ai été en mesure de réussir ce projet de recherche.

Je voudrais tout d'abord adresser ma gratitude à ma directrice de thèse, Monique Benoit, pour son aide toute au long de ce projet; son expertise et ses conseils furent des outils essentiels. Je désire aussi remercier les membres de mon comité interne, Aurélie Lacasagne et Anne Marise Lavoie, et externe, (le nom de la personne) pour leur temps et leur esprit critique.

Le soutien des organisations Access Aids à North Bay et Project P.E.A.C.E. à Sudbury a été un immense apport dans le développement de notre collecte de données. C'est grâce à elles et eux que j'ai pu accéder aux participantes qui ont bien voulu me parler. Aussi, j'aimerais remercier chaleureusement toutes les participantes d'avoir ainsi consacré de leur temps en dévoilant leurs histoires. Elles sont au cœur de cette recherche.

Finalement, pour leur aide morale et leur encouragement de tous les jours, j'aimerais remercier mes amis et ma famille. Ce soutien irremplaçable était vital surtout lorsque je manquais de motivation. Merci à ma mère, Bernadette Dégagné, qui m'a encouragé toute ma vie. Son appui inconditionnel et continu est à la base de mon succès et de ma réussite.

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé	iii
Remerciements	iv
Tables des matières	v
 INTRODUCTION	 1
 CHAPITRE 1 : PROHIBITION ET LÉGALISATION : UNE VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROSTITUTIONNELLE DANS LE MONDE ET ICI?	
1.1 Décriminaliser, criminaliser et légaliser : état de la prostitution dans le monde	3
1.1.1 Criminalisation de l'achat des services sexuels en Suède (1999)	4
1.1.2 Légalisation de la sexualité à des fins commerciales aux Pays-Bas (2000)	5
1.1.3 Décriminalisation des bordels (maison de prostitution) et de la sollicitation en Allemagne	8
1.1.4 Décriminalisation pour des besoins de santé publique en Nouvelle-Zélande (2003)	9
1.1.5 Décriminalisation des maisons de débauche en Australie (2003 et 2006 à 2008)	10
1.1.6 Légalisation des maisons closes pour réduire la violence aux États-Unis (2009)	13
1.2 Traite des personnes et prostitution : même combat pour les abolitionnistes	13
1.2.1 Concept de décriminalisation au Canada: conservatisme, libéralisme et identitarisme (nouveau mot dont la définition n'existe pas, il faudrait le définir dans le texte	14
1.2.2 Prostitution est légale au Canada: un problème en devenir	17
1.3 Cas Bedford : un moment tournant pour la cause des personnes prostituées au Canada	17
1.3.1 Recherche de dignité	19
1.3.2 Cas Bedford c. Canada 2012	19
1.3.3 Droit de contester les lois constitutionnelles	20
1.3.4 Effet de la provision	21
1.3.5 Impact sur la sécurité des personnes prostituées	21
1.3.6 Principe de justice fondamentale	22
1.4 Résumé	24
 CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE	
2.1 Prostitution de rue et maisons de débauche	25
2.1.1 Décision relative au cas Bedford 2013	26
2.1.2 Projet de loi C-36	28
2.3.3 Prostitution de rue	30
2.4 C-36 et le droit des personnes prostituées de la rue	31
2.5 Débats entourant la prostitution	33
2.6 "Risque" et prostitution de la rue	36
2.7 "Victimisation" des personnes prostituées de la rue	39
2.8 Question de recherche et hypothèses de travail	40
 CHAPITRE 3 : CADRES THÉORIQUE ET CONCEPTUEL	
3.1 Cadre théorique : les théories sur les inégalités	42

3.1.1 Intersectionnalité : Théorie critique raciale	43
3.1.2 Intersectionnalité et les inégalités sociales entre les femmes	45
3.1.3 Approche intersectionnelle et les théories sociales	46
3.2 Cadre conceptuel de l'étude : la confiance chez la travailleuse du sexe de la rue	48
3.2.1 Logique de l'exclusion et civilité	50
3.3 Exclusion au sein du mouvement des femmes : une troisième voie!	52
3.3.1 Une troisième voie ou position	52
3.3.2 Analyse intersectionnelle de la prostitution de la rue	53

## CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE

4.1 Questions et hypothèses de recherche	54
4.1.1 Méthode de recherche	55
4.2 Collecte de données	56
4.3 Échantillon	57
4.4 Collecte de données	57
4.5 Analyse des résultats	58
4.5.1 Récit de vie	58
4.6 Organisations liées à la prostitution	60

## CHAPITRE 5 : LES RÉSULTATS

5.1 Accès à l'information : sources, ressources et information accessible	64
5.2 Accès à l'information en région	66
5.3 Relation avec les policiers et peur d'être criminalisée	68
5.4 Marginalisation de la travailleuse du sexe	69
5.5 Lecture intersectionnelle de la prostitution	71
5.6 Débat sur la prostitution et la loi C-36	73
5.7 Résumé	74

## CHAPITRE 6: DISCUSSION

6.1 Intersectionnalité et la grande vulnérabilité des travailleuses du sexe de la rue	75
6.2 Plus de risques pour les travailleuses du sexe de la rue	78
6.3 Services offerts aux travailleuses du sexe de la rue pour s'en sortir	80
6.4 Troisième voie : ni libre ni victime	82

## CONCLUSION

## BIBLIOGRAPHIE

Annexe 1- Accréditation éthique	92
Annexe 2- Formulaire de consentement	93
Annexe 3- Guide d'entrevue	95
Annexe 4- Questionnaire sociodémographique	96

## INTRODUCTION

Simone de Beauvoir avait abordé la prostitution dans son livre intitulé «Le deuxième sexe» (de Beauvoir, Simone. 1947). Elle y comparait la prostitution à un service équivalent au mariage, puisque la seule différence entre les prostituées et les femmes mariées, selon elle, relevait du prix et de la durée du contrat. Ces deux activités dépendaient d'un service sexuel et d'un processus économique rudimentaire, qui découle d'une offre de services, à caractère sexuel, répondant à une demande de rapports sexuels.

Aussi, il ne faut pas seulement se demander pourquoi les femmes se prostituent, mais aussi pourquoi ne le font-elles toutes pas? D'un point de vue anthropologique, ce serait surtout la proximité de la famille et l'inquiétude liée à sa réputation (à la stigmatisation que la prostitution entraîne) qui empêcheraient la plupart des femmes de souscrire à ce «métier». La prostitution dite moderne se serait établie dans les grandes villes surpeuplées où tout le monde passait davantage incognito. Si autrefois les femmes exerçaient leur métier dans les lieux propices des maisons closes, le «bordel» ou la maison de débauche. Elle est aujourd'hui remise en question, notamment au Canada, comme lieu de la prostitution relativement à l'espace social et juridique alloué aux femmes prostituées et particulièrement aux personnes prostituées de la rue, incluant désormais les hommes qui se prostituent.

Le 20 décembre 2013, la Cour suprême du Canada a tranché sur une des questions parmi la plus controversée du pays, concernant la légalisation ou l'illégalité de la prostitution. Au cœur du litige se trouvaient le droit des personnes prostituées, les règles qui entourent la prostitution en tant que «métier» et, ultimement, la question de la légalité ou de l'illégalité de la prostitution. Le gouvernement fédéral ne tardera pas à répliquer par l'adoption en décembre 2014, de la loi C-36, qui change le visage légal de la prostitution au Canada. Cette loi visant à empêcher les personnes prostituées d'afficher leurs services rendra leurs activités encore plus dangereuses.

Nous pensons que le débat actuel, entourant la prostitution notamment au Canada et pris en charge récemment par la Cour Suprême du Canada puis par le gouvernement conservateur, soulève des questions de droits sociaux et d'équité au sein même des personnes prostituées. Lorsqu'elle pratique son métier dans la noirceur des grandes villes la personne prostituée à moins à craindre que lorsqu'elle se retrouve dans la rue à l'issue d'une séparation associée à des mauvais traitements de tous genres. La question de sa protection et des choix qui lui sont offerts est alors d'un autre

ordre. Nous avons interrogé, dans le cadre de cette thèse, non seulement la place des personnes prostituées de la rue, mais les droits qui leur sont conférés à travers cette nouvelle loi C-36.

\*\*\*

La présente thèse repose sur cinq chapitres. Le premier chapitre propose une recension des écrits sur la décriminalisation de la prostitution dans le monde. Le deuxième chapitre expose la problématique de la légalisation des personnes prostituées au Canada et, en particulier, la situation des personnes prostituées de rue. Le troisième chapitre présente les cadres théorique et conceptuel de notre étude. Le quatrième chapitre présente la méthodologie de recherche que nous avons employée. Le cinquième chapitre présente l'analyse des résultats que nous avons obtenus. Le sixième chapitre développe une discussion générale reprenant les grandes lignes de notre travail à la lumière des résultats obtenus. Et, nous concluons sur les résultats de notre recherche, ses limites et ce qu'il serait bon d'envisager pour l'avenir.



## CHAPITRE 1 :

### PROHIBITION ET LÉGALISATION : UNE VUE'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROSTITUTIONNELLE DANS LE MONDE ET ICI?

Il y aurait cinq types d'approches législatives visant la prostitution. Une première approche dite **prohibitionniste** vise à éliminer la prostitution en criminalisant tous les aspects de la prostitution. Une deuxième approche concerne la **décriminalisation** (dépénalisation) qui est l'annulation des lois pénales relatives à la prostitution. Une troisième approche relève de la **légalisation** et repose sur la réglementation de la prostitution par l'intermédiaire du droit pénal. La quatrième approche dite **abolitionniste** est au centre de la légalisation et de la prohibition; les tenants de cette quatrième approche pensent que la prostitution peut exister pourvu qu'elle ne menace pas la sécurité et l'ordre public. Finalement, la cinquième approche, appelée le **néoabolitionnisme**, considère que la prostitution viole les droits de la personne. Cette approche affirme que seuls les clients et les proxénètes devraient être pénalisés (Bibliothèque du Parlement, 2011). Nous tentons de décrire l'ensemble de ces approches visant la prostitution dans le monde, mais d'abord il faut mieux distinguer la prostitution des autres activités dont elle fait souvent partie.

#### 1.1 Décriminaliser, criminaliser et légaliser : état de la prostitution dans le monde

Plusieurs changements entourant la prostitution sont survenus depuis les années 1980 dans le monde. La légalisation de la prostitution, ou la décriminalisation de l'industrie du sexe, comprend l'acceptation légale des activités prostitutionnelles ainsi qu'en dépendent les acteurs tels que la personne prostituée, le client, et les proxénètes. Certains pays ont décidé de légaliser ou décriminaliser la prostitution comme en Allemagne ou aux Pays-Bas. Certains pays comme la Thaïlande criminalisent les activités entourant la prostitution, mais tolèrent les maisons de débauche pour bénéficier des profits économiques liés au tourisme du sexe (Raymond, 2004). Un des buts de la légalisation est de déplacer les personnes prostituées de la rue vers des maisons de débauche considérées comme des environnements sécuritaires parce qu'elles les protégeraient mieux semble-t-il. Cette thèse est remise en question par Raymond (2004, p. 320) qui affirme que plusieurs travaillent dans les rues afin d'éviter d'être exploités par un proxénète, ce dernier est considéré comme un type d'entrepreneur sous la légalisation de la prostitution. Certaines personnes prostituées refuseraient de suivre toutes les règles qui viennent avec la légalisation telle que, par exemple, l'obligation de se rapporter à un médecin régulièrement. Aussi, la légalisation de la prostitution n'élimine pas la stigmatisation entourant la prostitution. Dans certains pays, les instances gouvernementales obligent

les personnes prostituées à s'enregistrer dans un registre. Cette identification publique peut entraîner de toute sorte de violences rendant les personnes plus vulnérables. Ces approches prohibitionnistes ont pour conséquence de faire en sorte que plusieurs personnes prostituées continuent de travailler illégalement.

#### 1.1.1 Criminalisation de l'achat des services sexuels en Suède (1999)

La situation en Suède est particulière puisqu'elle traite les personnes prostituées comme des victimes. En Suède, la prostitution a été décriminalisée depuis quelques décennies, mais en 1999 la Suède a présenté une nouvelle loi "*Act on Violence Against women*" (1999), qui criminalise l'achat des services sexuels ainsi que les proxénètes. Dans ce cas, ils décrivent la prostitution comme:

*In Sweden, prostitution is regarded as an aspect of male violence against women and children. It is official acknowledged as a form of exploitation of women and children that constitutes a significant social problem, which is harmful not only to the individual prostituted woman or child, but also to society at large. The Swedish Government has long given priority to combating prostitution and trafficking in human beings for sexual purposes. This objective is an important part of Sweden's goal of achieving equality between women and men at the national level as well as internationally. Gender equality will remain unattainable as long as men buy, sell and exploit women and children by prostituting them.*(Bedford 2010, p. 206)

Le modèle de la loi suédoise concernant la prostitution est au centre des interrogations relativement à la légalisation de la prostitution. En effet, le troisième et dernier rapport soumis au Parlement en 1995 en Suède avait promulgué une nouvelle loi intitulée "*Le commerce du sexe*", soulignant, avec raison, que la prostitution était loin d'être aussi répandue en Suède qu'elle ne l'était pas dans la plupart des autres pays européens<sup>1</sup>. Les explications avancées reposaient sur fait que la Suède avait instauré un système social généreux et une observation du statut de la femme relativement plus égalitaire que dans le reste de l'Europe.

*Avec l'appui d'un parlement composé à 43 % de femmes, le législateur suédois a ainsi promulgué une loi innovatrice qui a entraîné dès le 1er janvier 1999 la modification du statut*

---

<sup>1</sup>En 1997, il a été établi qu'avec neuf millions d'habitants, la Suède n'abritait «que» 2500 femmes prostituées (aucun détail n'est d'ailleurs compris sur le nombre d'hommes prostitués), dont 650 «travaillaient» dans la rue. Il était aussi mentionné qu'entre 10 et 13 % des hommes suédois auraient déjà acheté des services sexuels de la part d'une personne prostituée. Guillaume Landy, Prostitution – Le modèle suédois est-il une panacée, *Le Devoir*, 16 décembre 2004.

*juridique de la prostitution depuis une situation de décriminalisation généralisée à la criminalisation du client et du proxénète (Landry, 2004).*

Le but de cette modification du Code criminel envoyait un message clair selon lequel «l'exploitation du corps d'une autre personne avec ou sans compensation était inacceptable, mais aussi de faire en sorte que ce revirement de situation en matière de statut criminel bénéficie au plus vulnérable de cette interaction, soit la personne prostituée» (Landry, 2004).

Six ans après cette réforme, des études commencent à saisir les conséquences de ce changement de contexte.

*Vers la fin des années 90, "la prostitution prenait de l'ampleur en Suède alors que le trafic de femmes depuis les pays de l'Est européens était à la hausse, de même que la consommation de drogues et les problèmes psychosociaux parmi les personnes prostituées" (Landry, 2004).*

Il faut savoir cependant que la réduction du nombre de personnes prostituées s'appliquait en Suède après la promulgation de la loi de 1999, que dans trois grandes villes. Aussi, cela ne reflétait pas le portrait exact de la situation puisque des études subséquentes, réalisées par le "Socialstyrelsen"<sup>2</sup>, de la direction nationale de la santé et des affaires sociales, ont montré que le nombre de personnes prostituées à l'échelle nationale, lui, n'avait pas diminué et même qu'il aurait augmenté.

Il apparaît que la nouvelle loi aurait fait en sorte que «les prostituées auraient dû se résoudre à quitter les centres-villes vers les ruelles sombres des cités de banlieue, des endroits où elles pouvaient dès lors rejoindre leurs clients sans que ceux-ci craignent d'être interceptés par les policiers» (Landry, 2004). Cette accentuation de la marginalisation des personnes prostituées aurait été accentuée par la nouvelle législation. Aussi, il apparaît que la prostitution en Suède plutôt que de connaître un déclin se serait depuis la réforme adaptée, signale Landry (2004) et qu'une telle vision abolitionniste ne donnait pas les résultats escomptés.

### 1.1.2 Légalisation de la sexualité à des fins commerciales aux Pays-Bas (2000)

Les points de vue sur la prostitution se déclinent en quatre catégories : prohibitionniste, abolitionniste, prorèglementation et protravailleur (Daalder, 2007). Les pensées prohibitionniste et abolitionniste considèrent la prostitution comme une exploitation et une forme d'esclavage et de

---

<sup>2</sup> [The National Board of Health and Welfare](#) (agence gouvernemental de la Suède)

violence. Dans les pays qui ont une perspective prohibitionniste, la personne prostituée, le client et l'établissement où se situe la prostitution sont criminalisés. Du point de vue des abolitionnistes, il y a seulement une situation possible, c'est la criminalisation. C'est le cas de la Suède, par exemple. Dans ce pays, la prostitution représente une violence commise par des hommes contre les femmes et par conséquent en Suède on ne criminalise pas la vente, mais seulement l'achat des services sexuels. Cette loi créée en 2000 visait à décourager les clients des personnes prostituées. Il faut savoir aussi que pour les pays prohibitionniste et abolitionniste la religion et les valeurs morales jouent un rôle important dans la place que prend la prostitution.

Au contraire de la Suède, les Pays-Bas ont changé de perspective au 21<sup>e</sup> siècle passant d'une perspective favorable à la préréglamentation à une perspective résolument protravailleur et cela s'est produit lorsqu'ils ont légalisé l'exploitation de la sexualité à des fins commerciales. Plusieurs pays ont questionné les modèles de la Suède et des Pays-Bas. C'est le cas de la Norvège qui se penchant sur ces deux modèles a décidé de conserver le modèle préréglamentation qu'elle avait. Le but du changement de la loi aux Pays-Bas en 2000 était de contrôler et de réguler l'exploitation de la prostitution, de protéger les mineurs d'abus, d'abolir le lien entre la criminalité et la prostitution et de réduire la prostitution des immigrants illégaux (Daalder, 2007). Ce changement de loi en 2000 a fait que les maisons de débauche et le proxénétisme ont été décriminalisés. Toutefois, le *Code pénal* (250a) prévoit que toutes formes d'exploitations sont criminalisées et plusieurs lois sont adoptées pour contrer la prostitution forcée et celle des mineurs. Par exemple, en cas de prostitution forcée ou d'exploitation d'un mineur, un maximum de six ans de prison ou dix ans pour certains cas sont prescrits (section 273f du Code pénal). La règle B-9 vise d'ailleurs à mieux identifier et poursuivre les personnes suspectes de traite de personnes et prévoit des dispositions pour aider les victimes.

Le changement de loi a été fondé précisément pour permettre de distinguer dans l'exploitation de la sexualité à des fins commerciales ce qui doit être puni de ce qui ne doit pas l'être. Il devenait ainsi possible de réorganiser les règles régissant la prostitution afin d'en extraire le lien criminel et de combattre l'exploitation des humains au cœur de la prostitution. Une forme d'exploitation qui ne doit pas être punie serait l'exploitation de la sexualité à des fins commerciales dans la prostitution. Cette situation plutôt que d'être punie a plutôt été prise en charge par les municipalités avec l'obligation d'un permis d'exploitation de maisons de débauche notamment. Ce permis permet justement d'assurer la sécurité, l'hygiène, et une administration transparente de ces maisons. En fait, ce sont les municipalités aux Pays-Bas qui déterminent les politiques liées à la

prostitution puisque la responsabilité administrative leur appartient. Ils peuvent alors former leur propre politique pour contrôler le secteur de la prostitution dans leur municipalité (Daalder, 2007, section 3.3). Pour aider les municipalités, le gouvernement des Pays-Bas a formé un modèle de politiques, les sections 149 et 151a de l'Acte des gouvernements régionaux qui visent à gérer la prostitution au sein des municipalités en donnant le pouvoir aux municipalités d'imposer des règlements sous forme de statuts régissant la prostitution (Daalder, 2007, section 4.2). À la suite du changement de loi, une étude a démontré que la plupart des municipalités ont créé des politiques autour de la prostitution. En fait, certaines ont développé des stratégies pour décourager la prostitution dans leur zone. Par exemple, la moitié des municipalités n'ont pas de politique pour les services d'escorte ni pour la prostitution résidentielle alors que c'est le tiers pour la prostitution de rue. Très peu des municipalités tolèrent la prostitution de rue, parfois ils permettent des zones réservées à ce type de prostitution. Environ deux tiers des municipalités ne permettent pas la prostitution de la rue. Ensuite, seulement une minorité des municipalités consacre des ressources à la prévention et à l'assistance sociale. S'ils portent attention aux risques de santé, seulement 6% ont des politiques pour aider les personnes prostituées à quitter la prostitution (Daalder, 2007, section 4.1).

Lors de l'évaluation de la loi en 2002, des chercheurs ont découvert plusieurs irrégularités sur le plan des politiques (Daalder, 2007, section 4.3). Plusieurs personnes prostituées travaillent à partir de la maison pour éviter les inspections et payer les taxes. Les avantages du travail du sexe illégal sont nombreux pour les personnes prostituées notamment avec le fait de pouvoir demeurer anonyme. Du côté des maisons de débauche, l'obéissance aux règles est importante pour la respectabilité et ainsi le maintien de la clientèle. Un des défis lié à l'application des lois dans le secteur de la prostitution relève de la discrétion et de la relation étroite avec les autorités. Cette situation fait en sorte qu'il se rapporte très peu d'évènements illégaux. En fait, depuis le changement de loi seulement le tiers des entreprises oeuvrant dans le secteur de la prostitution (ils sont 346 établissements avec une licence) ont été sanctionné (Daalder, 2007, section 4.3.2). Essentiellement, le but du changement de loi sur la prostitution aux Pays-Bas est d'offrir aux personnes prostituées un travail légitime, des meilleures conditions de travail et une plus grande transparence des activités qui y sont associées.

Une étude de Daalder, montre que le salariat des personnes prostituées ne va pas de soi. La plupart de ces personnes ne paient pas leurs taxes et leurs impôts, et l'organisation du travail relativement aux rapports aux employeurs est défailante (les rapports se font de manière orale et

non par contrat...) (Daalder, 2007, section 5.1.2). La majorité des personnes prostituées dans le secteur devraient être considérées comme des travailleurs indépendants, mais ils sont engagés avec des employeurs qui prennent une partie de leur revenu pour faire valoir des congés de maladie. Seulement 10 des 354 personnes prostituées interviewées dans l'étude étaient finalement salariées.

Pendant que le débat social et politique autour de la prostitution se déroule dans plusieurs pays la situation aux Pays bas est unique puisque la prostitution ainsi que l'exploitation de la sexualité à des fins commerciales sont légales. Outre les Pays-Bas, la seule exception se trouve à Queensland en Australie qui, en 2000, a adopté une loi sur la prostitution permettant les maisons de débauche avec quelques restrictions.

### 1.1.3 Décriminalisation des bordels (maison de prostitution) et de la sollicitation en Allemagne (2002)

Le gouvernement de l'Allemagne a adopté une nouvelle loi en 2002 intitulée "*The Prostitution Act*" qui décriminalise les maisons de débauche et la sollicitation comme moyen d'accéder à la prostitution. Cette loi fut adoptée afin de respecter le droit d'un adulte de s'engager dans la prostitution tout en respectant les droits des autres de ne pas y souscrire. La prostitution forcée et l'exploitation sont toujours considérées comme criminelles (Bedford, 2010, par. 198). Le but de cette loi visait aussi à améliorer les conditions de travail des personnes prostituées, soit en améliorant l'accès à l'aide sociale, soit en facilitant leur sortie de la prostitution. Malheureusement, cette loi n'a pas eu beaucoup d'effet sur les conditions des travailleuses du sexe qui se retrouvent toujours à œuvrer dans des espaces de criminalité et de violence.

Les législateurs allemands comprennent que la personne prostituée possède le droit à une personnalité juridique (opposée à l'esclave) et à la dignité humaine (Articles 1 et 2 de la Constitution allemande). En plus, la prostitution peut être considérée comme une profession sous l'article 12 de la constitution allemande. En janvier 2002, l'Acte allemand sur la prostitution fut accepté. Il avait pour but d'améliorer les droits des personnes prostituées dans le cadre de leur emploi afin qu'ils ne soient pas victimes de discrimination sociale et légale (Laskowski, 2002).

Avant la nouvelle loi de 2002, la prostitution n'était pas en soi illégale, mais avait plusieurs restrictions. La nouvelle loi de 2002 établit les droits des personnes prostituées à plusieurs égards. Grâce au premier article, section 1, de cette loi sur la personne prostituée et le client sont liés par un contrat qui protège les personnes prostituées (Laskowski, S.R., 2002 ; 480). Cet article est une étape

importante dans la légalisation du travail du sexe sur le plan économique. Toutefois, si la personne prostituée est protégée par ce contrat, il en est autrement pour le client. Le but législatif était de protéger la personne prostituée et d'empêcher qu'elle soit forcée d'accepter un client. Aussi, la loi allemande prévoyait déjà que l'on ne pouvait pas forcer quelqu'un par contrat à faire un acte personnel (Laskowski, S.R., 2002 : 482).

L'ancienne loi, section 138 du Code civil allemand, empêchait un responsable de maison de débauche d'employer des personnes prostituées. Après la loi de 2002, article 1 section 1, autorise les responsables de maisons de débauche, de clubs, etc à employer des personnes prostituées. Par contre, dans l'article 1 section 3, le rôle de l'employeur n'est pas bien défini. Par exemple, l'employeur a-t-il le droit de donner des instructions et de déterminer un code vestimentaire ? Mais, il semble que l'employeur a le droit de déterminer l'heure et le lieu du travail. Évidemment, les tribunaux vont devoir clarifier ces détails (Laskowski, 2002 : 483). Finalement, le but principal de l'Acte sur la prostitution est de donner aux personnes prostituées un numéro d'assurance sociale. La Cour a déterminé que la moralité du travail n'avait aucune importance.

L'ancienne loi du Code criminel allemand, section 180(a) paragraphe 1, No.2 (*Strafgesetzbuch*) fut donc abrogée et remplacée par l'Acte sur la prostitution. Ce dernier ainsi que l'accès à un numéro d'assurance sociale mène à penser que le service sexuel en Allemagne est un travail comme un autre et qu'il contribue au système économique du pays. L'Acte sur la prostitution assure que les personnes prostituées sont protégées par la loi contre la discrimination sociale et légale. L'Acte sur la prostitution en Allemagne vise à éliminer la victimisation de la personne prostituée. Dans ce pays, on comprend que la personne prostituée n'est pas un groupe homogène. Elle regroupe une grande variété de personnes qui visent à vivre de la prostitution (Laskowski, 2002 : 485). Cette Acte s'applique seulement aux habitants de l'Union européenne ce qui exclue les gens qui ont immigré en Allemagne. L'Acte sur la prostitution a encore plusieurs éléments qui doivent être analysés par la Cour, mais il constitue une première étape importante dans la décriminalisation de la prostitution (Laskowski, 2002 :487).

#### 1.1.4 Décriminalisation pour des besoins de santé publique en Nouvelle-Zélande (2003)

L'exemple de la Nouvelle-Zélande de 2003 est intéressant du fait que c'est le premier pays occidental à avoir adopté une nouvelle réforme de la loi sur la prostitution appelée : la *Prostitution Reform Act 2003 (N.Z.)* 2003/28 (« PRA ») (Canadian Alliance for Sex Work Law Reform, 2014). Le but de cette réforme était de soutenir les droits de la personne et en particulier ceux de la

prostituée, en protégeant sa santé et celle du public et en s'occupant de la situation des moins de dix-huit ans. Cette loi exige d'avoir une licence requise pour travailler dans les maisons de débauche qui regroupent plus de quatre travailleuses. Enfin, le nombre de personnes prostituées n'a pas réduit avec cette loi, mais un grand nombre d'entre elles sont passées du secteur administratif (public), au secteur privé, ce qui fait dire à plusieurs commentateurs que le modèle de dépénalisation prôné en Nouvelle-Zélande a fait exploser le tourisme sexuel.

#### 1.1.5 Décriminalisation des maisons de débauche en Australie (2003 et 2006-2008)

En Australie, le gouvernement fédéral a donné la compétence à chaque état de décriminaliser la prostitution. C'est pour cette raison que les lois sur la prostitution varient dans chaque état. Jusqu'à présent, six des huit états ont décriminalisé la prostitution, mais les lois qui entourent la prostitution varient d'un état à l'autre. Par exemple, dans l'Australie-Méridionale ainsi qu'en Australie-Occidentale, toute activité qui entoure la prostitution est illégale. L'état de Victoria a décriminalisé les maisons de débauche seulement si elles acceptaient de se munir d'un permis. La sollicitation demeure toujours illégale dans cet état.

Le Territoire de la Capitale australienne a décriminalisé les maisons de débauche enregistrées avec le gouvernement et toutes les activités entreprises par les travailleuses du sexe qui utilisent en tout temps des préservatifs. Par contre, la prostitution de rue est illégale dans cette partie du monde. Le Territoire du Nord, la Tasmanie, et le Queensland ont tous adopté des lois semblables à celle de la capitale.

Une étude de Weitzer (2009) examine le débat entourant la légalisation de la prostitution et les politiques moralisatrices dans le secteur ouest de l'Australie. La diversité des discours est apparue dans les débats politiques autour de la prostitution. Les arguments soulevés relèvent d'une part, de la nuisance publique de la prostitution et des caractéristiques relatives à la moralité; et d'autre part, de l'oppression des femmes; ou encore, du fait qu'il s'agisse d'un travail comme un autre. Toutes les positions prohibitionnistes, abolitionnistes, décriminalisatrices et légalistes sont comprises dans le débat.

Si la majorité des activités liées à la prostitution sont illégales en Australie, certaines autorités juridiques tolèrent les maisons de débauche. En fait, depuis les années 1970 l'Australie s'en était tenue à une politique d'encadrement de certaines maisons de débauche qui suivaient les règles imposées par la police. L'inefficacité de ce système était telle qu'il encourageait la corruption des policiers.



En 2003, le gouvernement a présenté le *Prostitution Control Bill* qui exigeait des permis pour les maisons de débauche, en plus il exigeait un dépôt pour un panneau de commande, ainsi qu'autres dépôts (Weitzer, 2009 : 91). Le parti Libéral ainsi que le parti Vert de l'époque s'est opposé à cette façon de faire qui selon eux violait le droit des personnes prostituées en donnait trop de pouvoir à la police. Même les tenanciers des maisons de débauche s'opposaient à cette loi qui, selon eux, encourageait les personnes prostituées à travailler illégalement. L'organisation pour le droit des personnes prostituées, Scarlet Alliance, s'opposait elle aussi à cette façon de faire puisque selon elle, cette loi créait une division entre les travailleuses du sexe : certains travaillaient légalement alors que d'autres non. Au lieu de cela, Scarlet Alliance a demandé une décriminalisation complète des activités entourant la prostitution. L'Église catholique avait déjà signifié son opposition évidemment à cause de raisons de moralité. Enfin, à cause du mouvement d'opposition à la loi le gouvernement la retira.

En 2006, le gouvernement travailliste souhaitait que les politiques sur la prostitution soient réformées. La création du «Prostitution Law Reform Working Group (PLRWG)» a permis à ce groupe de six membres - dont deux membres étaient du parti travailliste, un du parti Vert, quelques représentants du département de santé, du bureau du gouverneur général et le département de police, - d'identifier les principes à la base d'une telle réforme qui devaient permettre de revoir les lois à la lumière des autres autorités juridiques telles que la Nouvelle-Zélande, et de dégager les grands défis sur le plan légal (Weitzer, 2009). Le comité se fondait sur un modèle de «décriminalisation minimaliste», visant à promouvoir la santé publique, à protéger les personnes prostituées, à vaincre l'exploitation et à décourager la prostitution juvénile. Il a aussi été influencé par plusieurs intervenants sociaux tels que les membres des corps policiers plutôt défavorables à la légalisation des maisons de débauche et aux publics plutôt favorables. En fait, le *Sunday Times* de 2000 rapportait que les 71% des Australiens du l'ouest du pays favorisaient la légalisation des maisons de débauche et 70% croyaient qu'il devrait y avoir une «Red Light District» à Perth.

En 2007, le *West Australien* a déterminé que 60% de la population favorisent la loi de 2003 (Weitzer, 2009; 92). Les journaux ont mis beaucoup de pression sur le gouvernement afin qu'il prenne une décision sur ce sujet. Malheureusement, le comité a exclu la prostitution de rue; les lois autour de ce type de personnes prostituées n'ont pas été changées; leur sort a été mis de côté. Le groupe du PLRWG s'est beaucoup fié aux règles et statuts développés en 2003 en Nouvelle-Zélande lors de la construction de leurs propositions. Une grande partie du travail qu'a fait ce groupe a été intégré dans l'amendement de la loi sur la prostitution en 2007 (Government of

Western Australia, 2007).

Le débat au parlement a commencé en août 2007 et s'est terminé en mars 2008. Le débat a reposé sur deux aspects importants qui sont : les arguments du côté des opposants à la prostitution et les résultats possibles relativement à la loi qui allait être adoptée. En fait, d'après une étude de Meaker en 2002, les personnes prostituées sachant qu'elles allaient travailler dans l'industrie du sexe ne se considéraient pas comme exploitées. Les recherches menées par le gouvernement sur le trafic du sexe en Australie ont permis de conclure qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir puisque le nombre de gens impliqués dans le trafic des personnes en Australie est très bas. L'isolement géographique de l'Australie et le contrôle de l'immigration dans le pays rendait la situation sécuritaire.

Les opposants à la légalisation des maisons de débauche en Australie du Ouest mettaient en perspective les dangers pour les familles et la communauté en général. Étant donné les relations intimes entre la prostitution et les activités criminalisées (trafic de drogues...) l'ouverture des maisons de débauche montrait le manque de moralité du gouvernement. Se référant à la Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas, certains états des États-Unis et de l'Australie constituaient des exemples à ne pas suivre puisqu'ils affirment que le trafic du sexe était devenu un grand problème en Nouvelle-Zélande; que le nombre de personnes prostituées et de maisons de débauche a doublé même si dans les faits, la situation était tout autrement. Ils en arrivèrent à dépeindre une image très négative des pays où la prostitution était légalisée, bien qu'ils n'y avaient pas beaucoup de preuves pour soutenir leurs arguments. La Suède était enfin citée en exemple puisqu'elle avait criminalisé seulement les clients des personnes prostituées (Weitzer, 2009).

Malgré ces arguments produits par l'opposition au «Prostitution Law Reform Group» rien ne démontrait que le parti travailliste avait un point de vue irréaliste de la prostitution. Le groupe admettait que dans un monde idéal il n'existerait pas de prostitution, mais comme ce n'était pas le cas, alors on devrait se munir de lois pour encadrer la prostitution et autant que possible réduire les dommages tout en se préoccupant de la santé publique. Une enquête de 1986 démontra que 19.2% des hommes australiens avaient déjà acheté des services sexuels, lorsqu'en 2003 une autre enquête démontrait que ce marchandage avait diminué à 15.6%. Ce qui démontrait que la décriminalisation réduisait la demande de services sexuels (Weitzer, 2009; 102). Le but de ce groupe était de pouvoir déterminer la clandestinité de l'industrie du sexe. L'ensemble de ces arguments avancés par le groupe ne s'applique toutefois pas à la prostitution de la rue, qui continue d'être une activité illégale.

Le *Prostitution Amendment Bill* de 2007 a été entériné au parlement en avril 2008 (Weitzer, 2009). Le groupe en faveur de la réforme de la loi sur la prostitution et l'opposition diffère dans la façon d'argumenter leur position. Si le groupe du PLRWG se fie à des études scientifiques, l'opposition, quant à elle est construite sa critique autour de principes moraux (Weitzer, 2009; 103). Sans la position d'un gouvernement et d'une population acquis à la décriminalisation des maisons de débauche, l'Australie s'en serait tenue à une lecture moralisatrice de la prostitution. Pour la parti Libérale l'abolition est la seule solution, mais pour le parti des travailleurs la solution était de réduire le tord de la prostitution.

#### 1.1.6 Légalisation des maisons closes pour réduire la violence aux États-Unis (2009)

Le dernier exemple pertinent de changement de juridiction est celui effectué aux États-Unis. Dans l'État du Nevada, les maisons de débauche sont légales depuis 1971 sauf à Las Vegas où il y a eu récemment des changements à la loi qui ajoutent l'obligation d'utiliser des préservatifs et des tests réguliers pour les infections transmises sexuellement et par le sang ITSSS ainsi que le VIH. Si le gouvernement des États-Unis n'a pas documenté les effets de cette loi. Barbra Brents et Kathryn Hausbeck, de l'Université du Nevada, ont fait une étude intitulée «Violence and Legalized Brothel Prostitution in Nevada: Examining Safety, Risk and Prostitution Policy » (Bedford, 2010, par. 210) qui énumère plusieurs mesures prises par l'administration des maisons de débauche visant à éliminer la violence envers les travailleuses du sexe. Bien que dans cette étude de Brents et Hausbeck énoncent des problèmes avec la prostitution dans l'État du Nevada aux États-Unis, seulement 2.5% des personnes prostituées interviewées qui travaillaient dans un endroit légal, au moment de l'enquête, auraient vécu de la violence alors qu'environ 84% des travailleuses affirmaient qu'elles se sentaient en sécurité dans leur profession.

#### 1.2 Traite des personnes et prostitution : même combat pour les abolitionnistes

Nous retenons de la situation mondiale une distinction importante qui occupe la plupart des positions entre les prohibitionnistes (criminalisation de la prostitution ou de ce qui l'entoure) et les tenants du libre choix (légalisation et décriminalisation de la prostitution) relativement à la violence qui régit souvent l'espace de la prostitution. Pour interroger la situation des prostituées de la rue, on se confronte à des situations parmi les plus violentes à savoir la traite des personnes. À l'échelle mondiale, le lien entre la prostitution et la migration des personnes prostituées doivent être

s'interrogé quant à sur la traite des personnes. Ainsi, le gouvernement canadien définit la traite des personnes comme une activité qui :

(...) implique de recruter, de transporter et de loger des personnes ou d'exercer un contrôle ou une influence sur leurs mouvements afin de les exploiter, généralement à des fins sexuelles ou de travail forcé. On décrit souvent la traite des personnes comme une forme moderne d'esclavage (Gouvernement du Canada, 2013).

Ceux et celles qui s'opposent à la prostitution ont tendance à lier la prostitution à la traite des personnes. Par exemple, Donna Huges, une militante contre le trafic des personnes aux États-Unis, affirme que la majorité des personnes prostituées proviennent de la traite des personnes. La traite des personnes, dans un tel contexte, acquiert une définition très large. Aussi, rien n'appuie une telle affirmation (Weitzer, 2011 : 1342). Le lien entre la prostitution et la traite de personnes ont été créé par des abolitionnistes qui pensent que la traite de personnes est le produit de la prostitution. Rappelons que les abolitionnistes ont une approche fondée sur les acteurs que sont les personnes prostituées, les proxénètes, les clients bien plus que sur le problème et les causes potentielles des inégalités socioéconomiques entre les personnes et les pays (Weitzer, 2011 : 1344). La traite des personnes peut se faire dans des conditions extrêmes d'exploitation et il est difficile actuellement de cibler ces situations. Certaines personnes migrent pour des facteurs économiques ou pour mieux soutenir économiquement leur famille ; elles sont aussi motivés par l'attrait des grandes villes qui représentent un endroit moins stigmatisant. L'article de Weitzer (2011) mentionne une étude portant sur des migrants Cambodgiens travaillant dans des maisons de débauche auraient quitté leur pays pour avoir plus d'indépendance en s'éloignant d'un environnement rural (Weitzer, 2011 : 1345). Une autre étude repérée encore par Weitzer (2011) décrit la vie de femmes russes qui vendent des services sexuels en Norvège et qui ont fondé leur motivation sur le fait d'avoir un meilleur statut économique. L'évidence montre ainsi que la migration des prostituées ne relève pas seulement de victimes de la traite de personnes. Nous chercherons dans cette partie à décrire la situation canadienne relativement au débat qui s'ensuit face à la prostitution à la nouvelle loi C-36 déposée par le gouvernement conservateur en décembre 2015.

### 1.2.1 Concept de décriminalisation au Canada: conservatisme, libéralisme et identitarisme

La décision de criminaliser ou non un certain comportement dépend de la conception qu'on a du phénomène que constitue le crime (Giroux & O'Sullivan, 2002). Au Canada, il existe certaines doctrines politiques telles que le conservatisme, le libéralisme et l'«identitarisme», qui donnent une

perspective sur le droit, dans le cadre de la *common law*, relativement à la criminalisation des comportements humains.

En premier, il y a le **conservatisme** qui représente une vision du monde multidimensionnelle où le droit pénal spécial est l'une des composantes. Le conservatisme a une croyance en l'existence d'un droit naturel, d'un ordre moral et transcendant, ils ont le goût de la hiérarchie et une conception organique davantage atomiste de la société où les classes sociales supérieures ont un rôle de leadership à jouer (Giroux & O'Sullivan, 2002 : 12). Le conservateur désire protéger et conserver les «valeurs sûres» à l'aide du droit. Ces valeurs leur permettent de mesurer leurs réussites ainsi que ceux qui l'ont précédé. Quant au droit pénal, les conservateurs voient le crime comme une violation des valeurs sociales fondamentales, un outrage à la morale publique et le rôle de l'État est de contrôler ces violations. Dans cette perspective conservatrice, ceux qui choisissent de violer la morale publique doivent payer cher puisqu'ils sont tenus responsables de leurs actes. Le rôle des policiers et du système judiciaire est de défendre la morale publique. Les conservateurs mettent l'emphasis sur les valeurs qui unissent les gens plutôt que celles qui les distinguent. D'après eux, l'homogénéité de la population rend l'identification des valeurs plus facile (Giroux & O'Sullivan, 2002 :13).

Le **libéralisme** quant à lui est employé de manière différente et en fonction de certains contextes. Le livre de Michel Giroux et Eugène O'Sullivan (2002) rappelle à cet égard que le terme libéralisme est employé en contexte social et politique selon la conception que lui donne John Stuart Mill (1859). En fait, les libéraux supposent que la société est formée principalement d'individus plutôt que de groupes comme le suggèrent les théories conservatrices. La doctrine libérale met l'accent sur l'espace vital de l'individu qui peut avoir, au besoin, le soutien du système du droit pénal. L'État doit alors intervenir en appliquant le droit pénal lorsque quelqu'un pose un préjudice à un autre. Certains préjudices sont plus évidents que d'autres dans la doctrine libérale. En fait, l'intégrité physique de ceux qui nous entourent doit avoir une certaine limite à la manifestation de notre autonomie, c'est pour cela qu'on n'accepte pas le meurtre ainsi que les formes d'agression et de viol. Personne ne cherche à décriminaliser ces comportements (Giroux & O'Sullivan, 2002 :15). Toutefois, certains préjudices moins directs et moins évidents, faisant partie de nos comportements quotidiens, peuvent être vus comme une forme de préjudice. Par exemple, les combats de boxe professionnelle sont permis dans certains pays alors qu'ils sont illégaux dans d'autres (Giroux, & O'Sullivan, 2002 : 16).

Pour qu'un comportement fasse l'objet d'une sanction pénale, Packer (1968) propose de l'évaluer à travers six éléments.

1) Il doit exister une acception générale ou même un consensus voulant que cette conduite constitue une menace sociale et qu'il existe peu d'opposition à la criminalisation de ce comportement;

2) Le comportement ne doit pas constituer une infraction lorsque la sanction pénale lui étant imposée est incompatible avec les objectifs du droit pénal.

3) La sanction pénale n'est justifiée qu'à des fins de dissuasion et la sentence imposée par le juge doit viser uniquement à dissuader le délinquant et ceux dans la société qui sont tentés de l'imiter.

4) Un comportement ne devrait pas être criminalisé si on a tendance à encourager les gens à ne pas s'abonner à des activités où la participation doit être encouragée. On ne suppose pas exemple qu'une mesure pénale sanctionne les écrivains qui traitent de certains sujets de type «pornographique». Or, cette disposition prévoit une défense seulement lorsque l'écrit accumule une certaine valeur littéraire.

5) Un autre élément est la possibilité qu'il soit difficile de réprimer les actions à l'aide de mesures pénales d'une façon non discriminatoire lorsque le comportement est très répandu et que la police ne peut s'avancer que d'une manière sporadique, stratégique et sélective. La prostitution est un bon exemple puisque c'est une pratique très répandue qui concerne l'ensemble de la société.

6) Il appert que nous ne devons pas nous attaquer à un problème social au moyen du droit pénal s'il existe une autre façon d'approcher le problème (Giroux & O'Sullivan, 2002 : 16-19).

La dernière vision du monde qui domine le champ idéologique du droit spécial en *common law* est «l'**identitarisme**», une théorie qui vise à rétablir sur le plan politique une forme d'égalité et de justice sociale, afin de remédier aux disparités sociales. Les identitaristes défendent certaines idées du marxisme et ont une approche conflictuelle de la réalité sociale. Contrairement aux marxistes, ils visent à transformer cette dynamique sociale en travaillant à l'intérieur du cadre constitutionnel établi plutôt que par une révolution. L'objectif de ce mouvement est d'atteindre la justice sociale par le fait d'accorder plus de pouvoir aux «victimes». Ce modèle peut conduire soit à la criminalisation ou la décriminalisation de certains comportements. Les identitaristes peuvent par exemple soutenir la criminalisation de la haine ou de la pornographie et la décriminalisation de la prostitution ou de l'avortement. Cela dépend du groupe représenté les «victimes» (Giroux & O'Sullivan, 2002 : 22-24).

### 1.2.2 Prostitution est légale au Canada : un problème en devenir

La prostitution est légale au Canada, mais plusieurs aspects de la pratique se sont vus pendant longtemps, du moins jusqu'à récemment avec la cause Bedford de 2010, considérés anticonstitutionnels tels que les maisons de débauche, vivre des fruits de la prostitution ainsi que la communication à des fins de prostitution. L'alinéa 175(1)c) du *Code criminel* de 1869 à 1972 définissait la personne prostituée comme une personne du sexe féminin qui était «une fille publique ou coureuse de nuit [...] trouvée dans un endroit public et, lorsqu'elle est requise, ne rend pas à son sujet un compte satisfaisant» (Giroux & O'Sullivan, 2002 :106). La réalité de la prostitution a bien changé depuis cette définition préjudiciable à la «fille publique». La prostituée peut être un homme, une femme, une personne transgenre ou une personne transsexuelle; c'est même plus exactement une «travailleuse du sexe». Aussi, il faut se référer au célèbre cas Bedford pour saisir justement ce qui ne va pas avec la prostitution au Canada. La réponse se trouve quelque part entre la polarisation du débat entre les prohibitionnistes et, celles ou ceux, en faveur du libre-choix.

### 1.3 Le cas Bedford : un moment tournant à la cause des personnes prostituées au Canada

Le juge qui a plaidé la cause Bedford en 2010 indique qu'on devrait revisiter la conclusion de l'analyse de la première section de la *Charte* en lien avec toute l'information accumulée depuis vingt ans (Bedford, 2010 : 23). Ensuite, le juge a revu ce qui apparaissait évidence pour le cas *Bedford c. Canada*. Cette cause tenant sur plus de 25 000 pages, en 88 volumes, énonce la plupart des évidences que ce cas a permis de soulever devant la Cour. En plus, les témoins qui ont été entendus sont formés des plaignantes qui étaient des prostituées travaillant dans le réseau de la prostitution (une seule ne travaillait plus), une militante pour les droits des personnes prostituées, un politicien, un journaliste, et plusieurs expertes en sciences sociales qui ont étudié la prostitution au Canada et sur la scène internationale. Plusieurs études, rapports, articles de journaux, législations et autres documents ont accompagné les témoins pour cette cause.

Les huit témoins prostituées, travailleuses, ou non, venaient d'un peu partout au Canada. Elles ont toutes été introduites à la prostitution pour des raisons financières. Une seule travaillait pour un proxénète et sans l'influence des drogues. Elles ont toutes indiqué que travailler dans un environnement intérieur était plus adéquat pour les travailleuses du sexe puisqu'il y avait moins de violence comparativement à la prostitution de rue. Cela dépendait aussi de l'administration de la

maison de débauche. La plupart ont prétendu que les proxénètes abusaient généralement des femmes qui souffraient de toxicomanie ou qui avaient un environnement de ce genre.

Le témoignage de neuf policiers a permis de souligner leur expérience du renforcement de la prostitution à la section d'infractions se rattachant à la prostitution (213(1)(c)). D'après ces policiers, seulement 10 à 20% de la prostitution se faisait à l'extérieur. Selon eux, la majorité des activités de la prostitution se faisait à l'intérieur, là où ils ne pouvaient pas toujours intervenir. L'image que ces policiers avait donnée de la prostitution était qu'elle serait liée à la toxicomanie, à l'exploitation et au fait que les travailleuses du sexe étaient des victimes (Bedford, 2010 : 25). La plupart des autres témoins ont beaucoup insisté sur le témoignage des personnes prostituées et mis l'emphasis sur le fait que la prostitution de rue est négative pour la communauté (Bedford, 2010 : 26). Les policiers ont dit, par ailleurs, que la section d'infractions se rattachant à la prostitution (s. 213) s'avère difficile à appliquer à cause de son ambiguïté. La réponse du gouvernement relativement à cette ambiguïté est intégrée au *renvoi sur la prostitution* et vise à financer des services d'aide aux personnes prostituées qui va les encourager à s'en sortir.

Les *experts* des plaignantes ont donné beaucoup d'importance aux stéréotypes et aux idées reçues relativement à la prostitution. Des clichés prétendant que la personne prostituée serait une victime, une droguée et une sans-abri sont au nombre des idées reçues. Bien qu'il s'agisse du contexte dans lequel émerge la prostitution, ces idées représentent quand même la réalité d'une minorité des travailleuses du sexe (Bedford, 2010 : 31). Il est évident qu'une bonne administration et un système de sécurité peuvent contribuer à réduire le risque de violence si l'environnement est bien contrôlé. Moins l'environnement est contrôlé, plus il y a un risque de violence.

Melissa Farley, un témoin principal des répondants a affirmé que la prostitution était une forme de violence contre les femmes et qu'il y avait un déséquilibre systématique entre la personne prostituée et l'homme client (Bedford, 2010 : 33). Elle a aussi énuméré les relations négatives de la prostitution avec la violence, la toxicomanie, l'exploitation et le crime organisé. D'après elle, il n'y aurait pas beaucoup de personnes qui différencient entre la prostitution intérieure et extérieure. Il est important de noter que les personnes prostituées interviewées par les experts, du côté des répondants, sont des travailleuses du sexe de rue et des victimes d'exploitation. La juge Susan Himel soulignait, quant à elle, la grande controverse entourant la prostitution relativement à la législation et aux documents gouvernementaux. Aucun accord n'a permis d'établir la direction à prendre en terme de législation face à la prostitution.



### 1.3.1 À la recherche de dignité

En 1985, un document intitulé « *the Fraser Report* » déclarait que les politiques relativement à la prostitution devaient être fondées sur l'égalité, la responsabilité individuelle de l'adulte, la liberté, la dignité humaine et le respect de la sexualité humaine (Bedford, 2010 : 35). Ce document proposait ainsi que les gens puissent avoir le droit de se prostituer en privé et avec dignité. Mais ce rapport n'a jamais abouti à un consensus social. Un autre rapport intitulé, *The Three-Year Review : Synthesis Report* publié en 1989, indiquait à travers la loi 49 qu'il ne fallait pas réduire la prostitution de rue, mais forcer les travailleuses à se déplacer. Le but était de réduire le crime organisé, la prostitution forcée et d'améliorer la situation des personnes prostituées. Pour y parvenir le document affirmait qu'il fallait donner aux municipalités le contrôle des travailleuses du sexe en tenant les maisons de débauche responsables de suivre les règlements en matière de sécurité et de santé, comme c'est le cas au Pays-Bas.

Aujourd'hui environ la moitié de la prostitution se fait hors de ce système et donc il faut reconnaître qu'il y a quand même encore et malgré tout de la prostitution illégale. En même temps, les femmes qui travaillent dans une maison de débauche légale sont âgées d'au moins dix-huit ans et ne sont pas exploitées. Elles travaillent, la plupart du temps, dans des conditions acceptables, souligne le document (Bedford, 2010 : 47).

### 1.3.2 Le cas Bedford c. Canada 2012

En 2012, la Cour d'appel de l'Ontario répondait à une décision faite par la juge de la Cour suprême S.G. Himel. Dans ce cas les appelants étaient le procureur général du Canada et de l'Ontario et les répondantes étaient Terri Jean Bedford, Amy Lebovitch et Valerie Scott. Dans le cas de Bedford c. Canada en 2010 la juge Himel a déterminé que les lois s. 210, 212 (1)(j) et 213 (1)(c) du *Code criminel* étaient inconstitutionnels puisqu'ils violaient les sections 7 et 2b de la *Charte canadienne des droits et libertés de la personne*. Ce juge soulignait que ces lois empêchaient les travailleuses du sexe de pouvoir assurer leur sécurité au travail. Celles-ci avaient du mal à pouvoir travailler à l'intérieur, ou dans un environnement mieux contrôlé ou sécuritaire; elles éprouvaient des difficultés à trouver des gens capables de bien les protéger sans nuire à leur finance (la question des proxénètes); et se faisant, elles ne parvenaient que difficilement à bien juger les clients qu'elles rencontraient sur la rue.

Les juges du cas Bedford 2012, Doherty, Rosenberg et Feldman, de la Cour d'appel de

l'Ontario étaient d'accord avec la décision de la juge Himel à propos de la loi régissant les maisons de débauche (s. 210). Elle a déterminé que ces lois sont inconstitutionnelles et doivent être abolies. Les juges du cas en 2012 sont partiellement en accord avec le juge Himel pour la loi d'entremetteur (s.212(1)(j)), mais ils aimeraient ajouter une explication selon laquelle cette loi s'applique seulement à ceux qui vivent des fruits de la prostitution en situation d'exploitation. Pour la dernière loi, celle d'infraction se rattachant à la prostitution (s.213(1)(c)) ils sont complètement en désaccord avec la décision du juge Himel que la loi contre la communication en lieu public est inconstitutionnelle. En fait, ils demandent que cette dernière loi soit renvoyée.

### 1.3.3 Le droit de contester les lois constitutionnelles

Les répondantes expliquent que ces provisions, reportant d'une année les décisions du juge Himel, les dépouillent de leurs droits, de leur liberté et de leur sécurité alors qu'elles devraient les protéger selon les sections 1 et 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés de la personne*. Elles soulignent, à cet effet, que la provision à l'égard de la communication à fin de prostitution viole la liberté d'expression sous la section 2b de la *Charte canadienne des droits et libertés de la personne*. L'appelant, le procureur général du Canada avec le soutien de l'intervenant et le procureur général de l'Ontario, s'opposent aux arguments des répondantes pour deux raisons. La première raison avance que la juge Himel n'avait pas le pouvoir de questionner la constitutionnalité de ces lois à cause de la décision prise dans le cas de *Renvoi sur la prostitution* à cause de la règle du précédent (*stare decisis*) qui oblige les tribunaux à se conformer aux décisions antérieures ([1990] 1 SCR 1123, 1990 CanLII 105 (SCC)). Le *renvoi sur la prostitution* aurait, en effet, créé un précédent sur la constitutionnalité de ces lois. Ainsi, l'argument des appelants voulant que cette décision fût déjà prise et la juge Himel aurait dû utiliser le cas de 1990 comme précédent.

La deuxième raison était que les répondantes n'ont pas démontré qu'elles souffraient à cause de ces lois et qu'il y avait une violation de leurs droits selon l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés de la personne*. Les répondantes ont remarqué que le risque dans l'exercice de la prostitution n'était pas à la source de ces lois, mais à cause de la prostitution qui est une profession qui comporte plusieurs risques (ONCA 186 : 14). Les appelants ont alors mis en doute le droit des répondantes, Mme Bedford et Mme Scott, de contester la constitutionnalité de ces lois. Mais, puisque le procureur général n'avait pas soumis oralement ou par écrit son objection à Mme Bedford ou Mme Scott sur le fait qu'elles ne travaillaient pas au moment de la plainte dans l'industrie du sexe ; la Cour a rejeté cette question (ONCA 186 :24).

#### 1.3.4 L'effet de la provision

En réponse aux arguments des appelants voulant que ces provisions aient déjà été contestées dans le cas du *renvoi sur la prostitution* et du principe de «*stare decisis*» faisant en sorte que la décision de ce cas s'applique encore aujourd'hui, la cour d'appel a conclu que la juge Himel n'a pas fait d'erreur quand elle a contesté ces deux provisions puisque les problèmes surmontés et le contexte légal ont changé depuis 20 ans (ONCA 186 : 25). La cour a ainsi alloué deux appels aux appelants : en premier lieu, la provision de communication en lieu public (s. 213 (1)(c)) transgresse la deuxième section partie «b» de la *Charte canadienne des droits et libertés* ; deuxièmement, cette transgression est acceptée sous la première partie de la *Charte*. C'est ainsi que l'on a démontré que cette loi violait la liberté de penser, de croyance, d'opinion et d'expression des personnes prostituées puisqu'elle interdisait de communiquer aux personnes en lieu public selon des fins de prostitution. Une telle violation de la liberté s'est avérée toutefois d'une certaine mesure acceptée comme une limite raisonnable et une justification pouvant se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Dans un tel contexte, les personnes prostituées ne peuvent acquérir la protection constitutionnelle relative à la liberté économique ou commerciale dont elles ont besoin pour s'émanciper en tant que travailleuses libres. C'est dans ce sens que la prostitution est vue comme une profession (et non un style de vie) qui devrait être protégée par la *Charte canadienne des droits et libertés de la personne* (ONCA 186 : 40). Quant à la sécurité de la personne, la cour comprend combien ceci peut être difficile. En effet, les travailleuses du sexe peuvent être à risque si elles ne suivent pas les lois et même parfois aussi si elles les suivent.

#### 1.3.5 L'impact sur la sécurité des personnes prostituées

La juge Susan Himel est arrivée à des conclusions importantes face à la sécurité de la personne prostituée notamment pour les personnes prostituées de la rue qui sont plus à risque de violence comparativement à celles qui travaillent dans les maisons closes. Il est possible de réduire le risque de violence en travaillant à l'intérieur d'établissements contrôlés munis d'un système de sécurité et dans lequel il est possible de bien sélectionner les clients sollicités. Les juges Doherty, Feldman, MacPherson, et Cronk étaient en accord avec la juge Himel selon laquelle, ces provisions limitaient la sécurité de la personne prostituée dans le cadre de son travail (ONCA 186 : 63).

### 1.3.6 Le principe de justice fondamentale

Les juges du cas Bedford 2012 ont amené l'argument que la transgression de la partie 2b de la *Charte* est acceptable sous la première partie de la *Charte*. D'abord on doit examiner la 2<sup>e</sup> section de la *Charte* qui porte sur les principes de justice fondamentale. Dans le cas Bedford 2012, les juges utilisent trois concepts de justice fondamentale pour déterminer si les lois de maison de débauche (s.210), d'entremetteur (s.212(1)(j)), et d'infraction se rattachant à la prostitution (s.213(1)(c)) violent un des principes de justice fondamentale. Elles voulaient, à cet égard, déterminer si ces lois étaient arbitraires, ou disproportionnées. Dans un tel cas, cela voulait dire qu'elles violaient les principes de justice fondamentale (ONCA 186 : 63).

Pour qu'une loi soit arbitraire, elle doit être inconsistante avec son objectif. Or, d'après les juges, la provision sur les maisons de débauche n'était pas arbitraire puisqu'elle démontrait que ces maisons étaient une nuisance à l'égard des communautés. En conséquence, cette loi réussissait l'objectif de combattre le dérangement causé par ces maisons dans les communautés. La loi sur les maisons de débauche a été conçue pour ceux qui causaient des problèmes sur le plan de la sécurité et de la santé publique (ONCA 186 : 84). Puisque cette législation met à risque les personnes prostituées spécifiquement celles de rue, la loi sur les maisons de débauche se sont avérées totalement disproportionnée relativement à l'objectif de la législation.

Quant à la loi sur l'entremetteur (s.212(1)(j)), qui relève spécifiquement de la sécurité des travailleuses, son but était de prévenir l'exploitation des femmes, en particulier, par les proxénètes. Les juges du cas Bedford 2012 ne l'ont pas trouvée arbitraire puisqu'elle est dirigée directement vers son objectif qui est de prévenir l'exploitation des personnes prostituées. Toutefois, la portée de cette loi s'est avérée trop large puisqu'elle criminalise ainsi les gens qui ne sont pas en situation d'exploitation. Aussi, les juges ont déterminé que cette loi était totalement disproportionnée dans la mesure où elle criminalisait des relations commerciales entre client et personne prostituée (ONCA 186 : 90). La provision d'infractions se rattachant à la prostitution (s.213(1)(c)) avait, quant à elle, pour but d'éliminer les effets négatifs de la prostitution de rue dans les communautés. Les juges Doherty, Feldman, MacPherson, et Cronk précisait que cette provision n'était pas arbitraire, que sa portée n'était pas trop grande, mais elle était plutôt totalement disproportionnée parce que les travailleuses de la rue, notamment, ne pouvaient pas facilement sélectionner les clients qui risquaient de les mettre plus à risque de violence et en danger. Cette provision ne violerait pas les principes de justice fondamentale (ONCA 186 : 111).

En plus, la cour a également évalué si les provisions en question pouvaient avoir pour

résultat de décourager la prostitution. Les juges du cas Bedford 2012 ont finalement conclu que les provisions n'étaient pas exagérées et ne remettaient pas en question la prostitution, mais plutôt elles décourageaient les effets négatifs de la prostitution tels que l'exploitation des femmes et le dérangement dans les communautés (ONCA 186 : 73). Si une de ces provisions s'avérait inconstitutionnelle, quel recours devait-il y avoir ? Le recours en cas d'inconstitutionnalité entraînait un changement de loi par le parlement (ONCA 186, p. 89). Ainsi, le recours employé pour la provision des maisons de débauche est une reconsidération de cette loi, il est devenu une tâche pour le Parlement. Enfin, le recours employé la provision des proxénètes s'est avérée illégale parce qu'elle mettait les personnes prostituées en situation d'exploitation (ONCA 186 : 91).

En conclusion, les juges ont décidé que les provisions des maisons de débauche et des proxénètes (s.210 et 212(1)(j)) étaient inconstitutionnelles à cause des raisons mentionnées précédemment déterminées par les juges du cas. La provision des infractions se rattachant à la prostitution (s.213(1)(c)) n'est pas inconstitutionnelle et n'a pas besoin de recours. Par contre, le juge MacPherson n'était pas d'accord avec la décision définitive de ses collègues. Il a exprimé ceci dans la partie dissidente du cas:

*When a court is required to decide whether there is a sufficient connection between crime-creating legislation and an alleged interference with an individual's right to security of the person, the court must examine the effect of that legislation in the world in which it actually operates. This assessment is a practical and pragmatic one. [Emphasis added.](ONCA 186, p. 133)*

Ce juge croit, en s'opposant à ses collègues, que la loi d'infraction se rattachant à la prostitution (s.213(1)(c)) n'est pas constitutionnelle puisqu'elle est totalement disproportionnée au but d'éliminer la nuisance sociale relative à la sollicitation dans les lieux publics. En conséquence cette loi viole la section 7 de la *Charte*. On doit comprendre, par cette dissidence, que le monde de la prostitution de la rue est un monde d'isolement et de silence ; un monde dangereux où règne la violence. Si les autres juges ont reconnu que les provisions réduisant les mesures de sécurité pour les personnes prostituées qui travaillent à l'intérieur étaient totalement disproportionnées, il en était tout autrement pour la troisième provision qui, elle, touche spécifiquement les personnes prostituées de la rue.

## 1.4 Résumé

Le présent chapitre est un tour d’horizon mettant en relief les principaux événements survenus dans le monde en termes de décriminalisation et de légalisation de la prostitution permettant de faire le point sur la situation canadienne. Le cas Bedford est une illustration de la situation canadienne permettant de faire le point et de mettre en perspective le débat à partir duquel nous prendrons place au prochain chapitre portant sur la problématique de recherche que nous avons développée pour cette thèse.

## CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE

Nous avons vu au chapitre précédent que le débat actuel entourant la prostitution repose en grande partie sur le cas *Bedford c. Canada*. Ce cas a été exposé à la cour en 2010 et encore en 2012. Dans ce cas précis, la cour supérieure de l'Ontario avait remis en question la légalisation de certaines lois autour de la prostitution sur la base d'un conflit avec la Charte canadienne des droits et libertés de la personne. Le présent chapitre s'intéresse à la situation bien particulière qui découle de plusieurs passages du cas *Bedford c. Canada* dont notamment la situation spécifique relative aux travailleuses du sexe de rue qui ne semblent pas répondre à la même situation de celle des autres travailleuses du sexe dont notamment celles qui travaillent à l'intérieur des lieux propices réservés à l'exercice de la prostitution.

### 2.1 Prostitution de rue et maisons de débauches

Le juge MacPherson et ses collègues, Doherty, Feldman, et Cronk ont bien décrit l'effet des provisions de maison de débauche et d'entremetteur (s.210 et 212(1)(j)) sur la sécurité des personnes prostituées. Ils ne sont pas toutefois parvenus à la même conclusion à l'égard de la prostitution de rue. Or, nous savons que le monde des personnes prostituées qui travaillent à l'intérieur et à l'extérieur n'est pas pareil. Le monde d'une personne prostituée de rue n'est pas un monde d'hôtels, de chauffeurs et de réceptionnistes, mais d'isolement, de noirceur et de silence. Aussi, les personnes prostituées de rue sont plus à risque que celles qui travaillent à l'intérieur des maisons closes. Les provisions de maison de débauche et du fait de vivre des fruits de la prostitution (s.210 et 212(1)(j)) s'appliquent d'ailleurs plus aux personnes prostituées qui travaillent dans des maisons de débauche alors que la provision qui s'applique au fait de vivre des fruits de la prostitution, davantage envers les personnes prostituées de rue. Les personnes prostituées qui travaillent dans les rues sont plus à risque de violence physique et la provision qui les protège et qui les aide à sélectionner leurs clients ne serait pas vues comme inconstitutionnelle (ONCA 186, p. 147-148).

Pour conclure sur le cas de *Bedford c. Canada* (2010), la juge Himel a déterminé que la provision des maisons de débauche, la provision de sollicitation et la provision relative au fait de vivre des fruits de la prostitution d'autrui (section 210, 212 (1)(j) et 213 (1)(c) du *Code criminel*) étaient inconstitutionnelles, car ces lois violaient la section 1 et 7 de la *Charte canadienne des*

*droits et libertés de la personne*(Bedford, 2010, p. 125).

Les autres lois ayant eu à faire avec la prostitution n'ont pas été changées. Par exemple, la loi qui dans le *Code criminel* section 213.1 (a) et (b) interdit à une personne d'arrêter ou essayer d'arrêter une voiture, ou de restreindre le droit de passage d'un piéton dans la rue pour des fins de sollicitation relative à des services sexuels. En plus, les lois d'entremetteurs (la section 212(1)(a) à (i) ) n'ont pas été changées. Les lois portant sur la prostitution en bas de dix-huit ans n'ont également pas été changées.

### 2.1.1 La décision relative au cas Bedford 2013

Le cas Bedford est finalement passé à la Cour Suprême du Canada et une décision a été rendue le 20 décembre 2013. Les procureurs généraux (appelants) se pourvoient contre la décision de la cour d'appel qui déclare inconstitutionnel l'art. 210 et l'al. 212(1)j) du *Code criminel*. En réponse, les intimées (Bedford, Lebovitch et Scott) se pourvoient de manière incidente à l'égard de la constitutionnalité de l'alinéa 213(1)c) et à la mesure prise par la cour d'appel pour remédier à l'inconstitutionnalité de l'article 210 (CSC 72, par. 36). La juge en chef Beverley McLachlin a examiné certaines questions préliminaires avant de passer à son examen sur le plan de la *Charte canadienne des droits et libertés de la personne*.

En premier lieu, elle a examiné le *Renvoi sur la prostitution*, et ensuite, la défense envers les conclusions tirées en première instance sur des faits sociaux ou législatifs. Elle s'est demandée d'abord si cette décision de 1990 agissait comme précédent, «c'est d'ailleurs l'assise fondamentale de la common law» (CSC 72 , par. 38). La juge de première instance disait pouvoir réexaminer les conclusions tirées dans le *Renvoi sur la prostitution*, puisque les questions de droit délibérées étaient différentes étant donné l'évolution du droit dans le domaine. Ils comprenaient également des résultats de recherches qui n'étaient pas disponibles en 1990. Les juges de la cour d'appel, en désaccord, expliquaient que le tribunal de première instance ne pouvait pas rompre avec un précédent par une juridiction supérieure en raison de nouveaux éléments de preuve ou de nouvelles données sociales, politiques, ou économiques. À la Cour suprême du Canada, la juge McLachlin décida que «le juge du procès pouvait se pencher puis se prononcer sur une prétention d'ordre constitutionnel qui n'a pas été invoquée dans l'affaire antérieure; il (s'agissait) alors d'une nouvelle question de droit» (CSC 72 , par. 42).

Quant à la défense des conclusions tirées en première instance, la cour d'appel devait se garder de modifier les conclusions de première instance, sauf en cas d'erreur d'appréciation



susceptible de contrôle. Les juges de la cour d'appel se sont exprimés sur les conclusions de la juge de première instance relativement à des faits sociaux ou législatifs ne commandaient pas la défense. D'ailleurs, le rôle des juridictions d'appel était de déterminer si le juge du procès déterminait si sa décision allait être fondée en droit ou si elle allait être entachée d'une erreur de fait manifeste et dominante. En fait, la règle a valu pour les faits sociaux ou législatifs tout autant que pour les conclusions sur les faits qui étaient à l'origine du litige (CSC 72, par. 48-49).

La juge passa ensuite à l'analyse de l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés de la personne*. Cette analyse fondée sur l'article 7 s'attachait à débusquer les dispositions intrinsèquement mauvaises, celles qui privaient du droit à la vie, à la liberté ou à la sécurité de la personne au mépris des valeurs fondamentales qu'étaient censées intégrer les principes de justice fondamentale et dont la jurisprudence a défini la teneur au fil des ans (CSC 72, par. 96). En fait, la juge examina si les demanderesses avaient démontré que les dispositions en cause limitaient le droit à la sécurité de la personne et s'ils allaient se tourner vers la thèse des procureurs généraux appelants qui insistait sur le fait que les dispositions n'avaient pas l'effet allégué. C'est ainsi qu'ils déterminèrent si ces dispositions se conformaient aux principes de justice fondamentale (CSC 72, par. 57). Les demanderesses ont soutenu que l'interdiction des maisons de débauche, du proxénétisme et la communication en public à des fins de prostitution augmentait les risques d'être exposé à la violence lorsqu'elles se livraient à la prostitution, une activité légale. La juge de première instance a conclu que la première disposition augmentait les risques et la cour d'appel était en accord (CSC 72, par. 59). La juge de la Cour suprême du Canada déterminait que la portée de la disposition de la tenue d'une maison de débauche avait une portée trop grande et qu'elle limitait l'exercice d'une activité légale. Cette interdiction empêche les prostituées de travailler dans un lieu fixe, situé à l'intérieur et les empêche de se constituer une clientèle et de prendre les précautions nécessaires chez elles (CSC 72, par. 64). Enfin, cette loi sur les maisons de débauche a eu un effet préjudiciable sur le droit à la sécurité des prostituées.

En conclusion, la juge a indiqué que, à l'article 210, en ce qui concerne la prostitution, et les maisons de débauche al. 212(1)*j*) et 213(1)*c*) qu'elles sont déclarées incompatibles avec la *Charte canadienne des droits et libertés* et sont par conséquent invalidées (CSC 72, par. 164). L'invalidité avec effet immédiat fait en sorte que la prostitution échappe à toute réglementation lorsque le législateur trouve une solution au problème à l'encadrement de la prostitution. Laisser s'appliquer les dispositions exposerait les prostituées à un risque accru durant la suspension, un risque qui porte atteinte à leur droit constitutionnel (CSC 72, par. 168). Par contre, passer carrément de la situation

règlementée à la situation où elle ne le serait pas du tout susciterait des inquiétudes chez plusieurs Canadiens. En plus, il pouvait y avoir controverse quant à savoir si l'invalidité, avec effet immédiat, présenterait un danger pour le public ou compromettrait la primauté du droit. Enfin et en fonction de l'ensemble des intérêts en jeu, la juge a conclu à la nécessité de suspendre l'effet de la déclaration d'invalidité pendant un an (CSC 72, par. 169).

### 2.1.2 Le projet de loi C-36

La Cour Suprême du Canada a invalidé les dispositions du Code criminel en décembre 2014. Cette invalidation de la loi a donné l'opportunité au gouvernement conservateur de produire une nouvelle loi, prohibitionniste, visant à nouveau l'encadrement de la prostitution au Canada. Ce projet de loi C-36 fut déposé par le ministre fédéral de la justice, Peter MacKay le mercredi 4 juin 2014. Depuis ce temps, les conservateurs essaient d'accélérer l'étude de cette loi le plus possible pour assurer que la loi soit en place avant l'expiration du délai d'un an. La première lecture du projet à la Chambre des communes est passée avec un vote de 147 contre 90, le 16 juin 2014. Avec un gouvernement majoritaire, les conservateurs, n'ont pas trop de difficulté à passer cette loi inspirée par le modèle suédois, qui criminalise l'achat des services sexuels, la publicité des services sexuelles (internet et journaux), et la communication à des fins de vendre ses services sexuels en vue du public ou située à la vue du public s'il est raisonnable de s'attendre à ce que s'y trouve des personnes sous l'âge de dix-huit ans (Marin, S. La Presse, 2014). À la deuxième lecture, le vote est passé de 139 contre 117 après seulement cinq heures de débat (Gyapong, Canadian Catholic News, 2014).

Plusieurs critiquent ce nouveau projet de loi, puisque c'est évident qu'il sera contesté à la Cour Suprême du Canada encore une fois. Par contre, les conservateurs défendent leur loi en disant qu'elle est unique au Canada et aidera à éliminer la demande des services sexuels. Par ailleurs, ce projet de loi a reçu un nombre exceptionnel de critiques, la militante pour les services sexuels, Robyn Maynard qui est basé à Montréal dit au journal The Huffington Post : «Le gouvernement fédéral n'a pas répondu aux attentes de la décision de la Cour Suprême du Canada en décembre 2013» (Raj, A. 2014a). Les lois qu'a rejetées la Cour Suprême du Canada étaient inconstitutionnelles, et le projet de loi préposé par MacKay est pareil, si ce n'est pire, que ces lois.

Ce n'est pas tout le monde qui est en désaccord avec ce projet de loi C-36, la professeure de droit à l'Université de Colombie-Britannique, Janine Benedet, croit que c'est idéal que le gouvernement ait l'objectif de réduire la demande de services sexuels (Raj, A. 2014a). Le

gouvernement et le projet de loi visent à réduire l'exploitation des travailleurs et travailleuses, la violence à laquelle ils font face, et le dommage social qu'ils reçoivent à cause de cette marchandisation. Lorsqu'elle est en accord avec la criminalisation de l'achat des services sexuels, elle ne croit pas que la criminalisation des travailleurs et travailleuses en public est nécessaire. En fait, elle dit qu'on «ne criminalise pas les victimes d'agression sexuelle, alors pourquoi criminaliser les victimes de la prostitution?»(Raj, A. 2014a). Pour elle, être victime de la prostitution comprend les gens qui sont sans-abris et se prostituent pour survivre. Un représentant du gouvernement indique au journal *The Huffington Post* que les conservateurs appréhendent que cette nouvelle loi soit contestée, mais que le préambule de la loi expliquera à la cour le but de cette loi. Le même représentant explique que la prostitution n'est pas illégale aujourd'hui, mais qu'avec ce projet de loi elle le sera, puisque la vente des services sexuels ne peut pas être sans l'achat (Raj, A. 2014a). Rendre la prostitution illégale est un but que le ministre de la Justice, Peter MacKay, n'a pas caché.

Dans le même journal, un article intitulé « Bill C-36 : Ex-Prostitute explains why she backs Tories controversial Bill» (Raj, A., 2014b), la membre du Parlement, Joy Smith du parti conservateur, explique que le ministre de la Justice n'a pas pris le temps d'expliquer la victimisation des personnes dans le travail du sexe. Ainsi, les médias démontrent l'intérêt d'un groupe minoritaire de travailleuses et travailleurs du sexe qui ont accès aux ressources pour les aider. Pour expliquer la victimisation des travailleuses et travailleurs du sexe, une ex-travailleuse du sexe, Katrina MacLeod, 41 ans, donne son témoignage aux journalistes. Elle indique que l'abus existe dans tous les types de prostitution. Abusée pendant son enfance, Katrina n'avait pas beaucoup d'estime de soi et s'est retrouvée dans une relation abusive. Elle ne voyait pas la différence entre être abusée à la maison et au travail, alors pour quoi ne pas se prostituer? La réalité était, pour elle, que les hommes abusent les femmes. MacLeod, ainsi que d'autres femmes avec des expériences négatives dans l'industrie du sexe ont donné leur soutien au projet de loi, spécifiquement pour le budget pour aider les personnes à sortir de l'industrie, et obliger la police à aider ces personnes (Raj, 2014b).

Un argument que font les experts est qu'il faut distinguer entre le travail du sexe et la traite des humains. Même dans les témoignages, il y a un manque de différenciation entre les deux (Payton, et O'Malley, 2014). Christa Big Canoe, directrice des services juridiques pour les Autochtones, se demande comment cette nouvelle loi changera la traite des humains. La police a déjà de la difficulté à arrêter les criminels, en plus ils utilisent les lois contre les travailleuses et travailleurs du sexe pour les sortir de situations de traite d'humains. Elle précise aussi que le cas de Bedford de l'an dernier porte sur le travail du sexe et non sur la traite des humains. Les lois

actuellement en place pour la traite des humains ne sont pas bien appliquées, et peut-être on devrait revoir ces lois au lieu des lois autour du travail du sexe (Payton, et O'Malley, 2014). L'avocat, Alan Young, qui a représenté les femmes dans le cas Bedford, explique que ce projet de loi poussera les travailleurs et travailleuses dans la rue puisqu'ils ne pourront pas exercer leur travail de chez eux parce que les clients ne voudront pas prendre la chance de se faire arrêter chez eux. La pénalité de 10ans de prison pour ceux qui profitent d'un établissement qui vend des services sexuels tels qu'un club ou une agence d'escorte encourage les gens à travailler dans la rue, ce qui finit par les criminaliser en retour (Geddes, 2014). Enfin, c'est bien évident que le but de ce projet de loi est de rendre le travail du sexe illégal.

### 2.3.3 La prostitution de rue

Nous avons remarqué, dans ce qui précède, que la décriminalisation de la prostitution demeure un débat social et culturel profondément enraciné dans les mœurs, la liberté et la protection des personnes prostituées. Cette protection est centrale dans l'ensemble des décisions qui seront prises par les tribunaux du pays quant à la sécurité des personnes prostituées. Rien ne peut protéger les personnes prostituées contre la violence, le sida ou les trafiquants de drogues sans la mise en place d'une structure de protection qui reconnaît l'importance du discours de ces femmes, y compris et en particulier de celui de la personne prostituée de rue. Or, quel est-il ce discours ? Par quel moyen passe-t-il dans l'espace public ? Comment ces personnes parviennent-elles, en viennent elles-mêmes, à défendre leurs droits et exiger que l'on respecte leur liberté de parole, lorsqu'elles sont considérées parmi les plus vulnérables de la société, lorsqu'on est une personne prostituée de rue ? Une hypothèse traverse ces questions à savoir que les personnes prostituées de rue sont probablement les plus vulnérables des personnes prostituées, elles sont plus pauvres, plus à risque d'être exposées à la violence et ce sont elles qui, nous semble-t-il, connaissent le moins leurs droits, puisqu'elles sont la plupart du temps sans protection sociale justement, sans recours et vulnérables dans des lieux parmi les plus dangereux pour exercer leur métier.

Dans les grandes villes du Canada telles qu'Ottawa ou Montréal, la protection s'avère d'une grande importance principalement à cause de la concurrence entre les personnes prostituées même, l'achalandage de la clientèle pas toujours facile à cerner et l'importance des marchés de la drogue.

## 2.4 C-36 et le droit des personnes prostituées de la rue

Dans le contexte de la cause Bedford et de la loi C-36<sup>3</sup>, il importe de comprendre à quel point la décriminalisation de la prostitution est au centre de la question du droit des jeunes femmes, femmes, et femmes transgenres qui vivent de la prostitution. Aussi, criminaliser la prostitution en «interdisant l'achat de service sexuel» tel que proposé par le gouvernement fédéral, introduit une aporie au sein du mouvement féministe (Bloch-London & Jeffers, 2014; Le collectif, 25 juin 2013; Namaste, 15 juin 2013). Cette «fracture» (Bloch-London & Jeffers, 2014) qui sépare en deux camps le féminisme montre d'un côté une position abolitionniste «qui vise son interdiction totale considérant la prostitution comme l'exploitation de la femme et un symbole primordial de son oppression» (Namaste, 2013) alors que d'autres visions dites de «libre-choix» «revendiquent les concepts d'autonomie corporelle et le droit au libre-choix afin de fonder une position qui défend le droit de pratiquer le travail du sexe» (Stella, 2014; Namaste, 2013).

Une troisième position avancée dans le texte de Bloch-London et Jeffers (2014), représentant une figure mitoyenne est rapidement rejetée par les théoriciennes au profit d'une position abolitionniste. Cette position qui s'oppose aux deux camps nous apparaît toutefois et pour d'autres raisons que celles avancées par les théoriciennes, intéressantes à explorer précisément parce qu'elles ne prétendent pas que la prostitution relève de l'épanouissement sexuel pour toutes en reconnaissant également qu'elle se situe au carrefour d'une pluralité potentielle de dominations et de violences (Mathieu, 2007). Cette position qui reconnaît l'hétérogénéité de l'univers de la prostitution, renvoient dos à dos les positions abolitionnistes liées à la symétrie, au misérabilisme et au populisme à celle du « libre choix » condescendante, moralisatrice et idéaliste (Bloch-London & Jeffers, 2014). Une analyse intersectionnelle de la prostitution de rue reste à faire et c'est précisément ce que nous souhaitons développer dans le cadre de notre recherche.

À l'annonce de l'adoption de la loi C-36 les organisations de défense des personnes prostituées soulignaient que pour ceux et celles qui pensent que «Le projet de loi C-36 ne s'attaque qu'aux clients et aux «proxénètes, il faut savoir que cette loi en criminalisant « les clients et les tierces personnes fait en sorte que les travailleuses du sexe, restent passibles d'accusations au criminel et a aussi des répercussions néfastes sur les droits, leur sécurité et leur stabilité financière.» (Stella, 2014) Sans compter que le modèle prohibitionniste suédois, depuis lequel s'inspire la loi C-36, force à travailler dans l'ombre, ce qui tend à l'exacerbation de la répression à leur endroit et les éloigne des ressources sanitaires et juridiques (Le collectif, 2013). De la même façon, «La

---

<sup>3</sup>*Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation.*

criminalisation du travail du sexe accroît les inégalités, car elle fait en sorte que les travailleuses du sexe vivent encore plus de violence et de discrimination – une réalité qui a été reconnue par la Cour suprême dans la décision Bedford. (Stella, 2014 :8)». Enfin, pour sortir de l'encadrement judiciaire propre à ce qui existe au Canada, le groupe Stella propose le modèle de la Nouvelle-Zélande qui prévoit avec le "*Reform Act*" (PRA) de 2003 et le "*Health and Safety in Employment Act*", une réglementation de la santé et de la sécurité au sein de l'industrie du sexe.

Nous savons tous et toutes que la prostitution peut être une activité dangereuse pour les personnes prostituées puisqu'elle emprunte au monde de la criminalité, de la délinquance et du sans abris (Benoit, et coll. 2013; Heilemann & Santhiveeran, 2011; Laliberté, 2010; Toupin, 2005; Tabet, 2004; Trinquaart, 2002). Ses conséquences marquent de manière indélébile les relations intimes et sociales (Lazarus et coll., 2012; Perrone Stebbins, 2010; Dorais, 2006; Poulin, 2004; Pryen, 2002). Les femmes et jeunes femmes prostituées sont à risque de développer des problèmes de santé mentale, la dépression et des psychoses, découlant de SPT (Benoit et Trottier, en préparation) et comportementaux qui mèneront certaines à la toxicomanie, au sans abris, à des avortements répétés, aux tentatives de suicide et au suicide (Benoit, et coll. 2013; Heilemann, 2011; Lamont, 2011; Dufour, 2005). Il est toutefois difficile actuellement de prévoir les conséquences et les risques que devront prendre les jeunes femmes prostituées de la rue, notamment, qui sont le plus souvent considérées parmi les plus vulnérables (Provencher, Côté, Blais & Manseau, 2013; Benoit, 2008; Parent, 2005), sur leur droit avec l'adoption de la nouvelle loi C-36?

En interrogeant l'impact de la nouvelle loi C-36 sur le droit des personnes prostituées de la rue nous souhaitons étudier les conséquences physiques, psychologiques, relationnelles, sociales sur leur vie et cela en fonction de la diversité de la population des femmes prostituées. Une analyse différentielle fondée sur le genre (trans ou non) et de l'âge (jeunes, moins jeunes), des conditions individuelles (contexte psychosocial) et structurelles (logement, toxicomanie, sans abris) dans le nord de l'Ontario pourra contribuer à mieux saisir les conséquences de la prostitution féminine de rue et l'impact de l'incertitude (niveau de confiance) entourant les problèmes de la rue en matière de prostitution.

Évaluer comment la présence de tels risques sur le droit des personnes prostituées affecte l'état psychologique, relationnel et social des jeunes prostituées de la rue constitue aussi des éléments centraux de la recherche. Nous pensons que la représentation du droit de ces personnes prostituées est différente du fait de la vulnérabilité et du degré de violence différentielle, mais non moins grave, que ces femmes peuvent subir selon leur âge et leur genre. Notre recherche tient

compte de cette réalité différentielle fondée sur l'âge et le genre entre les femmes et les jeunes femmes prostituées.

## 2.5 Les débats entourant la prostitution

Dans leur livre «Mais oui c'est un travail!» les auteures, Colette Parent, Chris Bruckert, Patrice Corriveau, Maria Nengeh Mensah, et Louise Toupin soulèvent le débat actuel du travail du sexe. Vers la fin des années 1980 et dans les années 1990, le débat autour du travail du sexe s'est fait entendre au niveau international à cause de la mondialisation et de l'augmentation de la migration des travailleurs et travailleuses. La position majoritaire au niveau international est néoabolitionniste. Les néoabolitionnistes veulent l'élimination de la prostitution puisqu'ils voient cela comme une forme de violence contre les femmes. Il y a aussi une position contraire qui est celle qui désigne le travail du sexe comme métier et promeut la décriminalisation de ce travail. Cette position comprend plusieurs travailleuses du sexe ainsi que des alliées telles que des avocates, professeures, travailleuses sociales, infirmières, etc. (Parent et coll. 2010).

Quand à la position des féministes, il y a une multiplicité d'opinions, alors il n'y a pas de position uniforme pour eux. L'auteur examine ensuite les arguments et les fondements empiriques des deux positions. En premier, l'argument des néoabolitionnistes de la prostitution comme violence contre les femmes. Ce n'est pas seulement des événements qui se produisent lors du travail, mais l'acte de se prostituer. La violence dans la prostitution est décisive puisque les femmes sont devenues une marchandise sexuelle. Évidemment, la prostitution forme un système qui comprend des proxénètes, des clients, et des personnes de tout âge, mais surtout des jeunes femmes. Ce système prostitutionnel est souvent l'expression d'un système patriarcal qui assure la dominance sexuelle des hommes sur la femme. Par contre, même en abolissant le système proxénète, il s'étendrait sous forme d'une nébuleuse d'associations de différentes tailles. Dans leurs arguments il y a aussi un manque de distinction entre la prostitution «volontaire», qui est le choix d'entrer dans ce travail, et «forcé», qui est forcé de travailler (Parent et coll. 2010). Ils mettent trop l'accent sur les statistiques, et ils ont peu recours à la parole diversifiée des travailleuses du sexe pour comprendre le phénomène.

La majorité des féministes occidentales contemporaines se sont battues pour le droit à disposer de son corps avec le droit à l'avortement. Elles ont fait campagne pour assurer leur droit au libre choix. Leur argument était que c'est leur corps, et elles devraient avoir le droit au libre choix par rapport à leur corps. Pareillement, les néoabolitionnistes font le même argument. En fait, dans les

années 1970 un groupe de travailleuses du sexe a réclamé la reconnaissance du travail du sexe comme métier reconnu (Parent et coll. 2010). Un travail reconnu a certaines règles établies qui sont inscrites socialement et on doit se soumettre aux règles de notre rôle dans l'interaction. Le refus de s'y plier peut engendrer différents types de conséquences. Par contre, le travail du sexe est un travail non reconnu et n'a pas un cadre normatif stabilisé qui définit les interactions entre la travailleuse et les clients. Avec le temps, la travailleuse apprend des règles internes pour les interactions. Par contre, elle ne peut pas assumer que ces règles sont familières aux autres ni appuyer sa méthode de travail sur des normes sociales reconnues comme légitimes. Aussi, elle ne peut pas imposer ces règles aux clients ni des sanctions s'ils ne suivent pas les règles.

L'idée de considérer le travail du sexe comme un travail reconnu ne suit pas l'idée générale que la sexualité ne doit pas faire partie du travail puisqu'il risque de nuire à l'environnement et au rendement. Mais, si on réfléchit à d'autres formes de travail, on se rend compte que plusieurs ont des tâches qui comprennent des aspects sexuels. Par exemple, travailler dans un bar, l'employeur impose aux femmes des conditions d'embauche qui sexualisent le travail, telles qu'être séduisante et charmante dans leurs échanges avec des clients. Aussi, certains métiers exposent les travailleurs à des conditions d'intimité avec des clients ou des collaborateurs, par exemple, des médecins, des photographes de mode, et surtout des acteurs de théâtre et de cinéma. En observant le travail du sexe comme métier, on peut comparer les aspects du travail avec d'autres emplois dans le domaine des services et par la suite on peut voir que la dimension sexuelle peut faire partie de différentes formes de travail. Il y a d'abord un phénomène de double aveuglement, on ne voit pas la dimension sexuelle dans les autres emplois, mais on ne voit le travail du sexe qu'à travers le prisme de la sexualité (Parent et coll. 2010).

Le travail du sexe est un travail stigmatisé, marginalisé et même criminalisé (Parent et coll. 2010). L'image stéréotypée de ce travail est une femme qui sollicite des clients dans un espace public, hors la «prostitution» de rue. Les travailleuses du sexe doivent faire face à plusieurs mythes et idées fausses entretenus par la société. L'image que beaucoup ont de la travailleuse du sexe est qu'elle est immorale; qu'elle a des mœurs légères; qu'elle est toxicomane; qu'elle a des infections transmissibles sexuellement; qu'elle est malhonnête; qu'elle est prise dans l'industrie; qu'elle est une victime qui n'a pas choisi (Parent et coll. 2010). Ces perceptions sont partagées par les policiers, les médias, les politiciens, et le public en général. Elles sont vues comme responsables de leur détresse. C'est dans ce contexte que les agresseurs peuvent faire mal aux travailleuses en toute impunité.



Ceci ne représente qu'une partie de l'industrie, plusieurs font leur métier au domicile de leur client ou dans une maison de débauche. Les services fournis, les formes et les tarifs varient dépendamment du secteur. Par exemple, les travailleuses de rue fonctionnent habituellement avec une rémunération à l'acte. Dans les services sur appel à l'extérieur ou sur place, les femmes travaillent comme escortes et sont payées à l'heure ou à l'acte (Parent et coll. 2010). Notamment, elles ont le choix de changer de secteur en fonction de la réalité économique, sociale, et des risques. Par exemple, les travailleuses de rue courent plus de risques de se faire arrêter. La décision de travailler au domicile du client ou sur un lieu particulier de travail est liée aux réflexions de la travailleuse sur le risque. Souvent elles vont prendre un risque physique pour éviter le risque légal de se faire arrêter. Si on évalue le travail du sexe comme les autres services sectoriels liés à la consommation, ce travail est physiquement exigeant qui demande résistance, une bonne forme physique, l'endurance et comme dans plusieurs autres secteurs les aptitudes interpersonnelles sont essentielles. Mais plusieurs dans ce secteur rencontrent des défis, alors pour quoi choisir (si c'est bien un choix) de travailler dans ce secteur? Voir le travail du sexe comme un métier permet de voir les travailleuses du sexe comme une travailleuse dans n'importe quel autre travail, elles font un choix. Le travail du sexe offre aux travailleuses un revenu qui répond à leurs besoins et qui leur assure une grande autonomie dans leur travail comparativement aux emplois monotones et fortement supervisés (Parent et coll. 2010).

Ce qui différencie le travail du sexe des autres métiers, c'est que plusieurs aspects de ce travail sont criminalisés et cela rend l'accès au droit du travail difficile. Elles ne sont pas protégées par les législations provinciales telles que la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* ou la *Loi sur les accidents du travail et maladie professionnelle* (Parent et all. 2010). Puisque c'est un travail stigmatisé, marginalisé et criminalisé, les travailleuses ne peuvent déployer des stratégies pour améliorer leur situation de travail comme la syndicalisation ou la création d'associations professionnelles. Ceci augmente le potentiel d'abus et d'autres exploitations dans le milieu du travail. En plus, les travailleuses ne peuvent pas aller à la police en cas d'exploitation ou d'abus par peur de se faire arrêter elles-mêmes. Ce service est un droit qu'ont la plupart des Canadiens, par contre, en pratique c'est un service refusé aux travailleuses du sexe.

Dans le 3<sup>e</sup> chapitre du livre, *Mais oui c'est un travail* l'auteur Chris Bruckert écrit que les travailleuses de rue rapportent que les policiers sont souvent négligents (Parent et coll. 2010). Il arrive qu'ils ne parviennent pas à répondre à la violence commise, ou qu'ils enquêtent inadéquatement sur des incidents, ou il y a un manque de professionnalisme allant parfois jusqu'à la

brutalité policière. Notamment, les travailleuses du sexe se tournent rarement vers la police pour de l'aide, compte tenu des risques encourus. Non seulement ont-elles rarement le support de la police, mais elles ont aussi peur d'être poursuivies en regard de l'article 210 (b) qui criminalise de se trouver dans une maison de débauche ou 210 (a) d'y habiter, ainsi que les autres articles qui criminalisent d'autres aspects du travail du sexe. Enfin, elles ne veulent pas rapporter à la police la violence perpétrée contre elles par les agresseurs/clients. Ces femmes adultes qui fournissent des services sexuels consentants à d'autres adultes consentants sont incapables de se fier sur la police. Ces lois agissent contre l'intérêt de ces travailleuses et les empêchent de travailler en sécurité. La menace pénale met les travailleuses à la merci des clients et elle rend difficile leur accès à la protection juridique professionnelle.

Les auteurs ont adopté une perspective qui combine la sociologie du travail et la criminologie dans un contexte sociolégal pour considérer le travail du sexe comme une forme de travail marginalisé, stigmatisé, et criminalisé. Cette perspective questionne la perspective dominante qui considère ce travail comme inacceptable sur le plan moral. Il y a beaucoup de recherches empiriques sur l'industrie au Canada qui démontre la violence contre les femmes. Par contre, ce travail n'est pas plus dangereux, *par nature*, que d'autres professions comparables. Certains emplois, dits «acceptables», exposent leurs travailleurs à des dommages physiques professionnels, tels que les mines et les puits de pétrole. Lorsque les travailleuses du sexe sont au même titre que les chauffeurs de taxi, qui sont plus sujettes à une violence intentionnelle (Parent et coll., 2010).

## 2.6 Le «risque» et la prostitution de la rue

Dans son livre, *La sociologie du risque*, David Le Breton discute du fonctionnement du risque dans la société. Le risque est inévitable pour l'humain. La vie offre de multiples occasions de péril par inattention, négligence, méconnaissance du milieu, ou maladresse des autres (Le Breton, 1995 : 7). À ces occasions il importe de s'éloigner des sources potentielles de dangers physiques. Par exemple, on traverse la rue seulement à un moment favorable. Les précautions de la vie quotidienne limitent la vulnérabilité, mais il y a aussi des raisons qui font oublier la prudence telles que la fatigue, l'indifférence, l'insouciance, l'erreur, l'ignorance du danger. Par exemple, la travailleuse de sexe qui travaille les rues prend un risque lorsqu'elle filtre rapidement les clients. Il se peut qu'elle manque de prudence en filtrant ses clients à cause de la fatigue, l'indifférence, l'insouciance, l'erreur ou l'ignorance du danger.

Certaines activités ont des risques inhérents, ils sont les conséquences indirectes d'un engagement envers le monde dicté par un métier ou une responsabilité envers un groupe. La travailleuse du sexe prend souvent des risques dans son travail, particulièrement si elle n'a pas les outils pour prendre les précautions. Alors, pour longtemps les membres d'un métier associé à des risques sont conférés une absence de considération sociale (Le Breton, 1995 : 12). Parfois c'est le sentiment d'identité d'un individu peut aussi être en risque par des engagements. En effet, «la prise de risque sollicite aussi la question de l'estime de soi, de la réputation personnelle» (Le Breton, 1995 : 13). Par exemple, la travailleuse du sexe ne risque pas seulement sa sécurité physique, mais aussi son estime de soi puisque la perception par la société des travailleuses du sexe est souvent négative.

L'organisation de la société occidentale essaie énormément d'éradiquer tout danger qui pourrait nuire à ses membres. Des codes de conduite sont mis en place et sont renforcés par le système juridique, pour éliminer l'exercice de la violence. Ainsi, il y a un code de la route pour régler les relations entre automobilistes, motards, cyclistes et piétons. Une ligne de défense est placée pour faire barrage à l'adversité, d'annuler les effets néfastes ou de limiter les conséquences par la mobilisation des secours. Par contre, le risque demeure quelque chose d'inévitable dans la condition humaine puisque la loi n'arrête pas les criminels dans leurs entreprises et le Code de la route n'arrête pas les accidents (Le Breton, 1995 : 25). En effet, la société négocie sa relation avec le risque avec l'aide d'actions politiques, législatives, et sociales. On réglemente certaines activités pour réduire le risque, par exemple, les règles dans les sports, et les licences pour des automobiles. Dans son livre, David Le Breton mentionne une étude d'Ellen J. Langer (1975) sur l'illusion de contrôle. L'illusion de contrôle oppose les situations d'habileté, de réflexion, dont le terme est prévisible et sont soumises aux ressources de l'acteur à des situations qui sont au hasard. Dans le premier cas, l'acteur possède un contrôle effectif sur les circonstances de l'action et dans le deuxième cas aucune intelligence ne saurait modifier une issue entière sous la dépendance de données contingentes. L'illusion de contrôle arrive quand le fait de hasard est perçu comme relevant de l'adresse personnelle et que le succès est disproportionné au regard des chances réelles d'avoir le résultat désiré. La familiarité des données et la position active font accroître l'illusion (Le Breton, 1995 : 46). Parfois, les travailleuses de sexe peuvent avoir une illusion de contrôle dans leur environnement parce qu'elles perçoivent l'action au hasard comme leur habileté personnelle de filtrer les clients, par contre la familiarité de ces données masque la réalité qu'elles prennent un risque avec chaque client.

Le risque n'a pas une perception objective des dangers, mais est la conséquence d'une projection de sens et de valeur sur certains événements, pratiques, ou objets voués à l'expertise diffuse de la communauté. Alors, la détermination objective des périls se mêle à la subjectivité des représentations sociales et culturelles. Les risques ont une subjectivité puisque les risques mis en évidence reçoivent un traitement politique, sanitaire, civique, etc., lorsque d'autres restent sans traitement en touchant seulement les populations sans poids politique. Par exemple, les risques que prennent les travailleuses de rue lorsqu'elles ne peuvent pas communiquer à leurs clients pour les filtrer. La hiérarchie des risques diffère selon les groupes sociaux et le traitement de ces risques fait l'objet de grands débats, d'opposition de points de vue et de morales. Il en est ainsi du grand débat légal actuel autour des risques que prennent les travailleuses du sexe sans le support du gouvernement (Le Breton, 1995 : 32). Un débat se forme aussi autour des valeurs du risque, puisque l'estimation profane des dangers en matière de santé, d'environnement, ou de pratique physique ou sportive, s'oppose à l'estimation savante de ces situations. L'estimation des experts n'est pas pareille aux estimations des populations fondées sur d'autres critères, tels que leurs liens à la vie quotidienne, à leur proximité de l'objet, à leur connaissance du milieu, à l'évaluation de leurs aptitudes personnelles. D'abord, les recherches et les informations des experts sur un tel sujet ne reflètent pas toujours bien les opinions de la population affectée. On veut donc savoir l'opinion des travailleuses du sexe sur ce débat légal autour de leur travail (Le Breton, 1995 : 36).

Certains voient le travail du sexe, spécifiquement celui dans les rues, comme une pratique à risque. Alors, les pratiques à risque impliquent une incertitude relative, la confrontation à un danger réel ou imaginaire. Cette pratique confronte l'incertitude de l'environnement, la défaillance personnelle, et la mauvaise appréciation d'une information cruciale. Elle n'a pas un déroulement prédéterminé. Le Breton donne l'exemple d'un alpiniste qui sait que le danger est inhérent à sa pratique, il attache toute sa vigilance à pressentir sa pratique, à le contenir (Le Breton, 1995 : 67). Il médite chaque geste, et pèse chaque décision sans ignorer les conséquences en cas d'erreur. Aussi, il anticipe les menaces auxquelles il peut faire face, et il envisage sa retraite s'il échoue. Les alpinistes savent que la mort est un des risques qu'ils prennent en grim pant, mais ils s'efforcent de mettre la chance de leur côté. Ils doivent d'abord évaluer le danger, maîtriser l'incertitude tant qu'elle reste à la portée, et sinon rebrousser chemin au plus vite dans un abri. C'est pour cela que la pratique n'est pas un abandon à l'inconnu, mais un corps à corps avec un risque calculé, avec une situation étudiée (Le Breton, 1995, p. 67). Les démarches de calcul du risque dans la pratique du travail du sexe suivent les mêmes étapes que l'exemple de l'alpinisme.

## 2.7 La «victimisation» des personnes prostituées de la rue

Un article de Rochelle L. Dalla, Yan Xia et Heather Kennedy (2003) analyse la «victimisation» des travailleuses du sexe de la rue. Cette recherche portant sur une population de 43 femmes; toutes âgées de 18 et plus, permet de décrire les prostituées de la rue comme des êtres plus vulnérables relativement aux attaques physiques et sexuelles. Dans cette étude, 32 des participantes ont vécu au moins un abus sexuel pendant l'enfance. La violence exercée sur les personnes prostituées de la rue est immense. Ces femmes y risquent parfois, voir très souvent, leur vie. L'étude souligne que 31 des participantes interrogées ont été agressées sévèrement par leur partenaire, client ou « pimp » (Dalla et coll. : 1380).

Le recrutement des participantes a été fait au travers d'un programme d'intervention pour aider les personnes prostituées à quitter la prostitution. Avec la permission du directeur du programme, un membre de la recherche a participé aux rencontres chaque semaine pendant 17 mois. Des interviews ont été réalisées avec certaines participantes au programme, mais environ 14 interviews ont été réalisées avec des femmes en prison. En plus de l'interview, les participantes à la recherche ont dû remplir un questionnaire sur leurs expériences. Une des participantes interrogées à propos du viol qu'elle avait subi a répondu qu'elle voyait ça comme le fait de ne pas se faire payer pour ses services. Il est étonnant de constater combien ces femmes ne semblent pas avoir de ressentiment face à ces actions qu'elles traitent comme rien de sérieux et qu'elles rapportent rarement aux policiers. Elles pensent que les policiers ne prendraient pas l'incident au sérieux parce qu'elles sont des prostituées de rue. Pour éviter autant que possible les agressions, elles essaient de se retrouver avec des clients recommandés par une autre prostituée ; rencontrent les clients à un endroit désigné et refusent d'aller trop loin de cet endroit avec eux; refusent d'entrer dans la voiture des clients. Une prostituée aurait dit qu'elle refuse les hommes blancs avec un camion rouge puisqu'ils sont « dangereux ». Malgré ces précautions la sécurité n'est jamais garantie. Cette recherche a démontré que la victimisation de ces femmes aurait commencé pour la plupart dès l'enfance et a continué lorsqu'elles sont devenues adultes. Ce qui semble étonnant dans ces témoignages des personnes prostituées de la rue c'est qu'elles ont rapporté avoir vécu plus de violence entre les mains de leur conjoint et de leur « pimp » que de celles de leurs clients (Dalla et coll. : 1389).

## 2.8 Question de recherche et hypothèses de travail

La question des prostituées de rue touche à plusieurs aspects de la prostitution et notamment celui du risque et de la régularisation des conditions de vie sur la rue autant que ceux relatifs à la prostitution même. Nous avons vu combien la question de la décriminalisation si ce n'est de la légalisation de la prostitution dans le monde exerce une pression à la fois sur les femmes et sur les démocraties sur le plan des droits individuels et collectifs. Notre propos ne sera donc pas de montrer à nouveau ces aspects fondamentaux de la présence de la prostitution, mais plutôt tentera de connaître dans le contexte particulier canadien, où récemment la Cour Suprême du Canada a tranché sur la question entre la décriminalisation et la légalisation, choisissant de prôner la légalisation de la prostitution, de considérer l'état de vulnérabilité et les risques encourus par les prostituées de la rue, considérées parmi les personnes qui connaissent le moins bien leurs droits en tant qu'individus dans notre société. En effet, nous postulons que si ces femmes, parmi les plus vulnérables de la prostitution, pouvaient obtenir une formation de base sur leurs droits, elles seraient plus à même de pouvoir se défendre et ainsi de se sortir de la prostitution de rue.

Notre position semblerait, à cet égard, celle avancée par les abolitionnistes, mais il n'en est rien. Nous suggérons plutôt que cette prérogative à l'avancement des femmes prostituées de rue dans la connaissance de leurs droits augmenterait les chances de pouvoir garder contact avec elles et ainsi de pouvoir être mieux à même de les protéger contre l'extrême violence potentielle qui sévit dans la rue. S'il est difficile actuellement de prévoir les conséquences et les risques que devront prendre les femmes prostituées de la rue, qui sont le plus souvent considérées parmi les plus vulnérables (Provencher, Côté, Blais & Manseau, 2013; Benoit, 2008; Parent, 2005) d'entre toutes, peut-on les interroger sur leurs droits (relation avec les policiers, avec les clients et avec les autres prostituées que sont par exemple les escortes...) avec l'adoption de la nouvelle loi C-36? Cette question vise à comprendre comment les prostituées de la rue appréhendent les nouveaux changements de la loi C-36 sur leurs conditions de vie (publique et privée) et sur leur relation avec les clients, les proxénètes notamment qui, eux, doivent composer désormais avec la criminalisation de leur désir et relation au monde prostitutionnel. Nous avons choisi à cet égard d'interroger les femmes prostituées de la rue vivant dans le nord de l'Ontario précisément pour montrer le contraste et le flou engendré par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi C-36. Ainsi, et c'est là une hypothèse, à Sudbury et à North Bay, où s'est déroulée la recherche, comme ailleurs dans les régions plus rurales du monde, l'isolement est plus accru en région et le recul des droits des prostituées plus présent dans un contexte de criminalisation des clients et des proxénètes. Cette situation entraîne, et c'est là

une deuxième hypothèse, plus de violence et le recul généralisé des droits des femmes prostituées et des personnes prostituées en général.

Le prochain chapitre présente le cadre théorique de l'intersectionnalité et le cadre conceptuel relatif au concept de confiance soutenant à la fois notre question de recherche et la position qui s'y rattache.

## CHAPITRE 3

### CADRES THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

L'intersectionnalité est un concept à partir duquel nous proposons de développer notre analyse sur l'impact de la loi C-36 et les travailleuses du sexe de la rue à Sudbury et North Bay. Dans le monde francophone, le concept d'intersectionnalité a vu le jour en France en 2004 à l'occasion de la polémique relative à la prostitution et au port du voile. En ce qui a trait à la prostitution il s'agissait, plus précisément, d'une «mobilisation des personnes prostituées et des travailleuses du sexe contre la Loi sur la Sécurité intérieure de 2002, qui (en France) pénalisait le racolage dit 'passif'» (Dorlin, 2012). Le fait de définir la prostitution comme une des pires violences faites aux femmes suggérait qu'une partie des femmes pouvaient y échapper et que l'autre devenait pour ainsi dire des «victimes». Cette division entre prostituées et non-prostituées allait prendre une autre orientation par le fait que beaucoup de femmes prostituées en France sont issues de l'immigration. Aussi cette division, accentuée par la provenance ethnique, entre les femmes «non blanches» et celles issues du monde post colonialiste et/ou les non-Occidentales fit apparaître des rapports de pouvoir fondés sur le genre, la sexualité, la couleur, la «race» ou l'ethnie, la classe, mais aussi la génération. C'est dans cet esprit que nous comptons interroger l'impact de la loi C-36 sur les travailleuses du sexe de la rue dans le nord de l'Ontario. L'intersectionnalité sera composée des rapports de classes sociales entre les escortes (plus en sécurité) et les travailleuses du sexe de la rue (plus indépendantes); et la scolarisation qui repose sur l'accès à l'information portant sur la loi C-36. La scolarisation joue selon que l'on est une militante travailleuse du sexe (bien informée) ou une travailleuse du sexe de la rue (en général moins scolarisée). Nous comptons donc à partir des rapports de classes et le niveau de scolarité (niveau d'accès à l'information) saisir la division entre les prostituées elles-mêmes et leur positionnement face au débat portant sur la loi C-36.

#### 3.1 Cadre théorique : les théories sur les inégalités

Plusieurs inégalités ont été décrites entre les hommes et les femmes. Son ouvrage intitulé *Le féminisme irréductible : discours sur la vie et la loi (2004)* aborde l'analyse des classes sociales de sexe fondées sur la violence sexuelle envers les femmes, la pornographie et la domination masculine et le harcèlement sexuel. Elle souligne que cette inégalité de traitement existe jusque dans la langue française, notamment, où le masculin occupe une position fondée sur une hiérarchie représentant l'Homme (avec un grand H) tandis que les femmes elles, ne possèdent pas une telle



place. De plus, on comprend ainsi, toujours selon les règles grammaticales de la langue française, que le masculin engloberait le féminin. En fait, la place des hommes et des femmes existe linguistiquement lorsque le féminin occupe une position marquée par le genre et impose sa différence, affirme MacKinnon (2004).

Depuis plusieurs années on reconnaît qu'il existe une différence de classe sociale entre les femmes. On affirme que la réalité sociale n'est pas vécue de la même façon pour toutes les femmes ce qui explique que la catégorie de femme n'est pas une catégorie biologique, mais sociologique (Elias, 1997 : 65). D'abord, les femmes vivaient une hiérarchie entre elles de manière différentielle en fonction de leur classe sociale d'origine (celle développée dans le cadre familial) et leur classe sociale d'appartenance (celle construite dans la vie adulte). Dans le cas qui nous occupe, les travailleuses du sexe qui sont des escortes ont une relation différente au monde prostitutionnel et à la prostitution en général que les travailleuses du sexe de la rue. Même à l'intérieur de la prostitution, il semblerait que certaines seraient plus égales que d'autres. L'exclusion des femmes prostituées de rue, ainsi que la hiérarchisation entre les femmes prostituées, apparaît donc au centre de notre questionnement relatif à l'intersectionnalité.

### 3.1.1 L'intersectionnalité : Théorie critique raciale

Dans un de ses textes, intitulé *L'atlantique féministe: l'intersectionnalité en débat* (2012), Dorlin désigne l'intersectionnalité par «l'appréhension croisée ou imbriquée des rapports de pouvoir». Ce concept élaboré par Crenshaw en 1989, critique les stratégies des mouvements féministes et antiracistes en montrant comment les dispositifs législatifs de lutte contre les discriminations réifient les catégories exclusives (femme, homme...). Cette approche de Crenshaw (1989) a permis de développer un champ d'analyse appelé la *Critical Race Theory* qui entend dénoncer les catégories de «sexe», de «race» et de «classe». Cette analyse met en cause les mouvements de lutte pour les droits des femmes et des Afro-américaines en accusant ces mobilisations d'avoir été incapables de transcender les différences. En effet, cette critique montre qu'elles ont plutôt eut tendance à uniformiser les différences internes qui les traversent (Dorlin, 2012 : 8). Par exemple, les mouvements pour les droits des femmes comprenaient surtout des femmes blanches de la classe moyenne, ou de la bourgeoisie, en oubliant les femmes d'autres communautés culturelles racialisées dès lors par le mouvement. De la même façon, la parole aura surtout été portée par les femmes de la bourgeoisie et de la classe moyenne plutôt que par celles issues du prolétariat. L'exemple que propose Dorlin (2012), à partir de la situation de Clarence

Thomas et d'Anita Hill, deux afro-Américaines, est au centre d'une problématique de racialisation au cœur même du féminisme.

En 1991, le juge Clarence Thomas est accusé de harcèlement sexuel par une de ces anciennes collaboratrices, Anita Hill. Il devenait impossible pour Anita de dénoncer le sexisme de Clarence sans donner des arguments aux tenants de position racistes évoquant le vieux stéréotype de «l'homme noir violent et misogyne». À l'intersection du sexisme et du racisme, l'expérience d'Anita Hill est devenue invisible et inaudible dans la langue du féminisme majoritaire (Dorlin, 2012 :8).

En 2009, Dorlin a réalisé lors de l'élargissement de sa critique que la segmentation de l'intersectionnalité est fondamentalement le fait du droit et des politiques publiques États-Uniennes qui incitent à catégoriser de façon exclusive les discriminations. D'après Dorlin :

*(...) si le droit a tendance à appréhender les discriminations de façon exclusive, une critique du droit doit tenir compte du fait qu'elles ne s'excluent pas les unes des autres, mais peut au contraire s'inclure. L'intersectionnalité est utile comme un concept critique du droit, pas nécessairement comme critique générale, mais un concept critique lié à une tradition juridique bien précise (Dorlin, 2012 :8).*

Les recherches de Crenshaw, rapportées par Dorlin (2012), permettent de considérer le concept d'intersectionnalité comme la façon dont les femmes font l'expérience du sexisme et du racisme. Les expériences de la domination raciste et du sexisme des femmes concernées par l'intersectionnalité sont rendues invisibles sur le plan des catégorisations juridiques et du droit autant que par la rhétorique militante. On glisse, alors, selon Dorlin, d'une analyse de la domination vers une phénoménologie de la domination (2012 : 9).

L'auteure avance l'idée que le terme intersectionnalité, puisqu'il possède une certaine neutralité sémantique et une formalité critique, résout la question de l'engendrement des rapports de pouvoir. La logique intersectionnelle de la domination repose sur l'idée que toute domination est fondée sur la classe d'appartenance, les rapports sociaux de sexe (de genre) et de «race» ou ethnique. Le rapport de domination se fonde sur l'opposition entre une femme blanche, hétérosexuelle qui appartient à une classe privilégiée à une femme racialisée, homosexuelle et économiquement pauvre. Ces dernières sont, par conséquent, confinées dans ces identités dites intersectionnelles ne répondant pas aux archétypes de l'idéal type de la domination. Le racisme, ainsi que le sexisme dépend en soi de la classe, de l'orientation sexuelle, de la couleur et même de l'âge. Les personnes dominées sur une base intersectionnelle se voient inscrites dans au moins deux rapports de pouvoir et doivent vivre, agir et se penser selon le terme de Crenshaw (1989) dans une

«identité intersectionnelle». Crenshaw (1989) parle de ce terme dans les cas précis des «victimes» de la domination croisée, par exemple les femmes afro-américaines. Dorlin affirme que: «l'intersectionnalité tend ainsi à remplacer ce que d'aucuns considéraient comme une litanie embarrassante, celle qui nomme un dispositif complexe, un appareil sophistiqué de rapports de pouvoir qui nous interpelle comme sujet au moment même où il rend méconnaissable nos expériences vécues, kaléidoscopiques, de la domination» (2012 : 14). Le terme «intersection» indique alors que les individus ou les groupes peuvent être à l'intersection de deux ou plusieurs rapports sans que l'on sache où on renvoie ce mode d'existence (Dorlin, 2012 : 12).

### 3.1.2 L'intersectionnalité et les inégalités sociales entre les femmes

La sociologue québécoise, professeure à l'Université de Montréal, Sirma Bilge, définit la théorie entourant l'intersectionnalité dans son article «Théorisation féministe de l'intersectionnalité» (2009). L'objectif de cet article est de montrer certaines limites du pouvoir explicatif de l'intersectionnalité et de proposer des pistes éclairant les discussions déjà amorcées sur le plan théorique. Elle indique que l'intersectionnalité est une théorie transdisciplinaire visant à appréhender les identités et les inégalités sociales avec une approche intégrée. Elle refuse le cloisonnement et la hiérarchisation des axes de la différenciation sociale, comme le sexe/genre, classe, race/ethnicité, âge, handicap et l'orientation sexuelle (Bilge, 2009: 70-71). La force de l'intersectionnalité est qu'elle est suffisamment vague pour pouvoir combiner deux grandes idées courantes du féminisme : la théorie féministe noire et la pensée féministe postmoderne/poststructuraliste. Toutefois, un des problèmes récurrents rencontrés par les théoriciennes de l'intersectionnalité est de trouver un point consensuel. L'utilisation des termes faisant référence aux catégories/identités/processus est «mutuellement constitutif» de la question ontologique et épistémologique de l'intersectionnalité. Il en ressort selon Bilge (2009), de multiples controverses. L'intersectionnalité s'apparente à un «discours doxographique», qui est un discours du deuxième ordre ou «métathéorique». Un débat ontologique né de l'ensemble des travaux sur l'intersectionnalité permet à Bilge (2009) de conceptualiser les relations entre les différentes catégories. Plusieurs questions ontologiques et épistémologiques s'entremêlent selon elle. Bilge (2009) cherche à montrer que les individus vivent en embrassant plusieurs catégories simultanément (Dorlin, 2012 :78). Elle rapporte qu'Anthias et Yuval-Davis (1992) affirment que chaque axe social avait une base ontologique irréductible et que ces axes étaient issus d'une production sociohistorique imbriquée l'une dans l'autre. La sociologue se demande comment, si ces catégories

ont une base différente et irréductible, peuvent-elles en théorie se constituer mutuellement? (Dorlin, 2012: 80).

### 3.1.3 L'approche intersectionnelle et les théories sociales

Plusieurs théoriciennes affirment, selon Bilge (2009), qu'une définition plus précisée et plus fine est devenue nécessaire pour parvenir à tisser des liens entre l'intersectionnalité et les théories sociales plus générales. Bilge (2009) rapporte également que selon la sociologue, Patricia Hill Collins, l'approche intersectionnelle doit prendre en compte quatre domaines de pouvoir : structurel (lois, institutions), disciplinaire (gestion administrative et bureaucratique), hégémonique (naturalisation culturelle, idéologique des rapports de domination) et interpersonnel (interactions quotidiennes informées par diverses hiérarchies). Cette analyse doit s'inscrire dans une approche constitutive dans laquelle les divisions sociales sont analysées, une à la fois dans leur dimension macro et micro, rapporte Bilge (2009) de la thèse de la sociologue Yuval-Davis (Dorlin, E. 2012: 80). Une autre direction suggérée par Gimene (2001) consiste à se référer aux théories sociologiques plus générales d'inspiration marxiste. On remarque alors deux postures différentes des relations entre les axes et la division sociale. La première tendance instaure une certaine hiérarchie entre les axes en suggérant que l'inégalité de classe est centrale par rapport aux autres formes d'inégalité. La deuxième traite de la question de la hiérarchie sociale éventuelle entre les axes des inégalités sociales reposant sur une question empirique qu'il faut considérer en situant l'objet d'étude dans son contexte sociohistorique. Certaines auteures, comme Knapp (2005), Walby (2007), Acker (2006), et Hall (voir Hall 1980, 1985, 1986) élargissent la portée théorique de l'intersectionnalité sans y faire reposer un système social spécifique «surdéterminé».

Une première proposition, soulignée par Bilge (2009), vient de Knapp (2005 : 259) qui suggère que l'intersectionnalité repose sur une théorie sociale critique générale qui laisse de côté les analyses microsociologiques pour mieux comprendre les aspects structurels de la subjectivation et des positionnements du sujet structuré (Dorlin, 2012: 82). Les perspectives d'Acker (2006), quant à elles, sont plus ambiguës puisqu'elle suggère de donner plus d'importance aux inégalités de classe comparativement aux autres formes d'inégalités. Elle justifie cette position par le fait que les inégalités de classe apparaissent légitimes au social comme au légal, lorsque les inégalités de race et de genre sont perçues comme discriminations. La classe sociale est ainsi conceptualisée à travers sa signification économique tout en analysant comment les classes genrées et racisées traversent les rapports sociaux de classe et contribuent à leur production et reproduction. Selon Bilge (2009),

Walby (2007) permet de son côté d'élargir la portée théorique de l'intersectionnalité en utilisant la théorie de la complexité. Elle pense qu'il est possible de recourir à l'approche «réductionniste ségrégative» de Yuval-Davis (1992) dans deux directions. D'une part, par l'assemblage entre les différents systèmes de relation sociale et, d'autre part, par la théorisation des différents types de relations sociales.

Sur le plan ontologique, l'intersectionnalité doit être comprise de manière plus spécifique et en profondeur pour chaque relation sociale. Elle doit également être théorisée de manière à obtenir une compréhension plus adéquate des systèmes et des domaines d'institutionnalisation des inégalités. À cet effet, la théorie de Hall (voir Hall 1980, 1985, 1986) peut être un complément important à l'intersectionnalité puisqu'elle permet de composer avec une fluidité liée au constructivisme social et à la théorie postmoderne. Elle permet de démontrer la pertinence des analyses en détail des formations sociales de «race», de classe, et de genre en reconnaissant et en examinant leur indépendance. L'intersectionnalité permet ainsi d'éviter le «réductionnisme horizontal» que l'on connaît et qui est induit par l'incapacité à appréhender l'autonomie relative des systèmes sociaux afin de les conceptualiser de manière distincte. La théorie de l'intersectionnalité permet aussi d'éviter le «réductionnisme vertical» qui est l'aplanissement de toutes les médiations entre les différentes formations sociales (Dorlin, 2012: 83-84).

L'intersectionnalité au cœur du mouvement féministe est en négociation constante. Cette théorie est en effet un terrain miné marqué par des échanges robustes qui soulève des acteurs, actrices, et des points de vue différents, voir divergents remettant en cause 40 ans de militantisme des femmes. Ces actrices reconnaissent la complexité des inégalités et des identités sociales et ne manquent pas d'identifier les limites théoriques de l'intersectionnalité en plus de proposer diverses solutions. Selon Bilge (2009), la position de Dorlin (2012) dans ce débat est de veiller à l'autonomie relative des systèmes qui produisent de telles inégalités sociales. Dorlin (2012) s'appuierait sur l'approche de Walby (2007) particulièrement pertinente à son avis, puisqu'elle permet de théoriser en profondeur les ontologies spécifiques de chaque système d'inégalité sociale. La théorie de l'articulation de Hall (voir Hall 1980, 1985, 1986), n'est pas en reste à cet égard parce qu'elle apporte un éclairage nouveau à l'articulation des différentes instances sociale de l'interprétation du concept de «race», de classe, et de genre (Dorlin, 2012: 85).

### 3.2 Cadre conceptuel de l'étude : la confiance chez la travailleuse du sexe de la rue

La travailleuse du sexe de la rue doit développer un rapport de confiance à la fois à partir de ses connaissances de la rue et à la fois envers ses clients. C'est un grand risque qu'elle prend lorsqu'elle se trouve dans la rue souvent sans aide de personne (isolée), sans système de protection. Elle doit se protéger des méfaits de la rue et éventuellement de ceux des clients, qui sont très souvent de parfaits inconnus potentiellement dangereux. Alors, pourquoi prendre de tels risques? La travailleuse du sexe de la rue accorde sa confiance à son client pendant un certain temps en avançant à l'aveugle. Elle essaye de sélectionner parmi les clients potentiels ceux à qui elle accordera sa confiance. Elle va utiliser ses compétences et connaissances du terrain de la rue, ses expériences passées, et les dimensions qui lui sont familières pour prendre sa décision. Elle n'a que peu de temps pour prendre cette décision. Elle doit à tout prix éviter les clients qui lui rappellent de mauvaises expériences tout en faisant confiance à ceux qui lui semblent participer de ses expériences positives. Dans un tel contexte, elle ne peut pas se fier à la loi pour se protéger, aussi la sélection des clients se fait de manière tout à fait aléatoire, car jusqu'à la loi C-36, le fait de communiquer à des fins de prostitution demeurait illégal.

Par conséquent, le concept de confiance sera un concept central à notre analyse. La confiance dont doit faire preuve la travailleuse du sexe de la rue est incommensurable avec l'expérience qu'elle détient de la rue et des clients. À cet égard, le sociologue Luhmann (2006) distingue plusieurs formes de confiance. Il y a : «La familiarité, la confiance assurée et la confiance décidée [qui] sont des manières non semblables de faire valoir des attentes – de façon différente de s'assurer » (Luhmann, 2006: 24). La familiarité est une condition de la confiance, les perspectives favorables ainsi que les dangers nécessitent une certaine familiarité qui est typique socialement afin de pouvoir continuer de vivre avec confiance. Le passé sert de guide, une orientation sur le passé peut simplifier le monde et le rendre inoffensif (Luhmann, 2006: 21). On croit que ce qui est passé se perpétuera dans le futur et que ce qui était le sera toujours. Par contre, la familiarité est en changement constant puisque la société elle-même change. Par exemple, on passe de la stratification à la différenciation fonctionnelle où les gens ne sont plus attachés à un contexte social fixe, mais ont besoin d'accéder à tous les systèmes sous-jacents de la société ambiante dont ils dépendent. Ces nouvelles conditions de la société changent la relation de la confiance assurée et décidée. Si la confiance décidée est essentielle aux relations interpersonnelles, son rapport aux systèmes économique et politique n'est plus une affaire de relations personnelles puisque désormais, ces relations exigent une confiance assurée. Cette différenciation fonctionnelle change

aussi les formes d'intégration et d'exclusion. L'inclusion envers les systèmes sociaux dépend de la prise de risque ou du choix rationnel (Luhmann, 2006: 28).

La confiance peut créer des attentes qui peuvent être déçues (Luhmann, 2006: 21). Dans sa définition des deux types de confiance Luhmann (2006) décrit la confiance «décidée» (ou *trust* en anglais) comme celle qui contient un risque puisque lorsqu'on concède à faire confiance à quelqu'un, on accepte le risque potentiel qu'il, ou elle, nous déçoive (Benoit, 2011: 88). Ceci est une décision sur l'engagement fait préalablement. On sait qu'il y a un risque, mais on l'accepte. La confiance «assurée» (ou *confidence* en anglais), quant à elle, découle d'un engagement (assuré) dans le processus de confiance. Dans ce cas, la confiance est concédée puisqu'on a été assuré de ne pas être déçu ou qu'il n'y aura aucune conséquence négative. On sait bien qu'il y a le risque que l'on soit déçu, mais ceci est si rare que l'on n'y pense pas.

Alors, la distinction entre la confiance «décidée» et «assurée» dépend de la perception et de l'attribution du risque encouru. S'il n'y a pas d'autre option, on assume qu'il n'y a pas autant de risque d'être déçu et on est assuré de cet engagement. Lorsqu'il y a plusieurs options il y a plus de risque d'effectuer le mauvais choix et d'être déçu. Mais aussi, la confiance «décidée» existe seulement s'il y a le risque d'un résultat négatif et ce risque d'être déçu dépend de notre conduite préalable (Luhmann, 2006: 22). Ces types de confiance ne sont pas des types séparés ou les attentes peuvent être triées. Ils interagissent entre le risque potentiel et ce que l'on en sait. En effet, «une relation de confiance assurée peut devenir une relation de confiance décidée s'il devient possible (ou s'il apparaît possible) d'éviter cette relation», affirme Luhmann (2006). Dans le développement des sociétés contemporaines plus complexes et plus autoritaires depuis quelques années, nous assistons à moins de confiance assurée et à plus de confiance décidée.

La société contemporaine repose sur deux changements structurels importants, à savoir : la diversification et la particularisation croissante du familial et du non-familial, affirme Luhmann. Aussi, l'augmentation du risque, c'est-à-dire la possibilité de dommages futurs causés par nos actions ou nos omissions, prend la place du danger. Notre rationalité nous oblige à prendre des risques et ces risques impliquent que nous risquons notre confiance (Luhmann, 2006: 32). On consacre beaucoup d'efforts à l'organisation et la planification rationnelle, mais ce ne sont pas toutes les actions qui peuvent être dirigées par une prévision de leurs effets. L'incertitude ressentie peut être parfois le résultat d'un succès ou de l'échec une fois que l'action est accomplie. D'abord, on doit s'engager préalablement et la confiance nous permet de passer au-dessus de ce problème temporel. La confiance est accordée pour un temps et pour avancer dans le succès, mais en cas

d'échec, on a besoin qu'il soit possible de retirer cette confiance (Luhmann, 2006: 28). C'est précisément ce sur quoi comptent les travailleuses du sexe de la rue afin de pouvoir exercer leurs activités. Elles doivent pouvoir compter sur leur confiance «assurée» de la rue et de leur confiance décidée des clients. Les risques sont nombreux en particulier avec l'adoption de la loi c-36 qui criminalise le client.

### 3.2.1 Logique de l'exclusion chez Élias (1997) et le principe de civilité

Norbert Élias (1997) rappelle que la civilisation se rapporte à des données variées autant au niveau de l'évolution technique, aux règles du savoir-vivre, au développement de la connaissance scientifique, aux idées et usages religieux. La civilisation peut s'appliquer à l'habitat et à la cohabitation des femmes et des hommes aux méthodes de répression judiciaire, à la préparation de la nourriture et – à y regarder de près – à tout ce qui peut s'accomplir d'une manière «civilisée» ou «non civilisée» (Elias, 1997: 11). Le terme de «civilité» défini pour la première fois par Érasme de Rotterdam dans un petit traité intitulé *De civilitate morum periliū* publié pour la première fois en 1530 (Elias, 1997:78) montre que le comportement humain en société peut être enseigné; que l'on peut enseigner le savoir-vivre aux jeunes gens. Érasme avait réussi à déterminer certaines actions et attitudes humaines considérées «civilisées» et «non civilisées» et il les avait catégorisées comme telles. À cet égard la thèse de Norbert Elias donnant l'exemple du paysan ou de l'homme de cour, qui se comporte de manière différente permet de mieux s'y retrouver. Aussi, les unités sociales que nous appelons nations se distinguent dans une large mesure par la nature de leur «économie affective», par les moules qui modèlent l'émotivité de l'individu en fonction des traditions institutionnalisées et de la situation du moment.

Pour qualifier ce qui est de l'ordre de la «civilisation» et de la «non-civilisation», on doit essayer d'éviter tous jugements de valeurs, de supériorité et d'embarras. Les termes «civilisé» et «non civilisé» ne signifient pas ce qui est «bon» et «mauvais», mais plutôt, dans le cas de la «non-civilité» ce qui n'est pas encore achevé. Il se peut que nos descendants démontrent les mêmes émotions que nous envers nos ancêtres. Ce sont les mouvements sociaux qui portent les changements des comportements et de savoir-vivre en société. Ce sont eux qui déplacent le seuil ressenti comme étant «pénible». Les bouleversements et les innovations de la Renaissance ont transformé les normes dans les rapports entre humains, jugés plus «convenables» ou «peu convenables» souligne Élias (1997). Ces changements ne furent pas instantanés puisque la société devait intégrer à la fois le monde traditionnel de la «courtoisie» dans la notion de «civilitas» qui



déterminait le savoir-vivre des relations sociales à la nouvelle société montante. Effectivement, il y avait une pression croissante à l'égard des relations humaines exercées les unes par rapport aux autres en vue de s'adapter aux nouvelles normes. Les gens réalisaient aussi, souligne Élias, qu'en reprenant les erreurs de conduite d'une manière polie, spécialement par une personne de rang social supérieur, on favorisait l'instauration des valeurs de manière durable (Elias, 1997: 117). C'est avec le contrôle social que l'ancien code du savoir-vivre s'est progressivement modifié. Transposer le concept de civilité éliasien dans le champ de la prostitution de la rue pourrait sembler téméraire sans introduire l'analyse du concept d'exclusion qu'il présente dans son ouvrage *Logiques de l'exclusion*.

Élias (1997) peut nous aider à saisir le sens de l'exclusion vécue par les prostituées de la rue dans le contexte du changement de la loi C-36 à partir de cette étude. Son étude porte sur une ville de la banlieue anglaise appelée « Winston Parva » composée de 3 quartiers dont un est un quartier résidentiel associé à classes moyennes supérieures ; l'autre est un quartier dont la composition apparaît plus traditionnelle à la manière d'un « village » c'est un quartier ouvrier ancien ; le troisième quartier est un quartier ouvrier composé d'arrivants plus récents. Ainsi, Elias identifie plusieurs barrières sociales sur le plan de la fréquentation des habitants d'un quartier à l'autre. Des barrières également au sein du pouvoir local qui passe davantage entre les deuxième et troisième quartiers, qu'entre le premier et le troisième comme la « stratification sociale » semblerait a priori le prévoir. L'objet initial de l'étude visait à analyser un problème urbain lié à la délinquance juvénile dans le troisième quartier. Cette étude fait l'analyse des inégalités entre ceux que l'on appelle les « établis » (ceux du quartier 1 et 2) et les « marginaux » (ceux du quartier 1 et 3). Il est question de montrer comment le groupe des plus anciens, en s'accaparant tous les pouvoirs, stigmatise l'autre en terme de respect, de dignité et d'estime de soi. Le principe d'exclusion est ainsi compris sans lien avec la division de classe et le racisme sans lien avec la race. L'exclusion repose ainsi sur le refus de contact des établis avec les marginaux. Il faut savoir à cet égard que les marginaux ont intériorisé les principes de stigmatisation dont ils sont victimes du fait, également, de la très forte cohésion et du contrôle social exercés par le groupe des établis. Le groupe des établis exerce un fort contrôle des affects et c'est sur cette base que porte cette grande inégalité qui se veut sans violence directe. La configuration qui en ressort montre la portée d'un ordre collectif spécifique de supériorité et d'infériorité (Elias, 1997).

Dans le contexte qui nous préoccupe, comment la loi C-36 peut-elle exercer de nouvelles normes de « civilité »- entendue comme un savoir-vivre conditionné par des relations sociales

organisées – dans le contexte d'exclusion que vivent les prostituées de la rue face aux inégalités construites au sein même du milieu prostitutionnel entre les escortes, masseuses, danseuses en milieu institutionnel et les travailleuses du sexe de la rue? Préoccupés par cette division entre les travailleuses du sexe nous mettons la question de l'exclusion au cœur du mouvement féministe déchiré actuellement par la loi C-36. Par ailleurs, ce n'est pas seulement le féminisme qui est divisé par cette loi, mais la société tout entière.

### 3.3 Exclusion au sein du mouvement des femmes : une troisième voie!

Criminaliser la prostitution en «interdisant l'achat de services sexuels» tel que proposé par le gouvernement fédéral, avec la loi C-36 adoptée en décembre 2014, introduit une aporie au sein du mouvement féministe (Bloch-London & Jeffers, 2014 ; Le collectif, 25 juin 2013; Namaste, 15 juin 2013; Kissil & Dawey, 2010). Cette «fracture» (Bloch-London & Jeffers, 2014) sépare en deux camps le féminisme en :une position «abolitionniste »qui vise son interdiction totale considérant la prostitution comme l'exploitation de la femme et un symbole primordial de son oppression (Modèle suédois, Loi C-36, CSF, 2014) et une position de « libre-choix » revendiquant les concepts d'autonomie corporelle et le droit au libre-choix afin de fonder une position qui défend le droit de pratiquer le travail du sexe» (Modèle de la Nouvelle-Zélande [règlement sur la santé et la sécurité au sein de l'industrie du sexe], Stella, 2014; Namaste, 2013). Entre les deux positions, nous proposons une troisième voie.

#### 3.3.1 Une troisième voie ou position

Nous proposons une troisième position qui souligne que, bien que la prostitution ne relève pas de l'épanouissement sexuel pour toutes, il faut reconnaître qu'elle se situe bien au carrefour d'une pluralité potentielle de dominations et de violences (Mathieu, 2014). Cette troisième position reconnaît l'hétérogénéité de l'univers de la prostitution dont on ne tient que partiellement compte à travers les positions opposées des abolitionnistes et les tenants du libre choix. Nous souhaitons développer cette troisième voie, comme un troisième choix, dans le cadre de cette thèse.

Une troisième voie avancée dans le texte de Bloch-London et Jeffers (2014), représentant une figure mitoyenne est rapidement rejetée par les théoriciennes au profit d'une position abolitionniste. Cette troisième voie, qui reconnaît l'hétérogénéité de l'univers de la prostitution, renvoie dos à dos les positions abolitionnistes «au symétrique, au misérabiliste et au populiste» à celle du libre choix «condescendante, moralisatrice et idéaliste» (Bloch-London & Jeffers, 2014).

Une lecture intersectionnelle de cette troisième position relative à la prostitution de rue reste à faire et c'est précisément ce que nous souhaitons développer dans le cadre de notre recherche.

### 3.3.2 Une analyse intersectionnelle de la prostitution de la rue

Tenir compte de l'hétérogénéité de l'univers prostitutionnel (travailleuses du sexe de rue et escortes) consiste à mettre en évidence une analyse intersectionnelle de la situation des travailleuses du sexe de la rue. Celle-ci tiendrait compte du fait que ce ne sont pas toutes les travailleuses du sexe qui exercent ce travail dans les mêmes conditions et en fonction de la même situation. Bien qu'il soit difficile actuellement de prévoir les effets de la loi C-36 sur les droits et la sécurité des travailleuses du sexe au Canada, nous avons pensé qu'il serait pertinent d'interroger les femmes que l'on retrouve dans la rue parce qu'elles apparaissent les plus vulnérables parmi l'ensemble des travailleuses du sexe. Une analyse intersectionnelle des travailleuses du sexe de la rue fondée sur l'âge, l'accès à l'information sur la loi C-36 et aux services de santé pouvait contribuer, selon nous, à mieux saisir la disparité entre les travailleuses du sexe.

## CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE

À partir de la recension des écrits, du cadre conceptuel et contextuel de notre étude, nous pouvons constater qu'il existe encore peu de recherches sur l'impact de la loi C-36 sur le travail des personnes prostituées de la rue et sur leurs droits. Il n'existe pas davantage de recherches sur les approches et les méthodes d'intervention liées aux personnes prostituées. Qu'en est-il de cette problématique dans les organisations d'aide aux personnes prostituées à Sudbury et à North Bay? Comment les personnes prostituées vivant dans le nord de l'Ontario en arrivent à faire respecter leurs droits avec la venue de la loi C-36?

Le présent chapitre décrit la méthodologie de la recherche que nous avons utilisée auprès des principales personnes impliquées que sont les femmes prostituées qui doivent, pour certaines, comprendre la nouvelle loi et développer leur travail en relation avec la clientèle et des souteneurs devenus tous criminalisés sous la nouvelle loi. Ce chapitre explique donc concrètement comment nous avons procédé pour parvenir à obtenir des données pour la région de Sudbury et de North Bay. Nous présentons donc les différentes étapes de la recherche entreprise à partir de : la formulation de la demande éthique, la construction d'un guide d'entrevue, la sollicitation auprès de répondantes potentielles, la collecte de données, l'analyse des données et la discussion des résultats.

### 4.1 Les questions et les hypothèses de recherche

Considérant la difficulté d'accéder aux femmes prostituées de la rue nous avons réalisé les difficultés, sur le terrain, de saisir l'impact de la loi C-36. En effet, à cause de la proximité du changement de loi très peu de recherches ont jusqu'à présent permis d'évaluer l'impact de la loi C-36 sur les femmes prostituées de la rue et cela en particulier chez des populations en région éloignée comme Sudbury. La recherche sur les conséquences ou les séquelles de la nouvelle loi seront difficiles à déceler, mais la réalité en région comptera grandement dans la réflexion et la compréhension de l'accès de ces femmes à leurs droits en général. Quelles sont les conséquences d'une telle difficulté d'accéder à leurs droits? Lorsque l'accès à la connaissance de leurs droits à partir de services n'est pas offert quelles en sont les conséquences sur le plan du suivi et de leur sécurité? En somme, comment les groupes d'intervention qui œuvrent dans le domaine de la prostitution parviennent-ils à bien évaluer les risques et conséquences à court terme et à long terme de la loi C-36 sur les travailleuses du sexe de la rue?

Notre principale question de recherche vise donc à connaître les conséquences et les risques que devront prendre les femmes prostituées de la rue, ces êtres considérés comme parmi les plus vulnérables de la société (Provencher, Côté, Blais & Manseau, 2013; Benoit, 2008; Parent, 2005). Pour parvenir à saisir ces conséquences et risques nous les avons interrogées sur leurs droits (relation avec les policiers, avec les clients et avec les autres prostituées que sont par exemple les escortes) et leur compréhension de leurs droits avec l'adoption de la nouvelle loi C-36? Cette question visait à comprendre dans quelle mesure les prostituées de la rue appréhendent les nouveaux changements de la loi C-36 sur leur condition de vie (publique et privée) et sur leur relation avec les clients, les proxénètes notamment qui, eux, doivent composer désormais avec la criminalisation de leur désir et relation au monde prostitutionnel.

La présente étude vise à tenir compte de l'impact de la loi C-36 sur les conditions de vie des travailleuses du sexe à Sudbury et dans les régions du Nord de l'Ontario et cela à travers le témoignage des femmes prostituées de rue. Nous souhaitons surtout comprendre comment ces femmes parviennent à actualiser leur réalité à la situation et aux changements qui s'annoncent sur la réalité. De la même manière, nous comptons questionner la compréhension de leurs droits particulièrement dans les régions du Nord qui présentent des situations d'isolement plus présentes que dans d'autres régions plus urbaines. Nous choisissons, dans le cadre de notre recherche, de saisir les facteurs intersectionnels spécifiques à la situation des femmes prostituées de Sudbury et de sa région.

#### 4.1.1 La méthode de recherche

L'approche qualitative a été utilisée dans cette étude et plus précisément le **récit de vie** (Bertaux, 1997) afin d'aller chercher la composante narrative des femmes qui ont vécu de la violence conjugale et qui ont eu recours au réseau d'aide et de services d'intervention offerts à Sudbury. Si le récit de vie est l'une des pratiques les plus courantes de la conversation ordinaire, il permet, dans le contexte qui est le nôtre, de mettre en évidence le récit des échanges quotidiens entre les femmes et les diverses organisations entourant les TSPT. L'intérêt étant de mettre en relief des tranches de vie qui s'échangent entre elles, avec les intervenantes formant ce que **Paul Ricœur (1990)** a nommé des «identités narratives», identités personnelles ou dans certains cas, associatives. Sur le plan personnel, le récit de vie permet d'attester de son existence tandis que sur le plan collectif, comme c'est le cas de la présente démarche qualitative, le récit de vie s'avère davantage

des « lieux de mémoire » permettant d'établir des identités collectives et, dans le cas qui nous occupe précisément, il permet de donner la parole à celles qui en ont été privées.

À moins d'être transcrits ou recomposés, les récits de vie disparaissent avec les occasions qui les ont vus se former. L'écriture des récits de vie permet d'en constituer l'histoire et d'inscrire ces identités collectives dans la durée. Ainsi, c'est avec l'écriture que se constitue l'histoire qui offre la possibilité de fixer la mémoire humaine dans la durée. Le récit met de l'ordre dans le flux désordonné des événements et la recherche permet de comprendre, voire d'expliquer la suite des événements, en un mot d'en construire le sens.

Pour Daniel Bertaux (1997), l'expression récit de vie résulte d'une forme particulière d'entretien, l'entretien narratif, au cours duquel un chercheur demande à une personne de lui raconter son expérience vécue, toute ou une partie. Chez Bertaux (2005), le recours au récit de vie comme description, sous forme narrative, de l'expérience vécue est enrichie d'une dimension diachronique qui permet de saisir les logiques d'action dans leur développement biographique et synchronique sous la configuration des rapports sociaux dans leur développement historique.

La transcription des témoignages oraux que nous avons recueillis sur le terrain est la forme de récit de vie que nous avons privilégiée puisqu'elle nous permet de composer, avec la parole des femmes (femmes ayant vécu de la violence conjugale) et des intervenantes (en milieux d'aide), un texte en adaptant cette parole au support d'analyse thématique (synchronique) et argumentative (diachronique), texte qui a été construit à l'aide de nos guides d'entrevue. Cette approche du récit de vie inclut des éléments de biographie et même d'autobiographie puisqu'il s'agit du récit des femmes interrogées que nous transcrivons à la troisième personne. Cette transcription sera en grande partie une histoire rétrospective de ces femmes.

#### 4.2 La collecte de données

Dans un premier temps, nous avons obtenu une accréditation déontologique du bureau de l'éthique de l'Université Laurentienne qui comportait un formulaire de consentement (voir l'annexe 2) et un guide d'entrevue. Ce guide d'entrevue (l'Annexe 3a destinée aux femmes prostituées) a été formulé à partir des principaux thèmes de la recherche. Ces thèmes ont guidé la collecte de données sur le terrain auprès des femmes qui fréquentaient les centres d'aide aux femmes prostituées des régions au moment de la collecte qui a eu lieu en juillet 2014 et en mars 2015.

#### 4.3 L'échantillon

Nous avons choisi d'étudier la situation de la prostitution de rue dans le nord de l'Ontario. Ce n'était pas évident de chercher et trouver des participantes pour cette recherche et c'est à l'aide des organisations qui oeuvrent auprès de ces femmes que nous avons réussi à approcher quelques participantes. Lors du terrain six femmes sont passées en entrevue, pour un total de sept entrevues avec des femmes prostituées ou ex-prostituées et une femme d'une organisation. Une femme professionnelle ne voulait pas être identifiée comme travailleuse du sexe alors elle a fait deux entrevues séparées. Le niveau d'éducation varie entre les participantes.

Une répondante n'avait pas complété ses études secondaires alors qu'une autre possédait un baccalauréat. La plupart des participantes avaient plus de 25 ans alors qu'une avait 24 ans au moment de la recherche. Il y a aussi un mélange du niveau d'expérience avec l'industrie du sexe. Deux des participantes avaient plus de dix ans d'expérience dans l'industrie alors qu'une autre avait moins d'un an. La plupart n'avaient pas de très hauts revenus parce qu'elles avaient travaillé sur une base non continue. Une seule parvenait à accéder à un revenu moyen. Deux des participantes étaient en relation avec quelqu'un ; une était séparée de son conjoint ; et, les autres étaient célibataires. Elles avaient toutes un enfant ou plus à leur charge.

#### 4.4 Collecte de données

Les entrevues se sont déroulées dans un lieu neutre, la bibliothèque municipale de Sudbury, et au centre de conférence ou au Holiday Inn Express et à la bibliothèque municipale de North Bay. Les entrevues ont eu une durée maximale de 2 heures et si la participante voulait plus de temps, une deuxième entrevue pouvait être organisée. Nous avons choisi de ne pas inclure des participants masculins à cause de la différence dans le vécu entre les femmes (souvent monoparentales) et les hommes (célibataires, homosexuels) prostitués de la rue. Les femmes ont plus tendance à être marginalisées et le nombre de femmes étant donné que la pauvreté à travers l'industrie du sexe est plus marquée. La majorité des femmes qui ont participé à la recherche ont eu l'expérience de travailler dans la rue, seulement une travailleuse du sexe n'avait jamais travaillé dans la rue, mais se présentait comme une escorte. Toutes les participantes viennent du nord de l'Ontario principalement pour montrer les différences régionales avec les grands centres urbains.

Les femmes qui ont choisi de participer à l'étude ont toutes été approchées à partir de leur sensibilité relativement à la nouvelle loi C-36. Nous avons choisi de rencontrer individuellement les femmes prostituées afin de favoriser la discussion et la sensibilisation à la question. Ce choix a en

effet permis l'éclosion de nombreux témoignages qui ne seraient pas apparus facilement si nous avions été en groupe de discussion, du fait de la difficulté très grande d'accès à cette population isolée, vulnérable et de la promiscuité des communautés de petites villes du nord de l'Ontario.

Il est, par ailleurs, très important de noter que les propos recueillis sont ceux des répondantes que nous avons rencontrées. Il faut ainsi éviter de généraliser ces opinions à toutes les femmes prostituées qu'elles réalisent ou non la réalité de leur situation et de leur positionnement de prostituée devant la loi C-36. Par contre, on se doit de respecter le vécu de ces répondantes et nous remercions chaleureusement celles qui ont eu le courage de nous parler et qui nous permettent aujourd'hui, autant que possible, de mieux comprendre les dynamiques politique et sociale de la prise en charge des conséquences et risques que rencontrent les travailleuses du sexe face à leurs droits avec la nouvelle loi C-36.

#### 4.5 L'analyse des résultats

Les résultats obtenus sur le terrain proposent une analyse, à partir des principaux thèmes de notre recherche qui visaient à définir l'impact de la loi C-36 sur les femmes prostituées de rue à travers les points suivants : échanger sur les droits des travailleuses prostituées de la rue; sensibiliser ces femmes du changement de la loi; échanger sur l'impact de la loi sur leur réalité et leurs droits.

##### 4.5.1 Le récit de vie

La plupart des chercheurs en sciences humaines utilisent le récit de vie parce qu'il offre la possibilité de développer plusieurs approches. Certains chercheurs optent pour l'approche *restitutive* qui permet de livrer le récit tel qu'il est laissant libre cours à l'interprétation. D'autres utilisent une approche *illustrative* à partir d'une analyse de contenu en prélevant des extraits d'entretien et en les interprétant relativement à des concepts préalablement définis théoriquement. Une autre approche, s'inspirant de *l'analyse structurale* des récits, vise à découper les entrevues en séquences types pour en extraire les structures implicites. Le choix de l'approche dépend de l'orientation de la problématique de recherche et particulièrement de ce que l'on veut démontrer. C'est ainsi que, dans le cadre de notre recherche, - où nous cherchons à démontrer que les effets de la loi C-36 sur les travailleuses du sexe de la rue sont amplifiés d'une part, par le niveau sensibilisation (selon que la travailleuse est au courant de la situation ou non) et d'autre part, par réalité régionale particulière du nord de l'Ontario et de Sudbury en particulier. Nous avons opté à la fois pour une analyse *restitutive* ou visant à restituer le sens à donner à l'aide liée au niveau de



l'intersectionnalité (âge, sexe, niveau de scolarité, accès à l'information); et pour une approche *illustrative* qui, elle, visera à bien documenter le milieu à partir duquel nous travaillons, c'est-à-dire à Sudbury.

S'inscrivant dans une perspective sociolinguistique, nous avons choisi d'étudier la place des travailleuses du sexe de la rue relativement aux services offerts aux femmes de Sudbury comme une situation illustrant une réalité sociolinguistique. Dans cette perspective, les répondantes ont enrichi considérablement la recherche en apportant une dimension diachronique (travailleuses du sexe informé à travers les médias vs. Travailleuses du sexe isolées ou très peu informées) qui nous a permis de saisir le contexte psychosocial et politique dans lequel se retrouvait les répondantes qui éprouvent des besoins d'information. Les nombreux indices contenus dans leurs récits de vie permettaient de comprendre les conditions d'accès à l'information requise pour faire face au changement de loi. Ces indices permettaient de retracer les principales conditions d'affranchissement du contexte de changement en termes de processus d'appropriation de l'information face à la nouvelle loi.

Les récits de vie que nous avons développés avec les femmes se sont entièrement organisés à partir de ce que les sujets ont bien voulu dire et à partir des souvenirs de leur propre itinéraire. On comprend que la difficulté majeure est entièrement corrélée à la mémoire des femmes qui vivent très souvent dans le contexte du milieu prostitutionnel des situations de risque et de violence. Or, cet exercice de mémorisation ne permet pas d'avoir accès précisément aux hypothèses successives qu'elles ont pu formuler sur leurs droits, permettant de répondre aux questions formulées préalablement et ultérieurement dans un mode inductif propre à la recherche qualitative. Néanmoins, ces récits de vie – ou fragments de vie – témoignent de la complexité du contexte social dans lequel se sont déroulées les entrevues avec ces femmes. Et c'est sans doute du côté de ce contexte qu'il faut chercher une partie des raisons qui expliquent les positions que l'on peut observer chez ces femmes qui oeuvrent dans la rue. Dans ce sens, les récits de vie ont été un enrichissement mutuel autant pour le chercheur dans l'acquisition des connaissances sur le sujet que pour les répondantes qui manifestaient un besoin d'écoute, de reconnaissance et de compréhension.

Nous avons donc effectué la lecture de ces récits de vie, collectés à partir d'entrevues individuelles, que nous exposons en fonction des thématiques préalablement énoncées dans les guides d'entrevue préparés à cet effet. Nous avons ensuite restitué les passages les plus significatifs en tentant d'en interpréter le sens en fonction des connaissances déjà acquises dans notre recension des écrits et cela, à travers sept entrevues individuelles. Nous avons transcrit le récit de chaque

répondante qui a bien voulu prendre la parole, pour ensuite établir la comparaison des discours que nous avons colligés en relation avec les thématiques afin de pouvoir mettre en évidence les ressemblances et les dissemblances dans le discours de chaque femme prostituée de rue. Il s'agissait ainsi d'établir l'analyse comparative des femmes en fonction des thématiques abordées. Au terme de cette démarche, nous récoltons des témoignages riches et explicatifs de la situation qui prévaut relativement aux droits des femmes prostituées de rue à Sudbury.

#### 4.6 Les organisations liées à la prostitution

Les organisations aident les femmes prostituées à s'informer sur les lois, et mettent des ressources à leur disponibilité. Il y a plusieurs organisations d'aide, mais seulement une portion d'entre elles vise spécifiquement à aider les travailleuses et travailleurs du sexe. Dans les grandes villes comme Toronto, Ottawa et Montréal, ces ressources sont plus disponibles. Dans le nord de l'Ontario, ces ressources sont moins évidentes pour les travailleuses et travailleurs du sexe.

À Ottawa, il y a l'organisation POWER (Prostitutes of Ottawa/Gatineau Work Educate and Resist) leur slogan « *Sex workers' rights are human rights* » démontre bien leur but ; ils sont partisans des droits des travailleuses et travailleurs du sexe. C'est une organisation pour la décriminalisation de la prostitution qui a agi comme intervenant dans le cas de Bedford c. Canada. Cette organisation, établie en 2008, est une organisation sans but lucratif qui fonctionne avec le support de volontaires. Elle est ouverte aux travailleuses, passée et présente (ceci inclue les danseuses érotiques, travailleuses de rue, escortes, conversations érotiques) ainsi que tous ceux qui partagent les mêmes points de vue. Sur leur site internet, ils ont une description de leurs visions<sup>4</sup> sous le thème «Power Believes that...» :

*Sex work is honourable, valuable work worthy of celebration; Sex workers are entitled to the same legal and human rights as any other persons in Canada and the same labour rights as any other persons working in Canada; the criminalization of sex workers, their partners, clients and families is unacceptable. The decriminalization of sex work is imperative; Sex workers are the experts about the industry and must be actively and meaningfully included in the development of policies that affect them. Misconceptions about sex work undermine the wellbeing, safety and health of sex workers. Fighting for sex workers' rights is part of a broader movement for social justice. By fighting for sex worker's rights we are contributing to the formation of strong, safe communities for everyone. We must develop strategies to minimize the violence experienced by sex workers.*

---

<sup>4</sup><http://www.powerottawa.ca/>

L'organisation STELLA de Montréal est quant à elle née en 1913, d'une New Yorkaise appelée Maimie Pinzer qui a ouvert à Montréal un refuge, un centre non formel pour les travailleuses du sexe. Ce lieu visait à aider les personnes prostituées à se reposer et à échanger. Une femme, Stella Phillips, y allait régulièrement et fut nommée par Maimie «la plus belle femme de Montréal». Elle était une femme dynamique et colorée qui a beaucoup inspiré l'initiative du groupe *Stella*. Les buts de cette organisation formée en 1994, étaient d'améliorer la qualité de vie des travailleuses du sexe, de sensibiliser et d'éduquer la société aux réalités du travail du sexe afin que les travailleuses aient accès aux mêmes services que la population générale. Leurs objectifs sont<sup>5</sup>:

*d'offrir du soutien et de l'information aux travailleuses du sexe afin qu'elles puissent vivre et travailler en sécurité et avec dignité; de contrer la violence et les différents facteurs qui les mettent à risque de devenir infectées par le VIH et des ITSS, et qui représentent des menaces envers leur intégrité physique; de combattre la discrimination faite aux travailleuses du sexe de même que leur isolement social et leur stigmatisation; de promouvoir la décriminalisation des différentes formes de travail du sexe; de soutenir la participation des travailleuses du sexe à la communauté et dans la mise en œuvre d'actions collectives; de favoriser la création de plates-formes d'échange sur le travail du sexe aux niveaux municipal, provincial, national et international.*

Ils ont aussi plusieurs activités telles que des ateliers d'art, soirées de filles, cliniques médicales et des cliniques de vaccination gratuites ainsi que des services d'écoute téléphonique, d'information et des rencontres individuelles. *Stella* produit aussi une liste de mauvais clients, policiers peu conciliants, et agresseurs qui est publiée chaque mois dans *Stellaire* et dans le magazine *ConStellation*. Ils publient aussi plusieurs études et analyses. Aussi, ils offrent de l'aide et de l'information juridique pour les travailleuses.

Basée à Toronto, l'organisation SPOC (Sex Professionals of Canada) est formée par Amy Lebovitch, Valerie Scott, et Julie Grant. En ligne, ils offrent des ressources pour les travailleuses et travailleurs du sexe, ils s'impliquent aussi dans les cas légaux qui ont rapport au travail du sexe, et sont des partisans pour les droits des travailleuses et travailleurs du sexe. Sur leur site, les travailleuses et travailleurs du sexe ont accès à des ressources, par exemple comment faire leur déclaration d'impôts, ils ont aussi accès à une liste de mauvais clients, des événements, et des nouvelles. Leur mandat et leur mission sont indiqués sur leur site web :

---

<sup>5</sup><http://www.chezstella.org/stella/?q=stella>

1. SPOC is a volunteer run activist network that engages in advocacy and education.
2. SPOC operates on the principle that all forms of consensual adult sex work are valid occupations.
3. SPOC maintains that sex workers have the capacity for choice and our experiences are diverse.
4. SPOC maintains that sex workers deserve labour rights, and occupational health and safety standards defined by sex workers themselves.
5. SPOC members and associates oppose those who seek to 'rescue' sex workers using force or coercive measures including court imposed re-education/exit programs, jails or camps.

We stand for the decriminalization of all forms of sex work in Canada. We oppose legalization because it is always exploitive toward sex workers.

Le "Global Network of Sex Work Projects" (NSWP) est une organisation internationale qui a comme but d'exposer la réalité des travailleurs du sexe, au niveau local, national et international. Au niveau local l'organisation identifie les problèmes rencontrés et permet de répondre par l'action avec les communautés locales et les autorités qui sont discriminatoires à leur rencontre. Au niveau national, cette organisation supporte les groupes locaux dans des forums au niveau national, elle permet de réinitialiser l'ordre du jour, aide à déterminer les législations et les ressources qui touchent les travailleurs du sexe. Au niveau international, elle apporte les expériences des niveaux inférieurs aux débats internationaux, spécifiquement en portant l'attention mondiale sur des questions comme le sida, la traite, les migrations et les droits humains.

Project P.E.A.C.E (Peers Education Advocacy Choice Equality) est une organisation à Sudbury de femmes avec l'expérience d'être une travailleuse du sexe. Cette organisation a comme but d'aider les travailleuses et travailleurs du sexe avec leurs besoins. Ils mentionnent sur leur page Facebook qu'ils peuvent aider à trouver un logement, à soigner les addictions, à accéder aux services de santé et ils aident avec les problèmes légaux. Ils travaillent avec d'autres organisations, la police et la communauté pour adresser les problèmes des travailleuses du sexe. Project P.E.A.C.E. aide aussi les femmes qui veulent s'en sortir, mais ne peuvent pas pour une raison ou une autre. Nous avons eu la chance de parler avec une des cofondatrices du programme, elle nous a indiqué qu'il existait un besoin d'organisation d'aide pour ce groupe de femmes marginalisées. Ce programme créé en 2012, est encore en enfance, mais a initié des liens importants dans la communauté et offre des ressources aux femmes. C'est cette organisation qui est responsable pour l'affiche sur la rue Kathleen, où plusieurs se prostituent, « Real Men Don't Buy Girls ». Le but de cette affiche était d'avoir une discussion sur comment les hommes achètent les services des travailleuses; ils achètent des services des jeunes filles sous l'âge de 18 ans et dans des situations

où elles sont exploitées. L'organisation veut que les femmes puissent travailler sans la peur d'être abusées.

Au travers de l'organisation Accès AIDS à North Bay, un programme spécifiquement pour les travailleuses du sexe a été créé dans les dernières années. Ce programme a comme but de rendre accessible aux femmes un espace libre où elles peuvent avoir accès aux ressources dont elles ont besoin. Nous avons eu l'opportunité de parler à la coordinatrice du programme ; elle a vu le besoin pour le programme dans la région ; il n'y a pas d'organisation qui aide les travailleuses du sexe spécifiquement. Par contre, elle a rencontré des défis qu'elle n'avait pas anticipés. Il n'y a pas seulement un manque d'information accessible aux femmes prostituées, mais aussi pour les organisations d'aide. Le programme offre aux organisations des présentations sur le travail du sexe pour mieux informer leurs employés, pour qu'ils puissent mieux servir les femmes qui entrent dans leur organisation. Le programme a essayé d'avoir des groupes de support, mais les femmes n'ont pas participé puisqu'elles ne veulent pas être identifiées comme travailleuses du sexe. Au lieu, le programme offre des centres d'accueils qui donnent aux femmes l'opportunité d'être anonymes.

## CHAPITRE 5 : LES RÉSULTATS

Les résultats que nous présentons se basent sur une analyse approfondie des thèmes que nous avons employés dans le guide d'entrevue que nous avons utilisé pour collecter les données. L'analyse de ces données a permis de dégager 6 rubriques résumant bien le récit de vie des répondantes que nous avons rencontrées à partir de : l'accès à l'information, l'information en région ; la relation avec les policiers et la peur d'être criminalisée ; la marginalisation de la travailleuse du sexe ; l'univers de la prostitution de rue et le débat sur la prostitution et la loi C-36.

### 5.1. L'accès à l'information : sources, ressources et information accessible

Comment font-elles pour s'informer, où prennent-elles leurs informations et comment se gardent-elles informées? Une des répondantes (R1) est très informée puisqu'elle est la cofondatrice d'une organisation qui oeuvre pour les travailleuses du sexe. Elle se garde bien informée de la loi et des changements de loi en général. La répondante souligne que *'most sex workers are active in their communities more they are informed'* R1. Malgré tout, même celles qui sont éduquées et actives ne comprennent pas tout à fait les tenants et aboutissants de la nouvelle loi C-36. Selon cette répondante *'there is a lack of clarity with this law'* affirme R1.

Une autre répondante (R2), quant à elle, éprouve le besoin de se garder informée, en contact avec les organisations et même avec les services de la police. Elle a aussi travaillé pour une organisation qui offre de l'aide aux femmes en général. Toutefois, même en se gardant informée, proche des réseaux et impliquée dans les ressources relativement à la loi et au changement de la loi sur la prostitution, elle demeure «incertaine quant aux lois régissant le travail du sexe et malgré une compréhension générale de la situation légale il demeure quelques incompréhensions de droit relatif aux travailleurs et travailleuses du sexe» selon elle (R2). En ce qui concerne l'accès à l'information une des répondantes (R3) souligne que lors de son entrée dans l'industrie, *'I was not aware of the laws. It was my clients who kept me informed of what was illegal in the world of prostitution'* R3. Depuis lors, et à l'aide du bénévolat qu'elle fait dans un programme spécifiquement réservé aux travailleuses du sexe, elle est plus à même de pouvoir s'informer adéquatement lui donnant un accès plus facile aux informations qu'elle diffuse aisément.

Les difficultés rencontrées par l'organisme étaient nombreuses notamment en regard de la capacité de pouvoir identifier ces femmes et de s'assurer de leur confiance. La stigmatisation à l'égard de la prostitution, des femmes et des travailleuses du sexe représentait un enjeu important

dans l'approche destinée à chacune d'entre elles. Le fait de vivre dans le nord de l'Ontario représente un défi pour certaines, dont R3 qui affirme qu'elle se garde informée le plus qu'elle peut en consultant les médias. Elle fait aussi du bénévolat pour un nouveau programme, le seul programme spécifique à la situation des travailleuses du sexe dans le nord de l'Ontario, à travers Access Aids Sudbury. Elle peut alors trouver des ressources auprès de la coordonnatrice du programme qui est bien informée des lois régissant le travail du sexe.

La répondante (R6) signale qu'il existe une agence dans le nord de l'Ontario spécifiquement pour les travailleuses du sexe mais la présence même d'une telle agence ne semble pas facile à accepter pour la population. La répondante (R6) travaille pour une nouvelle organisation qui vient en aide aux travailleuses du sexe dans le nord de l'Ontario. Il s'agit d'un programme spécifique qui a commencé en fonction des besoins du milieu. *'Initially the idea of offering services only to sex workers has not been well received'* affirme R6. *'We fought to develop a more general program for single women with special needs, as it was able to accept the agency'* (R6). Dans leur travail avec d'autres agences, la répondante R6 dit faire face à un manque d'information et en conséquence, les travailleuses vivent plus fortement la stigmatisation relative à leur profession. Les travailleuses éprouveraient plus d'incertitude lorsqu'elles travaillent dans le cadre d'une agence dans le milieu, affirme la répondante (R6). Elle souligne *'we need a safe space and where we are not isolated'* (R6). Certaines femmes, souligne la répondante (R6), se présentent au programme en éprouvant beaucoup de honte de leur métier, de ce qu'elles exercent comme profession.

Les ressources pour la répondante sont accessibles si elles sont très actives dans son milieu ajoute (R7). Très impliquée elle ne manque pas d'information. Elle a accès aux ressources nécessaires pour se garder informée relativement à la loi et les changements de la loi qui ont suivi le dépôt de la nouvelle loi C-36. Cette répondante utilise les ressources en ligne, est active au sein des organisations et se rend à des congrès sur la question. Les policiers ne font cependant pas partie des ressources privilégiées par cette répondante R7, à cause de la stigmatisation véhiculée encore par les services de police (nous présentons la situation plus loin). Elle souhaite demeurer dans l'anonymat. Elle se garde bien informée, interagit avec le milieu et utilise les ressources du milieu militant des travailleuses du sexe. Elle est active dans la communauté des travailleuses du sexe. La répondante (R7) utilise l'internet pour se garder informée. Elle fréquente des sites d'organisations d'aide pour les travailleuses du sexe, comme POWER, STELLA et SPOC pour lui expliquer les lois. Elle s'informe à travers des articles académiques et des sites politiques et légaux. Elle utilise l'internet aussi pour afficher les services dont elle a besoin; des sites pour escorte où elle identifie

de nouveaux clients. Elle utilise l'internet pour développer des contacts avec d'autres travailleuses du sexe.

Les informations, les sources et les ressources sont plus accessibles aux femmes privilégiées (escortes...), qui sont aussi en général plus éduquées. La répondante (R1) illustre bien l'intersectionnalité vécu entre les travailleuses du sexe par cette affirmation: « *Why is it that woman who come from homes that are impoverished are sexually abused and end up on the street, but women who come from middle or upper class homes aren't right? So that makes it the lack of resource* » (R 1). La répondante (R1) trouve que les femmes dans la rue sont particulièrement vulnérables puisqu'elles sont souvent dans un environnement de pauvreté, avec peu d'éducation et peu de ressources.

## 5.2 L'accès à l'information en région

L'information en région est primordiale pour ces femmes et dans le contexte de la nouvelle loi C-36. Nous remarquons d'ailleurs la création de nouvelles organisations visant la diffusion des informations relatives à cette nouvelle loi principalement dans les régions de l'Ontario qui étaient moins bien desservies avant la loi C-36. Nous ne pouvons pas véritablement associer ces nouvelles initiatives à la venue de la nouvelle loi, mais les regroupements sont sensibles dans ces régions éloignées du nord de l'Ontario.

La répondante (R5) souligne '*here is a lack of information and resources in northern Ontario*'. La seule façon de se garder informé, selon elle, c'est de manière informelle par le bouche-à-oreille. Elle dit qu'elle lit le journal pour les nouvelles, mais elle n'a jamais rien entendu de substantiel. Elle est originaire de Sault Saint Marie où il n'y a pas de ressources pour aider les travailleurs du sexe. Arrivée depuis trois ans à North Bay, elle a été approchée par une nouvelle organisation qui offre des ressources aux travailleurs du sexe. Dans ce programme il y a peu de travailleurs du sexe qui se présentent et qui utilisent les ressources du programme.

Elle pense qu'elle est la seule qui se présente au programme de support pour les travailleurs du sexe. Elle ignore si le travail du sexe est légal ou non au Canada : '*Um... I still don't know much; like I don't know if it's allowed or not allowed*' (R5). Elle ne s'est jamais informée sur les lois par elle-même. Elle dépend des autres pour s'informer. Elle a entendu des choses sur le changement de loi, mais elle n'est pas trop certaine de bien comprendre. Elle sait vaguement qu'il y a quelque chose relativement au fait de solliciter un client dans la rue et elle a appris comment communiquer aux clients sans s'incriminer, mais c'est encore très relatif.



*When I first started I had no idea that it was legal and that was back in 2009. I didn't know that it was illegal to communicate in public for the purpose of prostitution. I didn't, I didn't know it was illegal to have a bawdy house, but as I started taking clients that started to come up a bit some clients would tell me what the laws were.(R5)*

Selon la répondante (R6), les travailleuses du sexe sont isolées dans le nord puisqu'il n'y a pas d'espace où elles peuvent se sentir en sécurité. Être TS dans une petite ville et garder l'anonymat est difficile.

*But the biggest thing that we're noticing is they don't have the language around sex work, like they don't know anything about sex work. They're following a lot of the myths and stereotypes around sex work. And a lot of them didn't feel competent. The biggest thing that they said is: 'I don't want to do anything cuz I don't want to cause harm'. Which is great in theory but if nobody does anything, if no one does anything, no one picks up the ball, nobody provides training then there's nothing (R7).*

La répondante (R7) à cet égard ne veut pas se faire identifier comme une travailleuse de sexe puisqu'elle vit dans une petite ville dans le nord de l'Ontario. Elle a peur de se faire stigmatiser. «Qui pourra être dirigé vers elle si ses voisins, ses collègues, ses amis, et sa famille découvrent son travail», se demande-t-elle? Aussi, l'entraide entre TS en région est exigeante. La répondante (R7) se voit comme une personne sociable. Ainsi, lorsqu'il y a une nouvelle travailleuse dans la région elle n'hésite pas à s'introduire : *'I'm a great networker so if I'm online and I see that there's a new girl in town, I'll message her like 'hey, if you ever want to get together to chat...!' 'let's meet up for coffee' (R7).*

Les ressources dépendent de la région où elles sont distribuées. Une des répondantes explique la différence entre la situation à Calgary et celle du nord de l'Ontario. Avant de déménager, elle a vécu à Calgary, où elle affirme qu'une caravane communiquait l'information aux femmes dans la rue. Cette communication s'accompagnait d'une distribution de seringues propres (pour les consommatrices de drogue) et de préservatifs. Elles pouvaient même prendre le temps de se réchauffer en consommant un chocolat chaud (Le Documentaire *'Who Cares'* montre cette thèse). Dans le nord de l'Ontario, il n'existe pas de caravane, mais des organisations pour aider les femmes. La répondante (R2) explique que les travailleuses du sexe qui oeuvrent dans la rue ne sont pas motivées pour obtenir des informations si elles ne sont pas associées à d'autres activités liées à

leur travail. C'est pour cette raison qu'une caravane serait plus avantageuse particulièrement dans le nord de l'Ontario où il fait si froid.

### 5.3 La relation avec les policiers et la peur d'être criminalisée

À plusieurs reprises les répondantes (R1-3-7), ont mentionné avoir développé une mauvaise relation avec les policiers par peur de la criminalisation associée à leur métier. Elles auraient eu plusieurs expériences négatives avec les policiers et, ce faisant, elles préfèrent éviter d'y recourir par crainte d'être criminalisées. *'They are not a source of help'* (R3). Selon cette répondante, la nouvelle loi légiférant sur la prostitution n'aidera pas non plus à créer un lien de confiance avec les policiers bien au contraire. Elle mettra plus à risque les travailleuses du sexe.

Les ressources peuvent se présenter sous plusieurs formes. Une ressource peut être une autre travailleuse du sexe, une organisation, ou la police. La répondante (R5) n'était pas à l'aise de parler de sa relation avec les policiers. Bien qu'ils peuvent jouer un rôle important, la répondante (R5) admet qu'ils s'inscrivent au centre de la relation, entre la travailleuse et la loi. Cette position inconfortable fait en sorte qu'elles en viennent à se sentir marginalisées, et même stigmatisées, par les policiers qui les jugeront de toute façon à cause du stigma associé à leur profession.

La cofondatrice d'une organisation qui cherche à aider les travailleuses du sexe (R1) cherche une meilleure relation avec la police dans le but de combler le fossé laissé par les autres organisations pour l'établissement de meilleures relations entre les travailleuses du sexe et la police. Cette répondante (R1) affirme que les travailleuses du sexe qui travaillent dans la rue font davantage face aux crises: *'because sex work is so stigmatised and crisis oriented often that doesn't lend itself to seeking help, to really push and say 'I want this''* (R1).

Les policiers sont aussi, en quelque sorte, une ressource importante dans la rue du fait que ce sont eux qui appliquent la loi. À Calgary, les travailleuses du sexe avaient une mauvaise impression du travail de la police souligne une répondante (R2) *'well the thing is too, like, Calgary and Vancouver police groups that are privatized in Canada, its like they're own private little gang'* (R2). Cette répondante souligne qu'elle a de meilleurs rapports avec les policiers du nord de l'Ontario. Selon elle, «ils agissent plus comme une forme de ressource et d'aide». Elle aurait même un contact «*undercover*» dans la police qui aiderait les femmes à s'informer.

La relation de peur avec les policiers est bien ancrée dans la vie des travailleuses du sexe et elle l'est davantage avec la loi C-36. Selon une répondante, *'women are afraid of being criminalized under the new legislation'* (R1). La loi C-36 vise à faire en sorte que les femmes

arrêtent de se prostituer. C'est pour cette raison qu'elles ne pensent pas qu'ils vont soutenir les travailleuses du sexe qui travaillent dans la rue : *'that's why I say the laws are one thing but the enforcement is a whole different ball game'* (R 1). C'est une évidence pour la répondante R1.

La répondante (R7) a peur de se faire identifier dans son travail de prostituée de la rue, non seulement à travers la stigmatisation à laquelle s'exposent toutes les travailleuses du sexe, mais aussi dans sa vie privée.

*I don't know what I would do. And this is something like I can't get a restraining order, or I could but then I'm outing myself. Right? And my biggest fear is like I have a son, and my son is never involved or around when I'm doing work, like in any capacity. And um, I'm so fearful that if I have to tell somebody then that would be the biggest fear. If I get charged that's one thing, but if children's service finds out then it would be a totally different idea.*(R7)

En exerçant cette profession, elle s'expose à perdre la garde de son fils. C'est ainsi qu'elle craint par-dessus tout de rapporter un incident négatif survenu avec un client à la police par peur d'être identifiée et que cela la poursuive jusque dans sa vie personnelle.

#### 5.4. La marginalisation de la travailleuse du sexe

La travailleuse du sexe est le plus souvent victime de préjugés et très souvent stigmatisée dans tous les espaces de la société. Elle finit par se censurer elle-même. Certaines pourtant affichent une bonne confiance en elles, convaincue de l'importance qu'elles jouent socialement.

La répondante (R2) a vécu des expériences de marginalisation et de stigmatisation au travail et dans la société. Elle souligne des expériences de stigmatisation:

*But you'll get that odd agency. Like when I worked for peer support... I was matching my hours and all that and they match my pay. I had to get a security clearance, and I had to get an interview, and I could tell the girl who was interviewing me was just discussed by me. Like you can just feel that vibe with people and um* (R 2)

La répondante (R2) a déjà été victime de stigmatisation / judiciarisation par la police: *'Some of the police officers too have been judgemental but I'm over that'*. Elle a aussi été arrêtée par la police pour s'être adonnée à communiquer en public à des fins de prostitution. Elle a parfois de la difficulté à se trouver un emploi. Les employeurs lui offrent rarement une chance. Il y a même des membres de sa famille qui l'ont rejetée; *'Yeah, and you know today I am so thankful and blessed, to*

*have my faith, and the little few family members that I do have, and the partner that supports me'. (R 2)*

Il existe des préjugés au sein des agences d'aide et de santé à cause du manque d'informations sur les travailleuses du sexe. Les employées ne savent pas comment s'occuper des travailleuses du sexe et préfèrent en somme ne pas s'en occuper. Ils ont des conceptions faussées par des idées reçues, explique la répondante (R6) et ce notamment à l'effet que plusieurs imaginent que les travailleuses du sexe ont toutes été victimes d'abus sexuels. Les femmes qui travaillent dans la rue le font très souvent pour survivre et ont honte de s'adonner à la prostitution. *'That's how we end up isolated, far from working life and activism'* (R6).

La répondante (R2) vit la prostitution à travers la honte qu'elle éprouve à l'égard de la consommation et de l'abus de substances illicites. Elle explique que : *'when you are drunk you do not care the consequences'*. Elle ne veut pas embarrasser son frère qui est un agent correctionnel à Sudbury.

*And its like okay...you have to think of all the variables, you know my brother's a corrections officer in this town, what if one of his friends saw me, you know what I mean, it's all the other variables around it now, its not about. When you're high, I don't give a fuck, you know what I mean, you don't care. But when you're straight, you think of all the other variables, 'ohh this can happen to me or this can happen to me' you know, let alone a charge.*

C'est pour ça qu'elle veut demeurer *'straight'*, au cas où un ami de son frère s'adonnerait à la voir. Elle se sent marquée au fer par la prostitution. Elle dit : *'I swear I have it written over my head'* puisqu'elle s'est fait arrêter à plusieurs reprises lorsqu'elle était au Tim Hortons. Sa honte est aussi renforcée par la stigmatisation liée à la prostitution dont elle fait partie.

La répondante (R6) explique que plusieurs des femmes qui entrent dans son bureau ont honte de ce qu'elles font. Cette honte contribue à les isoler et limite leur déplacement et les oblige à cacher leur identité (la plupart des travailleuses du sexe empruntent un nom de scène, un pseudonyme).

Il existerait aussi une forme d'autocensure du fait de ce travail «informel», «anonyme» qui agit également sur la difficulté d'accéder à l'information. Selon la répondante (R6), les femmes ne veulent pas se faire identifier comme travailleuses du sexe. Plusieurs femmes se prostituent de manière informelle. Elles ne s'identifient pas comme travailleuses du sexe. Cet anonymat est lié à la stigmatisation à l'égard de la prostitution et à l'égard des femmes en général. Ces femmes qui ne s'identifient pas comme travailleuses du sexe ne vont pas recourir aux ressources pour s'informer.

La répondante (R5) fait référence à une forme d'autocensure qu'elle s'inflige elle-même. Cette répondante (R5) pense souvent qu'elle a quelque chose à se reprocher et s'inquiète en présence d'un policier. Cette attitude d'autocensure contribue largement à la stigmatisation menant à l'abus de substances illicites. Une répondante (R7) avait elle-même des préjugés à l'égard du travail du sexe. Son attirance pour ce travail était rapidement contenue par les préjugés qu'elle avait elle-même à l'égard de la prostitution. Elle a fait des recherches sur le travail du sexe et grâce à ces recherches elle a éliminé ses préjugés. Elle est consciente qu'il existe ce type de préjugé dans la société envers les travailleuses du sexe. Elle a vécu quelques expériences négatives avec des clients qui avaient eux-mêmes des préjugés. *'So they have this like sense of objectification, and kind of like entitlement when they contact me and sometimes are quite rude'*. (R7).

Une répondante révèle une confiance en elle à l'égard de la prostitution et du milieu prostitutionnel. La répondante (R3) trouve son indépendance et la confiance en elle dans la prostitution. Malgré certaines expériences négatives avec des policiers, elle a une attitude positive à l'égard de l'industrie. Elle croit que son travail sert à aider ses clients: *'I gave him confidence, I taught him what is great about himself'* (R3). La répondante (R1) attire l'attention sur le fait qu'elles n'ont pas toutes été victimes d'abus. La répondante (R1) récuse l'idée que toutes les travailleuses du sexe ont été victimes d'abus sexuels et font usage de substances illicites et que ce sont ces événements malheureux qui les ont menées à la prostitution. Selon elle *'most women with a history of abuse come from a poverty and environment who do not have access to resources, but this is not all sex workers who have lived such experiences'* (R1).

### 5.5. Une lecture intersectionnelle de la prostitution

On exerce le métier de prostituée pour des raisons de survivance. Les répondantes montrent combien la prostitution de rue est différente de celle encadrée par les agences. C'est là le lieu précis où se distinguent les types de travailleuses du sexe (escorte, de rue, en agence, dans les salons de massage...) en relation avec l'intersectionnalité. Les travailleuses du sexe de la rue sont celles qui sont le plus à risque et qui vivent dans l'urgence. Le manque d'argent, le recours aux drogues, mènent à la prostitution de rue soulignent plusieurs répondantes. Mais aussi, la travailleuse du sexe qui abuse des drogues peut ressentir beaucoup d'insécurité parce qu'à cours ou moyen terme elle peut se retrouver dans la rue. Aussi, pour quitter la prostitution il faut, pour certaines, quitter l'univers de la drogue. L'industrie du sexe, selon la répondante (R6), *'remains an environment where you meet a lot of women in a survival situation'*. On se prostitue encore beaucoup pour des

raisons financières. De fait, la plupart des participantes au programme affirment devoir travailler dans l'industrie du sexe pour survivre.

La répondante (R2) dit avoir toujours utilisé son intuition dans le cadre de son travail, et utilise des trucs qu'elle a appris à travers les années. Elle a remarqué que *'the sex workers on the street are becoming younger'*. Elle insiste sur cette question du rajeunissement des travailleuses du sexe : *'I swear the girls are getting younger and younger'* (R 2), principalement parce que ces plus jeunes femmes ne connaissent pas bien ce qui se passe dans la rue, elles ne connaissent pas les trucs de la rue. Les avantages et inconvénients (intersectionnels) de la prostitution de la rue se décrivent de la manière suivante :

*Street prostitution is more risky, but at least it is more anonymous', d'après elle, 'It's not as if you work for a pimp or agency (Advantage of prostitution from the street)' (R2) Par contre, 'agencies are safer since there is always someone who knows where you are, you can call the driver and the customer must provide some personal information. (R2)*

La répondante se trouve chanceuse d'avoir rencontré seulement deux mauvais clients dans toute sa vie de travailleuse du sexe.

La répondante (R3) a vécu l'extrême pauvreté. Sans support de ses parents, elle s'est retrouvée jeune dans la rue sans argent. La prostitution s'est ainsi imposée à elle comme une «solution» au problème. La répondante R5 souligne que plusieurs *'prostitute themselves for money and for drugs'*. Ce cercle vicieux de la pauvreté est bien ancré dans la vie des travailleuses du sexe de la rue. La répondante (R5) a commencé à se prostituer, elle aussi, pour avoir l'argent destiné à se procurer de la drogue. C'est la seule raison. *'Um... well to be honest... I think I just needed money for drugs at the time. Uhh, I just didn't think about it, like oh I'm just going to get money for drugs. And it worked so after that it was an every day thing, right?'* Lorsqu'elle a arrêté de consommer des drogues elle s'est rendu compte qu'elle n'avait plus de raison de continuer le travail du sexe dans la rue. Elle voit encore quelques clients avec qui elle a une bonne relation à l'occasion, mais ce n'est pas chaque jour, comme avant.

Pour la répondante (R2) l'abus de substances réduit la sécurité des femmes, puisque selon elle, lorsque tu es sous l'influence des drogues tu ne te soucies pas des conséquences. La stigmatisation à l'égard des travailleuses du sexe notamment à travers les services de police et la société entraîne un sentiment d'insécurité chez ces femmes. Il est nécessaire qu'elles puissent avoir accès à des ressources adéquates et des informations pour faire de meilleurs choix.

## 5.6. Le débat sur la prostitution et la loi C-36

Il existe un débat relativement à la loi C-36 qui sépare le monde de la prostitution en deux positions. La première renvoie l'image de la prostitution comme une victime et l'autre comme un emploi agréable et sans danger. Cette distinction ne tient pas compte des travailleuses du sexe de la rue qui vivent avec l'angoisse du *client à connaître*, de *l'insécurité du monde de la rue*, de *l'absence de solidarité féminine dans la rue* et des *connaissances relativement à la loi* et surtout de la nouvelle loi C-36 qui n'apparaît pas claire.

Selon la répondante (R1) le débat sur le travail du sexe est polarisé entre un discours de victimisation de la personne prostituée et de légalisation de ce travail que l'on présente comme un autre. La répondante (R1) établit une distinction importante entre la victimisation des travailleuses du sexe et la légalisation de la prostitution : *'Legalisation and stigmatisation while related are also separate, in some very important ways. You do need to have that relationship, just by the sheer nature and because often times um people do feel shamed'* (R1). Le débat sur le travail du sexe serait polarisé, certains créent une image de la victime qui a besoin d'aide, qui est abusée et droguée alors que d'autres considèrent le travail du sexe comme un emploi agréable et sans danger.

Quant à la R3, il est clair, pour elle, que la loi C-36 accentue les risques dans la rue parce qu'il sera bien plus difficile de connaître le client devenu «criminalisé». La répondante (R3) pense que :

*(...) the new Bill C-36 creates a risk to sex workers as customers will not want to give information about themselves and to have this information is a way for workers to know their new customers. They will have to take more risk to continue to take on new clients*

En plus, *'they are not going to want to be seen in the street so they will want to hide'* et ce faisant cacher les travailleuses du sexe avec eux. Cela représente un plus grand risque particulièrement pour les travailleuses du sexe de la rue.

*That just means that those guys are not gonna want to be identified, you can't screen them, you can't stand outside and talk to them, you know. It used to take me about 3 or 4 minutes of talking to someone outside their vehicle before I got into the car. These guys aren't gonna want to sit there that long. They don't want to be seen, and you know, for women who are living off of this they're gonna lose clients.(R5)*

La répondante (R5) travaille avec sa sœur qui la soutient en surveillant le véhicule des clients. Elle garde un téléphone avec elle en tout temps. Elle ne se fie pas aux autres travailleurs ou

travailleuses pour se sentir en sécurité. Pour elle (R5), *‘there is no solidarity, no sense of community with other sex workers with respect to safety’* (R5). Selon la répondante (R6) l’isolement que vivent les travailleuses du sexe entre elles, crée un risque puisqu’elles finissent par être moins informées.

Selon la répondante (R6) la nouvelle loi sur le travail du sexe n’est pas facile à comprendre tant elle est compliquée. *‘It is not clear whether women will be criminalized’* affirme-t-elle. Par exemple, la section sur la façon d’annoncer leurs services n’est pas claire et pourtant il est essentiel de comprendre cette section, car elles ont besoin d’annoncer leur service. Elle pense que *‘criminalize clients create more risk to workers because customers are not going to communicate long’*(R6). Quant à la loi, la répondante (R6) trouve qu’il y a un gros manque de clarté. Elle ne sait pas si les femmes seront toujours criminalisées, mais par la porte d’en arrière avec cette loi. C’est pour cette raison qu’elle pense que le programme dans lequel elle s’est impliquée aidera les travailleuses du sexe dans le nord de l’Ontario. Aussi, les organisations dirigées par les travailleuses du sexe sont des sources importantes d’information pour les travailleuses du sexe de la rue.

La répondante (R5) ne se trouve pas très motivée pour s’informer par elle-même. Elle lit les journaux occasionnellement et dépend des organisations pour la rejoindre. La répondante (R5) se dit «passive» face à l’information, aux lois régissant son travail et les ressources auxquelles elle a droit. Elle n’est pas au courant de la loi ni du changement de loi et fait le minimum pour s’informer.

## 5.7 Résumé

En conclusion, l’accès à l’information, l’isolement des communautés du Nord, la relation difficile avec les policiers qui ne changent pas en fonction de la nouvelle loi, la marginalisation de la travailleuse du sexe de la rue, la situation intersectionnelle du milieu prostitutionnel et le débat entourant la loi C-36 sur la sécurité des travailleuses du sexe sont tous des éléments au cœur de la situation des travailleuses du sexe de la rue plus à risque avec cette nouvelle loi C-36.



## CHAPITRE 6 : DISCUSSION

Le présent chapitre est une discussion portant sur les résultats que nous avons obtenus des entrevues menées auprès de travailleuses du sexe de la rue au nord de l'Ontario (Sudbury et North Bay) à la lumière d'une problématique portant sur l'accès à l'information de la loi C-36 chez ces travailleuses en particulier et l'impact de cette loi sur leur réalité vécue dans le milieu prostitutionnel. Ce chapitre poursuit notre question de recherche portant sur les droits qui sont conférés aux travailleuses du sexe de la rue en regard de la loi C-36 et la place qu'on leur reconnaît dans le débat féministe actuel. Nous effectuons ensuite un retour sur les sources bibliographiques existantes que nous avons colligées sur l'intersectionnalité pour montrer les différences entre toutes les travailleuses du sexe pour bien distinguer la marginalisation de celles qui travaillent dans la rue. Nous discutons donc de l'intersectionnalité et de la grande vulnérabilité de ces femmes, des risques encourus avec la nouvelle loi C-36, des services qui leur sont offerts pour mieux assumer leur rôle à partir de cette nouvelle loi et l'ouverture d'une troisième voie qui reconnaît chez la travailleuse du sexe de la rue un espace situé entre la liberté sexuelle et la victimisation.

### 6.1 L'intersectionnalité et la grande vulnérabilité des travailleuses du sexe de la rue

Si ces femmes, parmi les plus vulnérables de la société et du monde prostitutionnel, pouvaient obtenir une formation de base à propos de leur droit, elles seraient plus à même de pouvoir se défendre et peut-être même de se sortir de la rue, car les témoignages de ces femmes montrent bien qu'elles sont aussi en quelque sorte de jeunes femmes sans domicile fixe. Nous devons alors comprendre pourquoi ces femmes sont dans une telle situation de 'vulnérabilité'. L'intersectionnalité nous a aidés à montrer la diversité des fondements de l'inégalité entre les travailleuses du sexe et la plupart des répondantes participantes à notre recherche ont elles-mêmes, identifié ces formes d'inégalités fondées sur les classes sociales et l'âge, entre elles. Nous pourrions ajouter une inégalité de type régional pour les travailleuses du sexe de la rue oeuvrant dans le nord de l'Ontario face à celles qui travaillent au Sud. L'intersectionnalité a permis d'appréhender la complexité des identités et des inégalités sociales entre toutes ces femmes.

Mais aussi, il est bien humain dans nos sociétés de souhaiter être admiré et d'être accepté socialement. L'exclusion, nous l'avons vu avec Elias (1997), est le refus de contact établis avec les marginaux. Or, la sexualité est le plus souvent utilisée en milieu prostitutionnel pour différencier les

individus selon le contexte social au sein duquel ils ou elles sont situées et pour leur assigner un rôle dans la société ou un statut social. Les femmes que nous avons rencontrées ont témoigné d'une stigmatisation et de l'exclusion, d'une marginalisation sociale évidente. Celle-ci se fonde sur la différence et la hiérarchisation entre les sexes, définie par Berdahl (2007). La hiérarchisation fondée sur le sexe est un système social qui met l'emphasis sur les différences entre les sexes et assigne un statut social selon qu'on est un homme ou une femme (Berdahl, 2007). Le statut des femmes est généralement sous classés par rapport à celui des hommes dans une organisation comme le milieu prostitutionnel (Berdahl, 2007: 646). Les différences sont aussi présentes entre les femmes et sont fondées sur une forme de colonisation sur la base de l'âge et surtout du statut économique. Il en résulte une forme de compétition qui divise les femmes entre elles voulant que si, par exemple, une femme pense que son statut social est menacé par une autre femme qu'elle puisse se sentir en compétition (Berdahl, 2007: 651). Dans la littérature on voit une hiérarchisation entre les travailleuses du sexe. Harcourt et Donovan (2004) expliquent que le travail du sexe de la rue est considéré menaçant à cause du niveau de risque et de danger, mais que certaines femmes préfèrent l'indépendance de la rue (Harcourt et Donovan 2004). C'est d'ailleurs ce que nous ont affirmé les répondantes de notre étude. En général, les travailleuses du sexe préfèrent vendre leurs services dans un environnement sécurisé, comme une maison de débauche pour profiter notamment d'un meilleur système de sélection des clients, avoir à sa disposition un chauffeur ou un garde du corps.

Deux des répondantes de notre étude voient le travail du sexe de la rue comme les autres types de travail du sexe. Les autres répondantes semblent plus facilement en accord avec la thèse de Harcourt et Donovan (2004), voulant que le travail du sexe de la rue les mette plus en danger. Le travail dans la rue apparaît en effet plus dangereux que celui qui s'exerce en institution puisque le milieu prostitutionnel encadre, tant bien que mal, le travail exercé entre ses murs. Une répondante prétend, quant à elle, être plus en sécurité puisque les clients risquent d'être moins agressifs en public. On peut voir qu'il existe une hiérarchie entre les types de travailleuses du sexe précisément à cause de la perception du danger du travail du sexe de la rue, même s'il n'y a pas de répondantes qui exprime clairement cette hiérarchie existante entre le travail des escortes par rapport à leur situation dans la rue.

En plus, l'intersectionnalité postule l'interaction des catégories de sexe/genre, classe, race, ethnicité, âge, handicap et orientation sexuelle dans la production et reproduction des inégalités sociales (Bilge, (2009: 70). Les féministes noires américaines ont développé une critique du féminisme blanc et bourgeois des années 1980 et 1990 comme un féminisme colonialiste. Or, les

travailleuses du sexe de la rue sont ainsi marginalisées par un mouvement qui interprète le travail du sexe comme un libre choix.

Alors, en plus d'être confrontées à des inégalités liées à leur sexe, elles sont confrontées à des inégalités à cause de leur identité et classe sociale. La classe sociale est une manière hiérarchisation selon le revenu, la scolarité, le type de travail, l'âge, le sexe, la lignée, le pouvoir et bien d'autres facteurs contribuant à définir des échelles de positions complexes (Dubet, 2003: 71). On définit les classes sociales par le conflit lié à la production des richesses. On postule que ce conflit structure une grande partie de la vie sociale puisqu'elle détermine qui possède les moyens de production et détermine le partage des richesses et l'investissement et qui possède la force de travail exploitable à volonté en échange d'un salaire (Dubet, 2003: 72). La notion de classe désigne la présence et la force de mécanismes de domination sociale. Les rapports sociaux restent marqués par les principes de domination qui sont la capacité d'imposer un jeu et ses règles au nom de la nécessité économique, technique et de la science. Dubet (2003) explique : « la notion de classe est utile quand on cherche à cerner les modes de domination sociale et à expliquer l'expérience des acteurs » (Dubet, 2003: 78).

Evelyn Nakano Glenn a montré que les travaux de Karl Marx sur les classes sociales ignorent totalement la question de la racialisation du travail et les analyses de la division raciale du travail font l'impasse sur les catégories de sexe et de classe (Jaunait, 2010: 589). L'auteure incite à ne pas isoler l'analyse du genre et l'analyse des autres rapports sociaux, en soulignant que : « la domination nécessite d'être appréhendée comme une configuration historique en mutation permanente » (Jaunait, 2010 : 589). Danièle Kergoat (année de publication) arrive à une conclusion similaire lorsqu'elle démontre l'importance des rapports sociaux avec la théorie de l'intersectionnalité. D'abord, la condition ouvrière ne se résume pas à une double oppression, mais constitue un « système intégré » dans lequel l'exploitation de classe n'est pas vécue de la même façon par les hommes et les femmes. Elle s'oppose à l'idée d'une intersection de rapports séparés les uns des autres, alors que les rapports sociaux sont « consubstantiels », donc inséparables les uns des autres (Jaunait, 2010: 590).

Nous devons aussi considérer les rapports sociaux du sexe pris dans « une logique d'organisation du social qui forme un système à travers l'ensemble de l'espace social, sans qu'il y ait *a priori* prépondérance d'une sphère » (Daune-Richard et Devreux, 1992 : 10). Les rapports sociaux du sexe ont une dynamique historiquement déterminée autour de rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Il y a d'une part, le maintien ou le renforcement de positions

hiérarchiques et de dominants et d'autre part, la capacité de contenir, limiter ou abolir la domination fondée sur les rapports sociaux de sexe (Daune-Richard et Devreux, 1992 : 23). La domination des hommes, de certains entre eux, s'exprime à travers des normes, des comportements et une identité forte sur le plan politique, juridique, économique, au plan social et culturel (Gaussot, 2008 : 183). Les rapports sociaux du sexe sont évidents pour les travailleuses du sexe de la rue. Ils déterminent le degré de hiérarchisation et d'oppression qui se développe dans la rue et aussi, dans les rapports à la sexualité même. Les féministes poursuivent leur lutte contre l'oppression des hommes sur les femmes. Lorsqu'on interroge la violence vécue par les travailleuses du sexe, ou les effets de la nouvelle loi qui risque de criminaliser davantage les travailleuses du sexe, nous réalisons la limite des discours féministes quant à la compréhension de la diversité de l'industrie du sexe et des expériences vécues des travailleuses. Une jeune fille qui entre dans l'industrie du sexe parce qu'elle est sans abri et a besoin d'argent n'a pas la même expérience qu'une femme sollicitée par l'industrie à travers ses principales institutions. Cette dernière peut choisir ses clients, choisir de donner suite à la sollicitation et ainsi évite la violence de la rue. Elle connaît probablement ses droits et est plus à l'abri de la criminalisation. Lorsque la jeune fille commence à se prostituer sur la rue pour survivre, elle est moins bien informée de ses droits et elle court un plus grand risque d'être criminalisée. Comme le soulignait une répondante, les jeunes travailleuses de la rue sont plus à risque parce qu'elles sont moins ou tout simplement pas au courant des «trucs» de la rue qui leur permettraient d'éviter le danger.

## 6.2 Plus de risques pour les travailleuses du sexe de la rue

En essayant de comprendre pourquoi les travailleuses du sexe prennent plus de risques lorsqu'elles travaillent nous avons découvert l'importance de la stigmatisation de ce travail bien spécifique qu'est la prostitution. Le terme stigmatie tient son origine des Grecs, qui utilisaient ce terme pour se référer aux marques sur le corps pour signifier quelque chose d'étrange ou mauvais relativement au statut moral d'une personne. Ces marques étaient souvent associées à des coupures ou des brûlures surtout retrouvées sur le corps des esclaves, des criminels ou des traîtres (Goffman, 1963: 1). Aujourd'hui le terme est davantage utilisé pour décrire la honte, à la place d'un marquage de la peau. Le stigmatie est défini par Goffman comme «un phénomène interactionnel infusé de jugement et de stéréotypes entre la personne non stigmatisée et la personne stigmatisée» (Bruckert et coll., 2013). Dans le contexte de la prostitution, le stigmatie agit très fortement sur un construit socialement défini qui a pour fonction de diviser les femmes en deux catégories : les femmes

« honorables » et celles qui ne le sont pas. On aura compris que le construit est fortement lié au déshonneur (Bruckert et coll., 2013). Il existe un stéréotype autour de la travailleuse du sexe qui se décrit même dans le langage du déshonneur. Ce sont des «salopes», des «perverses», des «putes» associées au risque de maladies vénériennes et au crime... Ces stigmates attisent la violence contre toutes les travailleuses du sexe sans distinction, mais elle est particulièrement orientée sur les travailleuses du sexe de la rue. Évidemment la violence physique, économique et psychologique accompagne ces stigmates entourant la travailleuse du sexe.

Lorsqu'on pense au stigmate, c'est souvent sur le plan microsocial ou en fonction des expériences individuelles, mais il existe le stigmate sur le plan macrosocial qui relève des institutions. Ce dernier est la généralisation d'une expérience individuelle en une expérience collective. La stigmatisation structurale existe lorsqu'il y a des risques vécus par un groupe et que l'ensemble des membres de ce groupe expérimente ce même risque (Bruckert, 2013). La stigmatisation du travail du sexe émerge des croyances en une moralité enracinée dans des valeurs culturelles, religieuses et universelles. Les discussions législatives relatives au travail du sexe la considèrent souvent comme une nuisance publique, un danger potentiel envers la communauté et un risque. Ces discours abolitionnistes encouragent l'élimination du travail du sexe dans les espaces publics sans questionner l'impact sur les travailleuses du sexe face à l'industrie du sexe. Parent et ses collaborateurs (2010) confirment que les travailleuses du sexe de rue sont plus stigmatisées et risquent d'être plus souvent arrêtées (Parent et coll. 2010). Les travailleuses du sexe de rue sont aussi plus stigmatisées par la loi, même la loi C-36, du fait des débats qu'elle suscite et parce qu'elles sont plus visibles et visées par la loi et ainsi par le public.

Les personnes stigmatisées ont des expériences similaires. Elles sont en détresse psychologique et développent une estime d'elles-mêmes problématique. Elles partagent les mêmes croyances identitaires problématiques de la société et font face aux mêmes stigmates (Goffman, 1986: 32). La théorie de l'identité sociale de Durkheim est une des premières théories sur l'identité. Elle se définit comme : « un système d'idées, de sentiments, d'habitudes qui expriment en nous, non pas notre personnalité, mais le groupe ou les groupes différents dont nous faisons partie » (Dubar, 1992). L'identité construite par des individus peut être analysée comme le produit intériorisé de ses conditions sociales antérieures objectives et par l'expression des espérances individuelles les plus subjectives (Dubar, 1992). Une autre théorie éclaire la « forme identitaire ». Elle considère plus l'identité des acteurs sociaux comme des effets émergents de systèmes d'actions. L'identité est le résultat provisoire contingent de dynamiques diversifiées

d'engagements dans des espaces structurées par des règles en évolution constante (Dubar, 1992: 508). En outre, il y a une divergence entre l'identité sociale de la personne et son identité virtuelle lorsqu'on voile son identité réelle. Les personnes stigmatisées risquent d'être jugées si elles dévoilent leur identité sociale. C'est pour cette raison que les travailleuses du sexe choisissent de cacher leur identité, empruntant l'anonymat ou le sobriquet en guise d'identité, elles préfèrent aussi très souvent ne pas s'identifier du tout. Elles doivent affronter non seulement les préjugés, mais aussi accepter que leur identité sociale soit stigmatisée. Il devient ainsi difficile de gérer la participation des travailleuses du sexe de la rue, car la majorité des femmes ne veulent pas se faire identifier à cause du stigmate attaché à cette identification. En s'identifiant comme travailleuse du sexe les femmes s'affichent sympathisantes à ce groupe social mal vu en société. Elles en viennent à intérioriser le stigmate et la morale socialement acceptée. La plupart des répondantes que nous avons rencontrées n'iront pas vers la police en cas de besoin pour de l'aide, car elles ne veulent pas se faire identifier.

Le stigmate est vécu par toutes les travailleuses du sexe, mais les travailleuses du sexe de la rue expérimentent davantage le stigmate puisqu'elles sont plus visibles socialement. D'une manière ou d'une autre, les travailleuses du sexe doivent vivre avec les conséquences du stigmate. Une répondante rencontrée rapportait dans son expérience de la violence économique le récit d'une expérience particulièrement inquiétante où elle n'a pas été payée en plus d'avoir dû quitter précipitamment ce même client. Cette situation n'aurait pas été possible sans la stigmatisation du travail du sexe. La même répondante ayant eu des expériences de violence psychologique avec Internet annonce depuis lors ses services et discute avec les clients potentiels avant de les rencontrer. Elle affirmait qu'il n'était pas rare qu'elle se fasse mépriser par les clients potentiels qu'elle rencontrait sur Internet. Une répondante nous a dit qu'elle pensait qu'il y avait plus de violence dans les bordels parce que le travail s'effectuait derrière des portes fermées.

### 6.3 Les services offerts aux travailleuses du sexe de la rue pour s'en sortir

Notre recherche montre que ce ne sont pas toutes les travailleuses du sexe qui ont été abusées sexuellement pendant leur enfance. Cette position est au centre de la question de la loi C-36 puisqu'elle renvoie à la compréhension même de ce que veut dire se prostituer et pourquoi on en arrive à se prostituer. Cette question est cruciale puisqu'elle introduit le travail du sexe de la rue à la sécurité des femmes qui se prostituent ou qui n'auront pas le choix de se prostituer pour s'extraire de la violence sexuelle dont elles ont été victimes pendant l'enfance.

Par ailleurs, le manque de services sociaux contribue à la difficulté de sortir d'industrie du sexe. La décision de rester ou de quitter l'industrie est le choix unique de la travailleuse du sexe et les raisons de vouloir en sortir varient en fonction de l'individu. Malheureusement, même si la travailleuse du sexe décide de s'en sortir, ce n'est pas toujours évident pour elle de se trouver un nouveau réseau social. Sortir de l'industrie du sexe peut être particulièrement difficile pour les travailleuses du sexe de rue puisqu'elles n'ont pas accès aux services sociaux. McNaughton et Sanders (2007: 897) stipulent que la stigmatisation et la criminalisation rendent cette transition vers la société particulièrement difficile, surtout lorsque la personne vit dans la pauvreté comme c'est le cas de la plupart des travailleuses du sexe de la rue. Sanders (2007) a comparé la transition hors de l'industrie du sexe entre celles qui travaillent au sein des institutions (bordel, salon de massage, clubs) et celles qui travaillent dans la rue. Elle remarque qu'il est plus difficile pour celles qui travaillent dans la rue de pouvoir se présenter à un employeur que rien ne peut être inscrit dans le C.V. pendant la période prostitutionnelle alors que chez celles qui travaillent dans les salons de massage par exemple la question ne se pose pas. Il n'y a pas de vide dans le cursus de la personne (Sanders 2007: 91-92). L'auteure rejette la théorie de Mansson et Hedin (1999) selon laquelle la personne a besoin d'un engagement émotionnel pour sortir de l'industrie du sexe. Or, selon Sanders, la sortie de la prostitution découle davantage de déterminants structurels, culturels, politiques et légaux pour faciliter la transition (Sanders, 2007: 74).

On comprend que le travail du sexe dans la rue comporte des risques de violence physique, économique et psychologique et ces risques augmentent lorsque la personne ne prend pas les précautions nécessaires à sa survie. L'importance du support des pairs dans la rue est souvent un élément souligné par les répondantes. Les femmes se transmettent des informations importantes dans la rue. Elles précisent les règles de la rue et permettent d'identifier les mauvais clients. Les risques augmentent lorsqu'il y a un manque de ressources et d'information pour aider les femmes à prendre leurs précautions lorsqu'elles travaillent dans la rue. Il faut aussi être en mesure de leur offrir des ressources adéquates si elles désirent sortir de la rue en même temps que de l'industrie du sexe. Plusieurs femmes sont entrées dans l'industrie du sexe à un jeune âge à cause d'évènements problématiques dans leur vie. Une fois entrée dans cette industrie il n'est pas évident d'en sortir. Une répondante reconnaît le manque de ressources : « I think they should open up more resources, give them more exit strategies. I was lucky to get out of it on my own, but not everyone's that lucky ». Les répondantes qui sont actives dans leur communauté, par exemple, celles qui font partie

d'une organisation qui leur donne accès à de l'information et aux ressources pour s'en sortir, sont bien informées des lois et prennent moins de risques.

#### 6.4 Une troisième voie : ni libre, ni victime

L'image que nous voulons montrer n'est pas celle d'une femme victime ni d'une femme libre, libérée par la prostitution. Il faut comprendre la diversité de cette réalité qui côtoie de très près l'industrie du sexe et son lot de criminalité qui se passe particulièrement dans la rue. Les féministes sont divisées sur la question de la prostitution. D'un côté, **les féministes abolitionnistes** défendent la position selon laquelle la prostitution est une violence faite aux femmes. La prostitution représente la domination ultime des hommes sur les femmes et se présente à l'usage exclusif des hommes. Elle représente une industrie essentiellement vouée au désir des hommes. Ce désir n'est pas seulement lié à une « satisfaction sexuelle », mais représente surtout une forme de pouvoir de domination et d'oppression des hommes sur la femme (Bloch-London & Jeffers, 2014: 2).

Les postmodernistes, ou **post-féministes**, le plus souvent représentées par des militantes elles-mêmes travailleuses du sexe, revendiquent plutôt la position règlementariste, qui permettrait de faire reconnaître la prostitution comme l'expression d'un « libre choix », voire comme l'avènement d'une sexualité féminine émancipée ou même comme la subversion même du système (Bloch-London et Jeffers, 2014: 2).

Le travail du sexe s'est depuis quelques années polarisé entre ces deux positions sans véritablement nuancer ni prendre en compte les réalités spécifiques et multiples du travail du sexe dans nos sociétés. Les auteurs Bloch-London et Jeffers (2014) avancent cette troisième position au nom de l'hétérogénéité de l'univers de la prostitution. Elles renvoient les positions abolitionnistes et celles du « libre choix » dos à dos et elles accusent les deux de tomber respectivement dans les écueils symétriques du misérabilisme et du populisme (Mathieu, 2007). La théorie de l'intersectionnalité nous est apparue utile pour montrer les diversités et la multiplication des figures de la prostitution aujourd'hui. L'intersectionnalité nous a permis, d'ailleurs, de comprendre parmi les témoignages de nos répondantes combien est multiple la compréhension de ce travail du sexe pour chacune des femmes qui s'y adonnent. Ainsi, notre collecte de donnée a montré que chez les escortes, plus scolarisées, plus informées le travail du sexe et la sexualité qui y est exploitée peut s'apparenter à une forme de travail comme un autre qui doit être reconnu comme tel et pris en charge par les institutions étatiques d'où l'accueil, des post-féministes, de la loi C-36 qui aurait pour impact de mettre en place un système de protection autour des travailleuses du sexe déjà elles-



mêmes parmi les plus en sécurité. De l'autre côté par contre, plusieurs travailleuses du sexe ont encore témoigné de la peur qu'elles éprouvent à exercer leur métier en toute sécurité, combien parfois elles se sentent honteuses de devoir vivre de la prostitution, et combien elles perçoivent le monde de la rue comme un endroit dangereux particulièrement avec la nouvelle loi C-36 qui criminalise notamment le client qui deviendront plus exigeant avec de telles mesures.

Ces deux faces de la prostitution exigent, comme nous l'avons déjà mentionné la création d'une troisième voie qui chercherait à combiner les deux positions polarisées pour armer le mouvement féministe et plus largement les mouvements sociaux qui oeuvrent de près ou de loin dans le milieu de la prostitution à tenir compte de la compréhension intersectionnelle de la question de la prostitution avec la loi C-36 afin de mieux l'appréhender et contribuer à construire une autre voie qui se fera entendre (Bloch-London et Jeffers, 2014:5).

## CONCLUSION

L'adoption d'une nouvelle loi entourant la prostitution au Canada a créé un grand débat et on s'interroge encore sur les conséquences de cette nouvelle loi. Le Canada s'est inspiré de la loi suédoise qui est une approche plus néo-abolitionniste, où nous criminalisons les clients et non les travailleuses elles-mêmes. Avec la loi C-36, la prostitution est considérée comme une forme de violence contre les femmes et les prostituées sont vues comme des victimes. Il faut reconnaître, et c'est là une utopie, que sans la demande des hommes, cette industrie ne serait pas capable de fleurir (Ekberg, 2004). L'article de Parent et ses collaboratrices indiquent que le débat repose sur un manque de distinctions entre la prostitution « volontaire » et « forcée ». Le point de vue abolitionniste de la prostitution fait peu recours à la parole de travailleuses du sexe. Elles prennent l'exemple des féministes occidentales contemporaines qui se sont battues pour le droit à l'avortement et le libre choix par rapport à leur corps. En utilisant ces mêmes arguments, on applique de manière unilatérale l'accès au corps à l'industrie du sexe. Or, il existe des nuances à apporter à ce sujet.

L'industrie du sexe continue de se développer au Canada, mais avec quelques ajustements. Dans un article du *National Post*, une travailleuse du sexe explique : « Everything has a to be a lot more quiet now and underground...people are worried about being busted ». Cette loi C-36 forcera les travailleuses à travailler dans l'ombre et ceci aura des répercussions néfastes sur les droits, leur sécurité et leur stabilité financière. Les personnes interviewées par le *National Post* ont rapporté que plusieurs de leurs clients ont déjà peur de retourner les voir depuis l'instauration de la nouvelle loi. Les travailleuses du sexe de la rue se plaignent de faire moins d'argent. D'après Chris Atchison, un chercheur de l'université de Victoria, c'est un effet à court terme de la loi. Cette loi ne changerait pas l'industrie à long terme (Warnicka, 2015). Une répondante exprime bien la situation courante : « the laws are one thing but the enforcement is a whole difference ball game ». Toujours selon l'article du *National Post*, une autre répondante croit que la relation avec les clients va changer pour le pire puisque les clients ne vont pas vouloir s'identifier, limitant par conséquent le nombre de clients. En outre, pour continuer à travailler les prostituées de la rue devront prendre plus de risques. Le risque sera plus élevé pour celles qui travaillent dans la rue puisqu'elles ne vont pas pouvoir sélectionner leurs clients.

Le but de la loi C-36 devrait être de prendre soin des besoins des travailleuses du sexe, particulièrement celles qui sont marginalisées. Or, même si les recherches sur le travail du sexe sont

nombreuses, celles portant sur les besoins des femmes parmi les plus marginalisées demeurent peu développées (Parent & Bruckert, 2005: 113). Les besoins liés à ce métier touchent la santé, la sécurité, le logement, l'éducation ainsi que la coordination et le soutien social. Malheureusement, la recherche actuellement met surtout en évidence la stigmatisation sociale et la judiciarisation faisant d'elles des objets de recherche ne tenant pas compte des limites qui pèsent sur elles relativement à l'accès à l'information et aux services de santé (Parent & Bruckert, 2005: 117). En réponse à ce problème, on suggère que l'on forme et éduque les professionnels de la santé et des services sociaux sur les questions liées au travail du sexe de façon à combattre les préjugés et les connaissances erronées qui circulent dans le milieu médical. La sécurité est également un aspect important des besoins des travailleuses du sexe, principalement pour celles qui travaillent dans la rue. La recherche démontre qu'elles sont plus exposées à la violence que les autres travailleuses du sexe. Elles sont à la disposition de ces clients potentiellement agresseurs et violents.

Évidemment, notre recherche auprès de travailleuses du sexe de la rue s'est déroulée très tôt après la mise en place de la nouvelle loi C-36. Cela représente une limite importante de notre étude qui visait à savoir ce que les travailleuses du sexe de la rue comprennent, en terme d'impact, de la loi C-36 sur leurs activités. D'autre part, il faut savoir et c'est un des éléments soulevés par notre recherche, que les travailleuses du sexe de la rue oeuvrant en région, loin des grands centres urbains montrent une méconnaissance importante de leurs droits et des particularités de la nouvelle loi C-36. Les organisations auraient intérêt à travailler non seulement dans le cadre de l'accès à l'information de ces travailleuses « isolées » qui risquent potentiellement davantage à exercer dans ces régions isolées du nord de l'Ontario, qui est l'exemple de notre étude.

Par ailleurs, le rapport aux policiers et aux membres de la communauté mérite également que l'on s'intéresse à leur décision et leur façon de travailler dans la rue auprès des travailleuses du sexe afin de sécuriser plutôt que d'ajouter aux risques de criminalisation des travailleuses en question. Nous devons souligner les abus d'autorité des forces policières dont les travailleuses du sexe de rue font souvent plus l'objet comparativement aux autres travailleuses. Les autorités gouvernementales cherchent des solutions qui vont satisfaire l'ordre public et la protection des travailleuses du sexe, mais elles ne pensent pas à de véritables solutions pour empêcher la marginalisation dont sont victimes (Parent & Bruckert, 2005: 119). Les représentants des organismes de défense suggèrent une liste de mauvais clients pour la sécurité des travailleuses qui sont dans la rue. Quant au besoin de logement, Thukral et Dittmore (2003: 10) proposent " la création de maisons d'hébergement pour travailleuses du sexe de la rue à New York dont le concept

ressemblerait à celui des maisons pour conjointes victimes de violence » (Parent & Bruckert, 2005: 120). De plus, plusieurs auteurs signalent le besoin d'éducation et de formation à l'emploi pour les travailleuses du sexe. Une étude à Ottawa démontre que les travailleuses du sexe de la rue ne font pas de recherches constantes d'emploi et que lorsque cela se produit, elles ne réussissent pas à obtenir les postes convoités à cause de leur manque d'instruction (Parent et Bruckert, 2005: 120) et de leurs antécédents.

Dans cette thèse, nous avons analysé la marginalisation des travailleuses du sexe de la rue en nous limitant aux femmes. Qu'en est-il des travailleurs du sexe masculin qui travaillent dans la rue? Leur expérience est-elle aussi difficile que celle des femmes? C'est là une question importante à poser. Nous avons interrogées les femmes sur la marginalisation à cause de leur implication dans l'industrie du sexe, mais nous n'avons pas questionné en profondeur la réalité des femmes, disons moins marginalisées, que sont les escortes, les masseuses, les danseuses qui travaillent dans l'industrie du sexe et leurs droits avec l'arrivée de la nouvelle loi C-36.

## BIBLIOGRAPHIE

[Acker, J. \(2006\) « Inequality Regimes: Gender, Class, and Race in Organizations », \*Gender & Society\*, 20\(4\): 441-464.](#)

[Anthias, F. & Yuval-Davis, N. \(1992\) \*Racialized Boundaries: Race, Nation, Gender, Colour & Class & the Anti-Racist Struggle\*. Londres: Routledge](#)

Bedford v. Canada, 2010 ONSC 4264

Benoit, M. (la référence n'est pas complète) (2011). « L'incertitude médicale ressentie par les femmes tout au long de la prise en charge pour un cancer du sein ». *Pratiques et Organisation des Soins*, 42(3) p. 188 (il y a plusieurs pages).

Berdahl, J. L. (2007). « Harassment Based on Sex: Protecting Social Status in the Context of Gender Hierarchy ». *Academy Management Review*, 32(2), 645

[Bertaux Daniel \(2005\) \*L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie\* \[1997\], Paris, Armand Colin](#)

Bilge, S. (2009). « Théorisations féministes de l'intersectionnalité ». *Diogène*, 225, 70-71  
<<http://www.cairn.info/revue-diogene-2009-1-page-70.htm>>

[Bloch-London, C. et Jeffers, E. \(2014\) « Prostitution : pour une position abolitionniste ! » Les Possibles, No. 02 Hiver 2013-2014](#)

Bruckert, C. & Hannem, S. (2013). « Rethinking the Prostitution Debates: Transcending Structural Stigma in Systemic Responses to Sex Work » *Canadian Journal of Law and Society*, 28(1), 49.

Canada (Attorney General) v. Bedford, 2012 ONCA

Canada (Procureur général) c. Bedford, 2013 CSC 72

Canadian Alliance for Sex Work Law Reform (2014) « New Zealand's Prostitution Reform Act: An Effective Model of Sex Work Law Reform » *Maggie's : Toronto Sex Workers Action Project* [En ligne] <[maggiestoronto.ca/uploads/File/new\\_zealand\\_140316.pdf](http://maggiestoronto.ca/uploads/File/new_zealand_140316.pdf)>

Crenshaw, K., 2005, « Cartographie des marges: Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », en *Cahiers du genre*, n°39, pp. 51-82

Daalder, A.L. (2007) « Prostitution in the Netherlands since lifting the brother ban ». *Boom Juridische uitgevers, WODC*. [En ligne] 249a <<https://english.wodc.nl/onderzoeksdatabase/1204e-engelse-vertaling-rapport-evaluatie-opheffing-bordeelverbod.aspx>>

[Dalla, R.L, Xia, Y. et Kennedy, H. \(2003\) « "You Just Give them what they Want and Pray they don't Kill You" : Street-Level Sex Workers' Reports of Victimization, Personal Resources, and Coping Strategies » \*Violence Against Women\* 2003 9: 1367](#)

Daune-Richard, A-M. et Devreux, A-M. (1985) « Construction sociale des catégories des sexes » *Bulletin d'information des études féministes (BIEF)*, 17; 39-53.

De Beauvoir, S. (1947). *Le deuxième sexe* (Partie II), Tome 1, Paris: Gallimard, 663.

Dorlin, E. (2012). « L'Atlantique Féministe. L'intersectionnalité en débat » *Papeles del CEIC*, 83, 8. <<http://www.identidadcolectiva.es/pdf/83.pdf>>

Dubar, C. (1992) « Formes identitaires et socialisation professionnelle » *Revue française de sociologie*, 33(4), 506

Dubet, F. (2003) « Que faire des classes sociales ? » *Lien social et Politiques*, n° 49, 2003, p. 71-80.

Ekberg, G. (2004) « The Swedish Law that Prohibits the Purchase of Sexual Services Best Practices for Prevention of Prostitution and Trafficking in Human Beings ». *Violence Against Women* 10(10) 1187-1218.

Elias, N. (1997). *Logiques de l'exclusion : Avant-propos de Michel Wieviorka*. France: Librairie Arthème Fayard pour la traduction française, 278 pages.

Gaussot, L. (2008). « Position sociale, point de vue et connaissance sociologique: rapports sociaux de sexe et connaissance de ces rapports ». *Sociologie et sociétés*, 40(2), 181-198

Geddes, J. (2014). « Canada's new prostitution law is a tough sell: Sex workers may not like it, but legal experts say Bill C-36 may well survive the inevitable court challenge ». *Macleans's*. [En ligne]. <<http://www.macleans.ca/politics/ottawa/the-new-prostitution-law-is-a-tough-sell-but-likely-is-constitutional/>>

Gillian, A. Fitzgerald, L., Healy, C. & Taylor, A. (mai 2010). *Taking the crime out of sex work New Zealand sex workers' fight for decriminalisation*, Hardback, 280 p.

Voir à l'adresse : <<http://www.policypress.co.uk/display.asp?k=9781847423344#sthash.IV9codz2.dpuf>>

[Gimenez, M. \(2001\) « Marxism and Class, Gender and Race: Rethinking the Trilogy », \*Race, Gender and Class\*, 8\(2\): 23-33.](#)

Giroux, M. et O'Sullivan, E. (2002). *Droit Pénal Spécial*. Université de Moncton, Centre international de la common law en français, XI.

Goffman, E. (1986). *Stigma : Notes on the management of spoiled identity*. Prentice-Hall Inc. 147

Gouvernement du Canada. Ministère de la Justice (avril, 2013). *Qu'est-ce que la traite des personnes ?* [En ligne] <<http://www.justice.gc.ca/fra/jp-cj/tp/quoi-what.html>>

Gyapong, D. (2014) « Prostitution Bill C-36 passes second reading vote ». *Canadian Catholic News*. [En ligne]. <<http://www.catholicregister.org/item/18361-prostitution-bill-c-36-passes-second-reading-vote>>

Harcourt, C. & Donovan, B. (2004). « The many faces of sex work ». *Sex Transm Infect*, 81,201–206

Hall, S. (1986) « Gramsci's Relevance for the Study of Race and Ethnicity », *Journal of Communication Inquiry*, 10(2): 5-27.

Hall, S. (1985) « Signification, Representation and Ideology; Althusser and the Post-structuralist Debates », *Critical Studies in Mass Communication*, 2(2): 91-114.

Hall, S. (1980) « Race, Articulation and Societies Structured in Dominance », dans Coll., *Sociological Theories: Race and Colonialism*, p. 305-345. Paris: UNESCO.

Jaunai, A. (2010) « Lectures Critiques : Où en sont les analyses de la domination ? De la question politique à l'investigation sociologique » *Revue française de science politique* Vol. 60), p. 588-609

Jones, A. (2015). « Ontario review finds Ottawa's sex-work law constitutional, Wynne says », *Globe and Mail*. [En ligne]. Consulté le 27 octobre 2015.e. <<http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ontario-review-finds-ottawas-sex-work-law-constitutional-wynne-says/article23734478/>>

Karabanow, J., Hughes, J. & Kidd, S. (2010) « Travailler pour survivre : exploration du travail des jeunes de la rue ». *Criminologie*, 43(1), 8 - 9.

Kergoat, D. (1978)« Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique de deux variables : sexe et classe sociale », *Critiques de l'économie politique, nouvelle série*, 5, p. 65-97 ; également « Les ouvrières », Paris, Le Sycomore, 1982 ; « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », dans Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré, Danièle Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, 2000, p. 35-44, p. 42.

Knapp, G.-A. (2005) « Race, Class, Gender: Reclaiming Baggage in Fast Travelling Theories », *Eur. J. of Women's Studies*, 12: 249-265.

Landry, G. (2004) « Prostitution - Le modèle suédois est-il une panacée? » *Le Devoir*. [En ligne] <http://www.ledevoir.com/non-classe/70823/prostitution-le-modele-suedois-est-il-une-panacee>

Langer, E. J. (1975) « The illusion of control » *Journal of Personality and Social Psychology*, Vol 32(2), Aug 1975, 311-328.

Laskowski, S.R. (2002). « The New German Prostitution Act – An Important Step to a More Rational View of Prostitution as an Ordinary Profession in Accordance with European Community Law ». *The International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*, 18(4), 479-491. [En ligne] <<https://www.kluwerlawonline.com/abstract.php?area=Journals&id=5113467>>

Le Breton, D. (1995). *Sociologie du Risque*. Presses universitaires de France, 128 p.

Luhmann, N. (2006). *La confiance: un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Paris: Economica, 123 p.

MacKinnon, K. (2004) *Le féminisme irréductible : Discours sur la vie et sur la loi*, Paris : Édition des femmes, 352 p.

[Mansson, S. A., & Hedin, U. \(1999\). « Breaking the Matthew effect—On women leaving prostitution ». \*International Journal of Social Welfare\*, 8, 67-77.](#)

Marin, S. (2014). « Prostitution: les conservateurs imposent le bâillon au projet de loi ». *La Presse Canadienne*. [En ligne]. <<http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201406/12/01-4775312-prostitution-les-conservateurs-imposent-le-baillon-au-projet-de-loi.php>>

Mas, S. (2014). « Prostitution bill would make it illegal to buy, sell sex in public». *CBC News*. [En ligne]. Consulté le 13 octobre 2015. <<http://www.cbc.ca/news/politics/prostitution-bill-would-make-it-illegal-to-buy-sell-sex-in-public-1.2664683>>

Mathieu, L. (2007), *La condition prostituée*, Paris, Textuel, coll. La Discorde. 20 p.

McNaughton, C. C. & T. Sanders. (2007). « Housing and transitional phases out of ‘disordered’ lives: The case of leaving homelessness and street sex work ». *Housing Studies* 22(6): 885-900.

Meaker, L. (2002), « A Social Response to Transnational Prostitution in Queensland, Australia » dans S. Thorbek and B. Pattanaik, eds, *Transnational Prostitution*. London : Zed.

Mill, J.S. (1859) *On Liberty*, London, Oxford University Press.

NSWP : Global Network of Sex Work Projects promoting health and human rights. [En ligne]. <<http://www.nswp.org/fr/page/notre-travail>>

[Packer, H. \(1968\) \*The Limits of the Criminal Sanction\*, Stanford, Stanford University Press.](#)

Parent, C., Bruckert, C., Corriveau, P., Nengeh Mensah, M. & Toupin, L. (2010). *Mais Oui, c'est un travail !*, Presse de l'Université de Québec, (NOMBRE DE PAGES)

Parlement. Bibliothèque du Parlement. *Les lois sur la prostitution dans certains pays*. Rédigé par Barnett, L., Casavant, L. & Nicol, J. (2011). Publication n. 2011-115-F, 2

Parliament of Western Australia (2007) « Prostitution Amendment Bill 2007 » [En ligne] <<http://www.parliament.wa.gov.au/parliament/bills.nsf/BillProgressPopup?openForm&ParentUID=6C025665A6543C9FC82573460019CB31>>

Payton, L. & O'Malley, K. (2014). « Bill C-36 hearings told not to conflate prostitution and trafficking ». *CBC News*. [En ligne]. <<http://www.cbc.ca/news/politics/bill-c-36-hearings-told-not-to-conflate-prostitution-and-trafficking-1.2702095>>



POWER (2016) : Prostituées d'Ottawa/Gatineau travail,   duquent et r  sistent. [En ligne]. <<http://www.powerottawa.ca/>>

Raj, A. (2014a). « Why Conservatives Believe Their Prostitution Bill Is Constitutional ». *Huffington Post*. [En ligne]. <[http://www.huffingtonpost.ca/2014/06/10/prostitution-bill-conservatives-government-mackay\\_n\\_5479045.html](http://www.huffingtonpost.ca/2014/06/10/prostitution-bill-conservatives-government-mackay_n_5479045.html)>

Raj, A. (2014b). « Bill C-36: Ex-Prostitute Explains Why She Backs Tories' Controversial Bill ». *Huffington Post*. [En ligne]. <[http://www.huffingtonpost.ca/2014/06/12/bill-c-36-prostitution-bill-katrina-macleod\\_n\\_5488977.html](http://www.huffingtonpost.ca/2014/06/12/bill-c-36-prostitution-bill-katrina-macleod_n_5488977.html)>

Raymond, J. D. (2004) « Ten Reasons for Not Legalizing Prostitution and a Legal Response to the Demand for Prostitution ». *Journal of Trauma Practice* 2(3-4),315-332. [En ligne] <[http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1300/J189v02n03\\_17#.UwvzNfY2wXw](http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1300/J189v02n03_17#.UwvzNfY2wXw)>

Reference Re ss. 193 and 195.1(1)(c) of the Criminal Code (Man.), [1990] 1 S.C.R.

Ric  ur P. (1990), *Soi-même comme un autre*, Paris,   ditions du Seuil.

Sanders, T. (2007). « Becoming an ex-sex worker: Making transitions out of a deviant career ». *Feminist Criminology* 2(1),74-95

SPOC (2016). *Sex Professionals of Canada*. [En ligne]. <<http://www.spoc.ca/index.html>>

Stella (2016) *Living and working in safety and with dignity*. [En ligne]. <<http://www.chezstella.org/stella/?q=stella>>

THUKRAL, J. et DITMORE, M. (2003). « Revolving Door: An Analysis of Street Based Prostitution in New York City », New York, *Urban Justice Center: Sex Workers Project*. <[www.sexworkersproject.org/downloads/RevolvingDoor.pdf](http://www.sexworkersproject.org/downloads/RevolvingDoor.pdf)>

Walby, S. (2007) « Complexity Theory, Systems Theory, and Multiple Intersecting Social Inequalities », *Philosophy of the Social Sciences*, 37(4):449-470.

Warnica, R. (2015) « Barely illegal: New prostitution laws may drive sex work underground — but can it stop it? » *National Post*. [En ligne]. Consulté le 14 octobre, 2015. <<http://news.nationalpost.com/news/barely-illegal-new-prostitution-laws-may-drive-sex-work-underground-but-can-it-stop-it>>

Weitzer, R. (2009) « Legalizing prostitution: Morality politics in western Australia ». *British Journal of Criminology* 49(1), 88–105. [En ligne] <<https://www.ncjrs.gov/App/publications/abstract.aspx?ID=249037>>

Weitzer, R. (2011). « Sex trafficking and the Sex industry : the need for evidence based theory and legislation ». *The Journal of Criminal Law & Criminology*, 101, (4), 1342. <[http://www.law.northwestern.edu/journals/jclc/backissues/v101/n4/1014\\_1337.Weitzer.pdf](http://www.law.northwestern.edu/journals/jclc/backissues/v101/n4/1014_1337.Weitzer.pdf)>



# ANNEXE 1 : LETTRE D'ACCRÉDITATION ÉTHIQUE



**Laurentian University**  
**Université Laurentienne**

## APPROVAL FOR CONDUCTING RESEARCH INVOLVING HUMAN SUBJECTS

Research Ethics Board – Laurentian University

This letter confirms that the research project identified below has successfully passed the ethics review by the Laurentian University Research Ethics Board (REB). Your ethics approval date, other milestone dates, and any special conditions for your project are indicated below.

TYPE OF APPROVAL / New <input checked="" type="checkbox"/> / Modifications to project / Time extension	
<b>Name of Principal Investigator and school/department</b>	Danika Dégagné (Sociologie) Monique Benoit (supervisor, Sociologie)
<b>Title of Project</b>	LES FEMMES PROSTITUÉES DE LA RUE ET LA PROTECTION DE LEUR DROIT: LA SITUATION EN ONTARIO
<b>REB file number</b>	2014-05-02
<b>Date of original approval of project</b>	June 17, 2014
<b>Date of approval of project modifications or extension (if applicable)</b>	
<b>Final/Interim report due on</b>	June 17, 2015
<b>Conditions placed on project</b>	Final report due on June 17, 2015

During the course of your research, no deviations from, or changes to, the protocol, recruitment or consent forms may be initiated without prior written approval from the REB. If you wish to modify your research project, please refer to the Research Ethics website to complete the appropriate [REB form](#).

All projects must submit a report to REB at least once per year. If involvement with human participants continues for longer than one year (e.g. you have not completed the objectives of the study and have not yet terminated contact with the participants, except for feedback of final results to participants), you must request an extension using the appropriate [REB form](#).

In all cases, please ensure that your research complies with [Tri-Council Policy Statement \(TCPS\)](#). Also please quote your REB file number on all future correspondence with the REB office.

Congratulations and best of luck in conducting your research.

Susan James, Chair  
Laurentian University Research Ethics Board

## ANNEXE 2 : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT



### *Formulaire de consentement libre et éclairé*

**Projet portant sur :** *L'accessibilité des informations juridiques pour les femmes prostituées de la rue de l'Ontario et du Québec*

**Étudiante :** *Danika Dégagné (candidate à la Maîtrise),*

**Directrice :** *Monique Benoit Ph.D. U Laurentienne*

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une recherche à la maîtrise en sociologie. Il vise à comprendre le niveau d'accessibilité des femmes prostituées de la rue à l'information juridique. Récemment, il y a eu un grand changement de loi au Canada avec le cas Bedford. C'est en 2010 qu'un débat concernant la légalisation de la prostitution surgit au Canada. Les lois entourant les maisons de débauches, le fait de vivre des fruits de la prostitution et la communication à des fins de prostitution, sont au cœur de ce débat. La cour suprême du Canada a récemment conclu sur ce débat touchant la Charte des droits et liberté et la constitution canadienne. La réponse fournie par la cour amène plusieurs changements à la situation des prostituées. Nous souhaitons savoir comment elles arrivent à comprendre les principaux enjeux de cette nouvelle façon de voir la prostitution, notamment chez les femmes prostituées de rue. Est-ce que ces femmes sont au courant des changements légaux qui entourent leur situation? Sont-elles en mesure de comprendre les dispositions de ce nouveau règlement?

Votre participation à ce projet consiste en une seule rencontre d'une ou deux heures où vous aurez à discuter de différents aspects de votre vie par rapport à l'accessibilité de l'information juridique vous concernant en tant que prostituée (ou ex-prostituée) de la rue. Nous te demandons également de partager avec nous comment tu te débrouilles lorsque tu es en besoin d'informations juridiques. En plus, on te questionne sur votre opinion des changements de loi ainsi du cas Bedford.

En signant ce formulaire de consentement tu t'engages à accepter d'enregistrer l'entrevue qui sera ensuite retranscrite sur support informatique sans que ne figure ton nom à aucun moment. Nous tenons ainsi à t'assurer que la participation à ce projet de recherche est tout à fait anonyme et que les données recueillies seront traitées en toute confidentialité. Toujours dans le but de préserver ton anonymat, des précautions seront prises pour que les réponses fournies ne permettent en aucun cas de t'identifier. Seules Danika Dégagné et sa directrice de thèse D<sup>re</sup> Monique Benoit auront accès aux enregistrements sur support informatique. Enfin, tu as le droit de ne pas répondre à une question ou même de mettre fin à l'entrevue en tout temps sans devoir te justifier.

À la fin de l'entrevue, tu pourras, si tu ressens le besoin, rencontrer une personne ressources qui sera à mesure de répondre à tes questions. Si tu désires en connaître davantage sur cette recherche tu pourras demander les résultats en communiquant avec Danika Dégagné ([ddegagne@laurentienne.ca](mailto:ddegagne@laurentienne.ca); 705 923 7788), la responsable du projet ou à Monique Benoit ([mboenit@laurentienne.ca](mailto:mboenit@laurentienne.ca); 705 675 1151 post 4216) de l'Université Laurentienne. Tu peux

également communiquer avec le bureau de la recherche et de la créativité de l'Université Laurentienne en communiquant avec Pauline Zanetti ([pzanetti@laurentienne.ca](mailto:pzanetti@laurentienne.ca)).

J'ai lu et compris toute l'information à ce projet de recherche et je consens librement à participer à ce projet de recherche selon les conditions précisées plus haut.

---

Signature du participant

date

---

Je certifie avoir expliqué au signataire les termes du présent questionnaire ainsi que les objectifs et les implications du projet de recherche. Je déclare également avoir répondu clairement à ses questions et lui avoir indiqué qu'il reste à tout moment libre de mettre fin à sa participation au projet sans avoir à se justifier de quelque manière que ce soit.

---

Signature du chercheur

date

---

## ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTREVUE

*Question de recherche:* Considérant que l'information juridique est un outil contribuant à la sécurité et au mieux-être des femmes prostituées, est-ce que les femmes prostituées de rue obtiendront de meilleures informations juridiques avec la récente résolution de la Cour Suprême du Canada concernant le cas Bedford?

*Hypothèse :* Cette résolution n'aura aucun effet sur l'accès à des informations juridiques contribuant au mieux-être des prostituées de rue.

### **Thème I :** Accessibilité et information juridique;

- a) Comment t'y prends-tu pour accéder à des informations juridiques concernant le métier que tu exerces?
- b) Comment tu fais valoir tes droits quand tu te fais arrêter par la police?
- c) Explique comment la nouvelle loi encadrant la prostitution va t'aider à mieux t'informer sur tes droits?

### **Thème II :** Changement de loi

- a) Un règlement concernant le cas Bedford c. Canada oblige le Canada à créer une nouvelle loi encadrant la prostitution. Comment te tiens-tu informer de cette nouvelle loi?
- b) Selon toi, est-ce que les lois sur les maisons de débauche, le fait de vivre des fruits de la prostitution et la communication entourant la prostitution devraient être légalisées, décriminalisées ou criminalisées?
- c) D'après toi, comment est-ce que le changement de loi va changé positivement ou négativement la prostitution au Canada?

### **Thème III :** Intersectionnalité

- a) Explique comment tu comprends la place de la prostitution de rue face aux autres types de prostitution et selon le récent changement provoqué par la Cour Suprême du Canada?
- b) Comment penses-tu que l'accès à un bordel ou le fait de pouvoir offrir tes services librement à un client pourra contribuer à une meilleure sécurité pour toi?
- c) Laisser les prostituer de rue s'occuper seule de leur condition de travail est-elle une bonne chose?

*Quelque chose à ajouter?*

## ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRE SOCIODÉMOGRAPHIQUE



### Questionnaire

*S'il vous plaît répondre aux questions du mieux que vous pouvez. Si vous avez des questions, n'hésitez pas demander. Vous n'êtes pas obligé de répondre si la question vous rend inconfortable. Si vous avez besoin de plus de place pour répondre vous pouvez utiliser le verso en indiquant le numéro de la question.*

1. Quel est votre âge? \_\_\_\_\_

2. Quel est votre ethnicité? \_\_\_\_\_

3. Quel est votre niveau d'éducation (s.v.p. cocher la boîte appropriée)?

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Primaire              | <input type="checkbox"/> Collège (Incomplète)    |
| <input type="checkbox"/> Élémentaire           | <input type="checkbox"/> Collège                 |
| <input type="checkbox"/> Secondaire            | <input type="checkbox"/> Université (Incomplète) |
| <input type="checkbox"/> Cégep (Si s'applique) | <input type="checkbox"/> Université              |
|  | <input type="checkbox"/> Autre _____             |

4. Quel est votre état civil (s.v.p. cocher la boîte appropriée)?

- |                                      |                                   |
|--------------------------------------|-----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Célibataire | <input type="checkbox"/> Séparée  |
| <input type="checkbox"/> Mariée      | <input type="checkbox"/> Divorcée |
| <input type="checkbox"/> Veuve       |                                   |

5. Avez-vous un (des) enfants? \_\_\_\_\_ Si oui combien? \_\_\_\_\_

6. Depuis combien d'années travaillez-vous (ou avez vous travaillé) comme prostituée de la rue (s.v.p. cocher la boîte appropriée)?

- ☐ Moins d'un an
- ☐ 1 à 5 ans
- ☐ 6 à 10 ans
- ☐ Plus de 10 ans

7. Quelle est votre revenue estimée? \_\_\_\_\_

8. Avez-vous pratiqué d'autres formes de travail du sexe (par exemple danseuse érotique, escorte, masseuse érotique, etc.), si oui quelles formes et combien de temps? \_\_\_\_\_

---

---

9. Comment avez vous commencé le travail du sexe de la rue?

---

---

---

---

10. Comment percevez vous le travail du sexe de la rue comparativement aux autres formes de travail du sexe?

---

---

---

---

11. Envisagez-vous de quitter le travail du sexe de la rue? \_\_\_\_\_

12. Si vous avez quitté le travail de sexe de la rue, comment voyez-vous votre avenir?

---

---

---

---

*Je vous remercie sincèrement de votre participation à ce projet de recherche.*